

## 6.1 Comptes consolidés

### 6.1.1 Comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2019

#### Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(b)</sup>
<b>REVENUS</b>		<b>2 674,8</b>	<b>2 421,3</b>
Coût des ventes		-1 208,2	-1 119,0
<b>MARGE BRUTE</b>		<b>1 466,6</b>	<b>1 302,3</b>
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'ACTIVITÉ</b>	<b>19</b>	<b>45,9</b>	<b>31,2</b>
Charges commerciales		-567,6	-479,9
Frais généraux		-182,2	-163,2
Recherche et développement		-374,3	-326,9
<b>TOTAL FRAIS OPÉRATIONNELS</b>		<b>-1 124,1</b>	<b>-970,0</b>
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT CONTRIBUTIF</b>		<b>388,5</b>	<b>363,5</b>
Amortissements des actifs liés à l'acquisition de BioFire <sup>(a)</sup>	23	-17,9	-17,5
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>370,7</b>	<b>346,0</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	24	0,0	0,2
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>370,7</b>	<b>346,1</b>
Coût de l'endettement financier net	22.2	-20,6	-21,3
Autres produits et charges financiers	22.3	-2,5	-4,5
Impôts sur les résultats	25	-77,8	-65,1
Entreprises associées		0,0	0,2
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>269,7</b>	<b>255,4</b>
Part des minoritaires		-3,1	-1,1
<b>PART DU GROUPE</b>		<b>272,8</b>	<b>256,5</b>
Résultat net de base par action		2,31 €	2,18 €
Résultat net dilué par action		2,30 €	2,17 €

(a) Afin d'améliorer la lecture du résultat opérationnel et compte tenu de la taille significative de BioFire, les amortissements des actifs acquis valorisés dans le cadre de l'allocation du prix d'achat sont présentés sur une ligne séparée du résultat opérationnel courant.

(b) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32). Comme indiqué en note 1.1.3, la finalisation des travaux d'affectation du prix d'acquisition d'Hybiome n'a pas eu d'impact sur le résultat consolidé 2018.

## Résultat global

<i>En millions d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(e)</sup>
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>		<b>269,7</b>	<b>255,4</b>
<b>Éléments recyclables en résultat</b>		<b>19,5</b>	<b>24,2</b>
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	(a)	-1,2	-3,1
Effet d'impôt		0,3	0,7
Variation de la réserve de conversion	(b)	20,3	26,6
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>		<b>-2,5</b>	<b>9,3</b>
Variation de la juste valeur des actifs financiers	(c)	16,4	2,4
Effet d'impôt		-0,6	-0,5
Réévaluation des avantages au personnel	(d)	-24,0	10,1
Effet d'impôt		5,8	-2,7
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>17,0</b>	<b>33,7</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>286,7</b>	<b>289,1</b>
Part des minoritaires		-2,6	-1,3
<b>PART DU GROUPE</b>		<b>289,3</b>	<b>290,4</b>

(a) Variation de la part efficace des instruments financiers de couverture.

(b) La variation des écarts de conversion en 2019 est essentiellement liée à la dépréciation de l'euro face aux autres devises et notamment le dollar.

(c) Les variations de la juste valeur des actifs financiers concernent les titres non consolidés pour lesquels le Groupe a opté pour une variation de la juste valeur en autres éléments du résultat global non recyclables en résultat (cf. note 7).

(d) Cf. note 15.3.

(e) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32). En pratique, l'application de la norme IFRS 16 n'a pas eu d'impact sur le résultat net global.

## Bilan consolidé

## Actif

En millions d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>
Immobilisations incorporelles	4	508,4	526,0
Écarts d'acquisition	5	652,5	603,0
Immobilisations corporelles	6.1	894,7	761,4
Actifs au titre des droits d'utilisation	6.2	130,5	137,7
Actifs financiers non courants	7	41,9	66,9
Participations dans les entreprises associées		0,2	0,3
Autres actifs non courants		16,1	16,2
Impôt différé actif	25.3	99,0	78,5
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>2 343,5</b>	<b>2 189,9</b>
Stocks et en-cours	8	494,7	418,8
Créances clients et actifs liés aux contrats clients	9	552,1	491,8
Autres créances d'exploitation	11	61,1	63,4
Créance d'impôt exigible	11	42,3	39,2
Créances hors exploitation	11	13,3	12,9
Disponibilités et équivalents de trésorerie	12	275,0	288,3
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>1 438,5</b>	<b>1 314,4</b>
<b>ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>13</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>3 781,9</b>	<b>3 504,4</b>

## Passif

En millions d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>
• Capital	14	12,0	12,0
• Primes et Réserves	14	1 919,1	1 659,5
• Résultat de l'exercice		272,8	256,5
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>		<b>2 203,9</b>	<b>1 928,0</b>
<b>INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>		<b>50,7</b>	<b>74,0</b>
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>2 254,6</b>	<b>2 002,1</b>
• Emprunts & dettes financières long terme	16	153,7	524,9
• Impôt différé passif	25.3	141,2	134,2
• Provisions	15	62,3	47,1
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>357,2</b>	<b>706,1</b>
• Emprunts & dettes financières court terme	16	438,6	129,1
• Provisions	15	47,0	45,0
• Fournisseurs et comptes rattachés	17	211,9	179,7
• Autres dettes d'exploitation	17	381,1	352,2
• Dette d'impôt exigible	17	32,3	33,5
• Dettes hors exploitation	17	59,3	56,9
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>1 170,1</b>	<b>796,3</b>
<b>PASSIFS RELATIFS À DES ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>13</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>3 781,9</b>	<b>3 504,4</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32) ainsi que des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>269,7</b>	<b>255,4</b>
• Participations dans les entreprises associées		0,0	-0,2
• Coût de l'endettement financier net		20,6	21,3
• Autres produits et charges financiers		2,5	4,5
• Charge d'impôt		77,8	65,1
• Dotation nette aux amortissements d'exploitation - provisions non courantes		189,5	177,0
• Produits et charges non courants et amortissements du prix d'acquisition de BioFire		17,8	17,4
<b>EBITDA (avant produits et charges non récurrents)</b>	<b>16.1</b>	<b>577,9</b>	<b>540,5</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants (hors DAP exceptionnels, plus et moins values sur cessions d'immobilisations)		-0,1	0,1
Autres produits et charges financiers (hors provisions et cessions d'immobilisations financières)		-2,0	-4,6
Dotations nettes aux provisions d'exploitation pour risques et charges		-6,8	-47,8
Variation de la juste valeur des instruments financiers		-1,4	0,3
Rémunérations en actions		9,4	6,7
<b>Élimination des autres charges et produits sans impact sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>		<b>-0,9</b>	<b>-45,3</b>
Variation des stocks		-71,0	-26,9
Variation des créances clients		-57,3	-30,6
Variation des dettes fournisseurs		32,9	13,1
Variation des autres BFRE		26,0	36,0
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation <sup>(b)</sup></b>		<b>-69,4</b>	<b>-8,4</b>
Autres besoins en fonds de roulement hors exploitation		2,1	1,8
Variation des autres actifs et passifs non courants non financiers		0,4	-1,5
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>-66,9</b>	<b>-8,1</b>
<b>Versement d'impôt</b>		<b>-81,6</b>	<b>-65,8</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>22.2</b>	<b>-20,6</b>	<b>-21,4</b>
<b>FLUX LIÉS À L'ACTIVITÉ</b>		<b>407,9</b>	<b>399,8</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-272,5	-226,4
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		17,1	5,4
Encaissements liés aux autres immobilisations financières		-2,4	0,0
<b>CASH FLOW LIBRE <sup>(c)</sup></b>		<b>150,1</b>	<b>178,8</b>
Décaissements/encaissements liés aux prises de participation minoritaire		48,4	-5,4
Incidence des variations de périmètre		-72,8	-186,7
<b>FLUX LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>-282,2</b>	<b>-413,1</b>
Rachats et reventes d'actions propres		0,0	-22,3
Distributions de dividendes aux actionnaires		-41,3	-40,2
Variation des dettes financières confirmées		-69,2	105,5
Variation d'intérêts sans prise ni perte de contrôle		-23,5	0,0
<b>FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>-133,9</b>	<b>43,0</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>-8,2</b>	<b>29,7</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>		<b>278,2</b>	<b>260,4</b>
Incidence des fluctuations de change sur la trésorerie nette et équivalents de trésorerie		-6,1	-11,8
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>		<b>264,0</b>	<b>278,2</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32) ainsi que les modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32. Ces retraitements ont eu un impact sur la ventilation des flux par nature. L'impact sur la trésorerie nette par rapport aux comptes publiés est uniquement lié à la finalisation de l'affectation du prix d'acquisition de Hybiome.

(b) Y compris dotations (reprises) des provisions courantes.

(c) Le cash flow libre disponible est défini comme le flux de trésorerie provenant de l'exploitation plus le flux de trésorerie provenant de l'investissement hors trésorerie nette provenant des acquisitions et cessions de filiales.

## Première application de la norme IFRS 16

La 1<sup>re</sup> application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location n'a pas eu d'impact sur les flux d'investissement.

Conformément aux dispositions de la norme, les flux de financement ne comprennent que les remboursements de la dette liée aux

obligations locatives, qui s'élèvent à 26,6 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 20,1 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les intérêts versés liés aux dettes financières sur obligations locatives sont présentés en flux d'exploitation, comme les autres intérêts versés sur emprunts.

## Variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Part du Groupe								Part des minoritaires		
	Capital	Primes et Réserves consolidées <sup>(a)</sup>	Réserves de conversion	Variation de la juste valeur <sup>(b)</sup>	Gains et pertes actuariels <sup>(c)</sup>	Actions propres	Rémunération en actions	Total Primes et Réserves	Résultat net	Total	Total
<b>CAPITAUX PROPRES PUBLIÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>12,0</b>	<b>1 558,4</b>	<b>-32,5</b>	<b>16,1</b>	<b>-54,0</b>	<b>-10,9</b>	<b>10,5</b>	<b>1 487,5</b>	<b>238,1</b>	<b>1 737,6</b>	<b>-0,9</b>
Retraitement IFRS 16 (note 2)		-1,9	0,1					-1,8		-1,8	
<b>CAPITAUX PROPRES RETRAITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>12,0</b>	<b>1 556,5</b>	<b>-32,4</b>	<b>16,1</b>	<b>-54,0</b>	<b>-10,9</b>	<b>10,5</b>	<b>1 485,7</b>	<b>238,1</b>	<b>1 735,8</b>	<b>-0,9</b>
Résultat global de l'exercice			26,7	-0,4	7,4			33,7	256,6	290,4	-1,3
Affectation du résultat net de l'exercice précédent		238,1						238,1	-238,1	0,0	
Distribution de dividendes <sup>(d)</sup>		-40,2						-40,2		-40,2	
Actions propres		-2,7				-21,9		-24,6		-24,6	
Rémunération en actions <sup>(e)</sup>							6,7	6,7		6,7	
Variation des pourcentages d'intérêts <sup>(f)</sup>		-0,9						-0,9		-0,9	76,1
Autres variations <sup>(g)</sup>		-39,6					-0,2	-39,8		-39,8	
Retraitement IFRS 16 (note 2)		-0,3	0,4					0,1	-0,1	0,0	
Ajustement acquisition Hybiome		0,5	0,0					0,5		0,5	0,1
<b>CAPITAUX PROPRES RETRAITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>12,0</b>	<b>1 711,5</b>	<b>-5,4</b>	<b>15,7</b>	<b>-46,6</b>	<b>-32,8</b>	<b>17,0</b>	<b>1 659,5</b>	<b>256,5</b>	<b>1 928,0</b>	<b>74,0</b>
Résultat global de l'exercice			19,9	14,9	-18,3			16,5	272,8	289,3	-2,6
Affectation du résultat net de l'exercice précédent		256,5						256,5	-256,5	0,0	
Distribution de dividendes <sup>(d)</sup>		-41,3						-41,3		-41,3	
Actions propres		-21,7				29,0		7,2		7,2	
Rémunération en actions <sup>(e)</sup>							9,4	9,4		9,4	
Plan de souscription d'actions <sup>(i)</sup>		-5,3						-5,3		-5,3	

En millions d'euros	Part du Groupe								Part des minoritaires		
	Capital	Primes et Réserves conso-lidées <sup>(a)</sup>	Réserves de conversion	Variation de la juste valeur <sup>(b)</sup>	Gains et pertes actuariels <sup>(c)</sup>	Actions propres	Rémuné-ration en actions	Total Primes et Réserves	Résultat net	Total	Total
Variation des pourcentages d'intérêts <sup>(f)</sup>		12,8						12,8		12,8	-20,8
Autres variations <sup>(g)</sup>		20,9					-17,0	3,9		3,9	
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>12,0</b>	<b>1 933,3<sup>(h)</sup></b>	<b>14,5<sup>(i)</sup></b>	<b>30,6</b>	<b>-64,9</b>	<b>-3,9</b>	<b>9,4</b>	<b>1 919,1</b>	<b>272,8</b>	<b>2 203,9<sup>(h)</sup></b>	<b>50,7<sup>(k)</sup></b>

(a) Dont Primes : 63,7 millions d'euros.

(b) Dont variation de la juste valeur des titres Quanterix, Labtech, Bio Theranostics, Innovaprep et GNEH et des instruments financiers de couverture.

(c) Gains et pertes actuariels sur engagements envers le personnel depuis la mise en place d'IAS 19R.

(d) Dividendes par action : 0,35 euro en 2019 contre 0,34 euro en 2018 (avant division du nominal). Les titres ne donnant pas droit à dividende s'élèvent à 59 116 au 31 décembre 2019 contre 569 443 au 31 décembre 2018.

(e) La valeur de l'avantage lié à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur la période d'acquisition des droits.

(f) La variation des pourcentages d'intérêts correspond en 2019 à l'exercice des puts sur minoritaires Hybiome et Hyglos. En 2018, elle provenait de l'acquisition d'Hybiome et du rachat des parts minoritaires de RAS Lifesciences.

(g) En 2019, cette variation correspond principalement au reclassement suite à l'attribution d'actions gratuites.

(h) Dont réserves distribuables de bioMérieux SA y compris résultat de l'exercice : 1 051,5 millions d'euros.

(i) Réduction de juste valeur des actions relative à la condition d'incessibilité suite au plan d'actionnariat salarié.

(j) Cf. note 14.2 Réserves de conversion.

(k) En 2019, la variation de la part des minoritaires provient du rachat complémentaire de 12,52 % d'Hybiome aux minoritaires.

## 6.1.2 Notes annexes

bioMérieux est un des leaders mondiaux du domaine du diagnostic *in vitro* destiné à des applications cliniques et industrielles. Le Groupe conçoit, développe, produit et commercialise des systèmes de diagnostic (réactifs, instruments et logiciels). Il est présent dans plus de 160 pays à travers une implantation dans 44 pays et d'un large réseau de distributeurs.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 février 2020.

Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 19 mai 2020.

Les comptes consolidés sont présentés en millions d'euros.

<b>Note 1</b>	Évolutions du périmètre de consolidation de l'exercice et événements significatifs	167	<b>Note 18</b>	Paiements fondés sur des actions	208
<b>Note 2</b>	Principes comptables généraux	169	<b>Note 19</b>	Autres produits et charges de l'activité	210
<b>Note 3</b>	Résultat opérationnel courant et information sectorielle	172	<b>Note 20</b>	Frais de personnel	210
<b>Note 4</b>	Immobilisations incorporelles	177	<b>Note 21</b>	Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	211
<b>Note 5</b>	Écarts d'acquisition	179	<b>Note 22</b>	Charge financière nette	211
<b>Note 6</b>	Immobilisations corporelles, actifs liés aux droits d'utilisation et autres créances de location financement	183	<b>Note 23</b>	Amortissements des actifs liés à l'acquisition de BioFire	212
<b>Note 7</b>	Actifs financiers non courants	189	<b>Note 24</b>	Autres produits et charges opérationnels non courants	212
<b>Note 8</b>	Stocks et en-cours	191	<b>Note 25</b>	Impôt sur les résultats et impôts différés	213
<b>Note 9</b>	Créances clients et actifs liés aux contrats clients	192	<b>Note 26</b>	Honoraires des Commissaires aux comptes	215
<b>Note 10</b>	Passifs liés aux contrats clients	193	<b>Note 27</b>	Instruments financiers : actifs et passifs financiers	215
<b>Note 11</b>	Autres créances	193	<b>Note 28</b>	Gestion des risques	220
<b>Note 12</b>	Disponibilités et équivalents de trésorerie	194	<b>Note 29</b>	Engagements hors bilan	225
<b>Note 13</b>	Actifs et passifs destinés à être cédés	195	<b>Note 30</b>	Transactions avec les parties liées	226
<b>Note 14</b>	Capitaux propres et résultat par action	195	<b>Note 31</b>	Événements postérieurs à la clôture	226
<b>Note 15</b>	Provisions – actifs et passifs éventuels	197	<b>Note 32</b>	Impacts sur les comptes consolidés	227
<b>Note 16</b>	Endettement net - trésorerie	203	<b>Note 33</b>	Consolidation	232
<b>Note 17</b>	Fournisseurs et autres dettes	208	<b>Note 34</b>	Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019	232

## Note 1 Évolutions du périmètre de consolidation de l'exercice et événements significatifs

### 1.1 Évolutions du périmètre de consolidation

#### 1.1.1 Acquisition d'Invisible Sentinel Inc.

Le 7 février 2019, bioMérieux a acquis 100 % des parts de la société Invisible Sentinel Inc., basée à Philadelphie (États-Unis). Cette société développe, fabrique et commercialise des solutions de diagnostic moléculaire des agents pathogènes et autres contaminants dans les aliments et les boissons.

Cette acquisition permet à bioMérieux de renforcer sa position dans le dépistage des agents pathogènes alimentaires et la détection des organismes responsables de contaminations au sein de nouveaux segments de clientèle, tels que les brasseries et les producteurs de vin.

L'acquisition a été réalisée pour un montant de 66,4 millions d'euros en numéraire. La filiale a été consolidée par intégration globale à compter de sa date de prise de contrôle, donnant essentiellement lieu à la reconnaissance de technologies nettes d'impôts différés passifs pour 5,6 millions d'euros, d'une relation client nette d'impôts différés passifs pour 8,6 millions d'euros, d'actifs d'impôts différés pour 6,2 millions d'euros et d'un goodwill de 45,3 millions d'euros. Le montant de ce goodwill reflète la volonté de bioMérieux de développer sa présence sur le marché des aliments et boissons.

Depuis la date d'acquisition, Invisible Sentinel a généré des revenus de 6,7 millions d'euros et une perte opérationnelle de -2,9 millions d'euros, y compris amortissement des technologies et de la relation client reconnues lors des travaux d'allocation du prix d'acquisition.

#### 1.1.2 Augmentation de la participation dans Suzhou Hybiome Biomedical Engineering Co. Ltd

Une prise de participation supplémentaire de 12,52 % a été réalisée en juin 2019 pour 23,7 millions d'euros. À la suite de cette transaction, bioMérieux détient désormais 67 % des actions de Hybiome.

Les intérêts minoritaires acquis en juin 2019 étaient inclus dans le calcul de la dette de *put* au 31 décembre 2018. La dette de *put* a donc été réduite de 15,2 millions d'euros en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe.

La société était déjà consolidée par intégration globale au 31 décembre 2018.

Sur l'exercice 2019, la société a généré des revenus de 25,8 millions d'euros et une perte opérationnelle de -6,6 millions d'euros, y compris amortissement des technologies et de la relation client reconnues lors des travaux d'allocation du prix d'acquisition. La finalisation de l'analyse de l'affectation du prix d'acquisition a donné lieu à des ajustements du bilan d'ouverture. Cf. note 1.1.3 ci-après.

#### 1.1.3 Ajustements liés à la détermination des actifs acquis en 2018

##### Astute Medical Inc. (acquisition en avril 2018)

Dans le cadre de la finalisation des travaux de détermination de la juste valeur des actifs et passifs acquis, les hypothèses de valorisation des stocks ont conduit à réduire la valeur des stocks acquis de 2 millions d'euros nets d'impôts différés en contrepartie du goodwill. Les travaux de détermination du bilan d'ouverture sont désormais définitifs. Les comptes au 31 décembre 2018 ont été ajustés. Le tableau de passage des données publiées aux données retraitées est présenté en note 32.

##### Hybiome (acquisition en novembre 2018)

Les actifs et passifs identifiés à la date de prise de contrôle sont présentés en note 32. Les évolutions par rapport aux informations présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 portent sur la détermination détaillée du bilan de la société à la date d'acquisition et les travaux d'allocation du prix d'acquisition. La finalisation de l'évaluation des actifs incorporels en 2019 a conduit à ajuster la valeur des technologies nettes d'impôts différés passifs de -5,1 millions d'euros (montant définitif 52,6 millions d'euros) et à reconnaître des marques et des relations clients nettes d'impôts différés passifs pour 11 millions d'euros. Le goodwill définitif s'établit donc à 123,7 millions d'euros contre un goodwill provisoire de 139,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 (voir note 5.3 ci-après). La prise en compte de ces éléments est sans impact significatif sur le résultat net du Groupe de l'exercice 2018. Pour cette raison, le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018 n'a pas été retraité au titre de l'intégration du bilan d'ouverture, seuls le bilan et le tableau de flux de trésorerie ont été ajustés.

Le tableau de passage des données publiées aux données retraitées est présenté en note 32.

### 1.2 Événements significatifs de l'exercice

#### 1.2.1 Gel des droits à la retraite bioMérieux Inc.

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a décidé de geler les droits à la retraite relatifs au plan de retraite à prestation définie des salariés de bioMérieux Inc. (USA). Cette décision a eu pour conséquence l'enregistrement d'un produit de 12,6 millions de dollars US, soit 11,2 millions d'euros comptabilisé intégralement en résultat opérationnel courant contributif.



### 1.2.2 Plan d'actionnariat salarié mondial *MyShare*

En novembre 2019, les salariés de bioMérieux ont eu la possibilité d'acquérir des actions existantes de bioMérieux à des conditions préférentielles (décote et abondement). Le lancement de ce plan d'actionnariat salarié, dénommé *MyShare*, s'inscrit dans la volonté d'associer davantage les salariés à la performance du Groupe.

L'offre d'actions, autorisée par le Conseil d'administration du 3 septembre 2019, a été proposée à tous les salariés éligibles résidant dans un pays autorisant cette opération. Voir note 18.4 pour le détail du plan.

L'impact de *MyShare* constitue une charge de personnel de l'ordre de 9,0 millions d'euros.

## 1.3 Suivi des événements significatifs de 2018

Les événements significatifs de l'exercice 2018 ont été les suivants :

- acquisition d'Astute Medical Inc. pour 75,2 millions d'euros ;
- acquisition de Suzhou Hybiome Biomedical Engineering Co. Ltd pour 115,6 millions d'euros ;
- contribution exceptionnelle au plan de retraite américain pour 56,0 millions d'euros.

Ces événements n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes annuels de l'exercice 2019 hormis les ajustements liés à la détermination des actifs acquis en 2018 (voir note 1.1.3 ci avant).

## 1.4 Information à données comparables sur les variations de périmètre

Aucune information à données comparables n'est donnée sur le compte de résultat, l'opération de croissance externe intervenue en 2019 n'ayant pas d'impact significatif.

L'impact des variations de périmètre est présenté sur une ligne spécifique du tableau des flux de trésorerie et des tableaux de mouvements de l'annexe.

## Note 2 Principes comptables généraux

### Référentiel

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes, amendements et interprétations) et adoptées par la Commission européenne au 31 décembre 2019. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)).

Les nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par la Commission européenne, et applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont présentées ci-après.

- IFRS 16 « Contrats de location ».

Le Groupe a opté pour la 1<sup>re</sup> application de la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète. Conformément aux dispositions de cette option, les comptes de l'exercice comparatif 2018 ont été retraités, comme si la norme avait été appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les principes retenus pour la comptabilisation des contrats de location sont présentés en note 6.2. Le tableau de passage entre les comptes comparatifs publiés et les comptes retraités est présenté en note 32.

- IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux » en matière d'impôt sur les sociétés.

L'analyse effectuée n'a pas conduit à constater de passifs complémentaires au titre des incertitudes fiscales. Les passifs fiscaux sont présentés en dettes d'impôts exigibles, conformément à la recommandation de l'IFRS IC de septembre 2019, comme les années précédentes.

- Cycle d'améliorations annuelles 2015-2017 (amendements IFRS 3, IFRS 11, IAS 12 et IAS 23), sans impact sur les états financiers du Groupe.
- Amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation d'un régime », sans impact sur les états financiers du Groupe. Cet amendement a été appliqué pour le traitement comptable du gel des droits à la retraite de bioMérieux Inc. (cf. note 1.2.1).
- Amendements à IFRS 9 « Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » sans impact sur les états financiers du Groupe. Cet amendement n'a pas eu d'impact sur la restructuration des dettes financières.
- Amendements à IAS 28 « Intérêts dans les entreprises associées et contreprises » sans impact sur les états financiers du Groupe.

bioMérieux a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés ou non encore adoptés par l'Union européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 31 décembre 2019. Il s'agit principalement de :

- amendements aux références du cadre conceptuel dans les normes IFRS, publiés le 6 décembre 2019 ;
- amendements à IAS 1 et IAS 8 « Modification de la définition du terme significatif » sur le seuil de matérialité, publiés le 10 décembre 2019 ;
- amendements à IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, publiés le 16 janvier 2020 ;

- amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise », dont une publication de modifications est prévue sur le deuxième trimestre 2020.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces amendements aient un impact significatif sur ses comptes consolidés.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2020, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen), qui auraient un impact significatif sur les comptes consolidés.

Les comptes des diverses sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays respectif, sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour les comptes consolidés.

### Règles générales de présentation des états de synthèse

Le bilan est présenté selon le critère de distinction « courant »/« non courant » défini par la norme IAS 1 révisée. Ainsi, les provisions constituées au passif, les dettes financières et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an présentée parmi les éléments « non courants », et la part à moins d'un an présentée parmi les éléments « courants ».

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction à l'exception de la présentation sur une ligne spécifique, au sein du résultat opérationnel courant, de l'impact net des amortissements des actifs liés à l'acquisition de BioFire.

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie.

### Estimations et jugements

Pour établir les comptes consolidés, il est procédé à des estimations et des hypothèses qui font varier la valeur comptable de certains éléments du bilan et du compte de résultat, notamment l'évaluation des actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises et la dépréciation des actifs incorporels, y compris les écarts d'acquisition, l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation et la dépréciation des actifs financiers non courants, la détermination de la durée des contrats de location, les provisions, les impôts différés et les paiements en actions, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces estimations et hypothèses sont revues régulièrement au regard de l'expérience passée et des autres éléments jugés pertinents au regard des conditions économiques. En conséquence, l'évolution de ces conditions pourrait se traduire par des estimations différentes dans les états financiers futurs du Groupe.

bioMérieux n'a pas constaté sur l'exercice une évolution importante du niveau des incertitudes liées à ces estimations et hypothèses, à l'exception de la volatilité du taux d'actualisation utilisé pour le calcul des engagements sociaux (cf. note 15.3), et de celle liée aux écarts de conversion.

## 2.1 Présentation du compte de résultat

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant contributif comme indicateur principal de performance. Il correspond aux produits courants diminués des charges courantes. Les charges et produits non courants en sont exclus. Comme indiqué ci-dessus, l'amortissement des actifs constatés dans le cadre de l'allocation du prix d'achat de BioFire sont présentés sur une ligne spécifique, au sein du résultat opérationnel courant.

## 2.2 Méthodes de consolidation

Les sociétés dont bioMérieux détient le contrôle exclusif sont intégrées globalement.

L'analyse du contrôle exclusif est effectuée selon les critères définis par la norme IFRS 10 (pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financières et opérationnelles des activités pertinentes, exposition à des rendements variables et capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer les rendements). Ce contrôle est généralement présumé exister dans les sociétés dans lesquelles bioMérieux détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Pour apprécier ce contrôle, sont pris en compte les droits de vote potentiels immédiatement exerçables, y compris ceux détenus par une autre entité.

Les sociétés dans lesquelles bioMérieux a une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans toutefois exercer un contrôle sur ses politiques. Elle est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, entre 20 % et 50 % des droits de vote.

L'analyse des partenariats effectuée selon les critères définis par la norme IFRS 11 n'a pas conduit à identifier de co-entreprises ni d'activités conjointes. Les co-entreprises sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation figure en note 34.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé (notamment les dividendes et les profits internes en stocks ou dans les immobilisations) ont été éliminés.

## 2.3 Date de clôture des exercices

Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre, à l'exception des filiales indiennes, pour lesquelles une situation est établie et auditée à la date de clôture du Groupe.

## 2.4 Méthodes de conversion

L'euro est la monnaie de présentation de bioMérieux et les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros.

### 2.4.1 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La conversion des états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est ni l'euro, ni la monnaie d'une économie hyper inflationniste, est effectuée selon les principes suivants :

- les comptes de bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis en utilisant les cours officiels de change à la fin de l'exercice, appelés cours de clôture ;
- les éléments du compte de résultat sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice ;
- les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique ;
- les éléments du tableau de flux de trésorerie sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées dans une rubrique distincte du tableau des capitaux propres, « réserve de conversion » ; les mouvements de l'exercice sont présentés dans une ligne distincte, dans les autres éléments du résultat global.

L'Argentine est considérée comme un pays hyper-inflationniste depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018, au regard des critères définis par la norme IAS 29. Par conséquent, le Groupe a analysé le traitement requis par la norme à savoir la conversion du bilan et du compte de résultat 2019 au cours de clôture.

L'impact du retraitement des comptes de bioMérieux Argentine n'étant pas significatif au niveau consolidé, le Groupe n'a pas effectué de retraitement.

Lors de la cession d'une société étrangère conduisant à une perte de contrôle, les différences de conversion comptabilisées précédemment en autres éléments du résultat global se rapportant à cette société, sont reconnues en résultat consolidé. En cas de cession sans perte de contrôle, les écarts de conversion sont reclassés entre les rubriques intérêts minoritaires et écarts de conversion/parts du Groupe.

Aucune cession de filiales étrangères n'est intervenue sur les exercices présentés.

Les principaux cours de conversion utilisés ont été les suivants :

### COURS MOYENS

1 euro =	USD	JPY	GBP	CNY	BRL
<b>2019</b>	<b>1,12</b>	<b>122</b>	<b>0,88</b>	<b>7,74</b>	<b>4,41</b>
2018	1,18	130	0,88	7,81	4,33
2017	1,13	127	0,88	7,62	3,61

### COURS DE CLÔTURE

1 euro =	USD	JPY	GBP	CNY	BRL
<b>2019</b>	<b>1,12</b>	<b>122</b>	<b>0,85</b>	<b>7,82</b>	<b>4,52</b>
2018	1,15	126	0,89	7,88	4,44
2017	1,20	135	0,89	7,80	3,97

#### 2.4.2 Conversion des opérations en devises

En application de la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les transactions réalisées dans une devise étrangère à la société qui les effectue sont converties au cours du jour de l'opération. Les différences de change résultant des écarts de cours entre la date d'enregistrement de l'opération et la date de son paiement sont comptabilisées sous les rubriques correspondantes du compte de résultat (ventes et achats lorsqu'il s'agit de transactions commerciales).

Les dettes et créances en devises étrangères sont converties au cours de clôture du 31 décembre 2019, l'écart de conversion qui en résulte est comptabilisé en résultat à la clôture de l'exercice.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits dans la note 27.1 « Comptabilisation et évaluation des instruments financiers ». En conséquence, les instruments dérivés de change sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période.

## Note 3 Résultat opérationnel courant et information sectorielle

### 3.1 Produits courants

Les revenus sont comptabilisés en application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

#### 3.1.1 Revenus

Les revenus sont constitués de produits provenant de la vente de biens et de services au sens de la norme IFRS 15 et de produits issus de la location d'équipements au sens de la norme IFRS 16.

Les principes de comptabilisation des revenus définis par la norme IFRS 15 sont définis sur la base d'une analyse en cinq étapes successives :

- l'identification du contrat ;
- l'identification des différentes obligations de performance c'est-à-dire la liste des biens ou services distincts que le vendeur s'est engagé à fournir à l'acheteur ;
- la détermination du prix global du contrat ;
- l'allocation du prix global à chaque obligation de performance ;
- la comptabilisation du revenu lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

En pratique, les règles de reconnaissance des revenus selon les principales obligations de performance identifiées sont présentées ci-après :

- Ventes de réactifs :

Le revenu lié aux ventes de réactifs est constaté lorsque la Société a transféré le contrôle des biens qui, en pratique, correspond à la date d'expédition.

- Ventes d'équipements :

Le revenu lié aux ventes d'équipements est constaté lorsque la Société a transféré le contrôle des biens qui, en pratique, correspond à la date de livraison ou la date d'installation selon la complexité de l'équipement.

- Location d'équipements :

Le revenu constitué de produits issus de la location d'équipement et des contrats de location-financement au sens de la norme IFRS 16 est constaté en revenu de manière linéaire sur la durée du contrat, pour la valeur actualisée à la date de mise en place du contrat.

Les contrats ont une durée moyenne comprise entre 3 et 5 ans.

- Contrats de location-financement :

Lorsque le Groupe met des biens à disposition de tiers dans le cadre de contrats de location présentant les caractéristiques d'une cession, ces biens sont comptabilisés comme vendus en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (cf. note 6.3).

- Contrats de mise à disposition d'équipements :

Les contrats de mise à disposition d'équipements sont liés à d'autres services (fourniture de réactifs, prestations de maintenance, garantie étendue). Ils sont considérés comme un contrat à éléments multiples.

L'analyse des critères définis par la norme a conduit à considérer que les contrats de mise à disposition d'équipements sont des contrats de location et non de cession.

L'application de la norme conduit à indiquer en annexe aux comptes consolidés une ventilation du revenu en fonction des différentes composantes d'un contrat à éléments multiples (ventes de réactifs, loyers implicites...), sans venir modifier le montant du revenu.

- Contrats de prestations de services :

Les prestations de services correspondent essentiellement à des prestations de formation, de service après-vente, et de maintenance. Les prestations de formation et de services après-vente sont constatées en revenu lorsque les services sont réalisés. L'analyse effectuée selon la norme IFRS 15 a conduit à constater les prestations de maintenance de manière linéaire sur la durée du contrat de maintenance, sans changement par rapport au précédent traitement. Un produit constaté d'avance est comptabilisé lorsque les prestations de maintenance sont facturées d'avance.

- Garanties :

La majorité des contrats incluant un équipement comporte systématiquement une garantie. Le client n'a pas l'option d'acheter la garantie, il ne s'agit donc pas d'une garantie procurant un service, mais constitue une assurance et non une obligation de prestation distincte. Elle est comptabilisée selon IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » (cf. note 15.2).

Les contrats d'extension de garantie peuvent quant à eux être souscrits par le client et apportent bien un service additionnel. Cette prestation remplit les critères pour être considérée comme une obligation de performance distincte. L'obligation de performance est reconnue en tant que telle conformément aux dispositions d'IFRS 15.

- Retours :

Il n'existe pas d'obligations spécifiques en matière de retours lorsque les produits vendus ne sont pas défectueux.

- Conditions de règlement :

Les opérations liées aux ventes de réactifs et cessions d'équipements sont réglées aux conditions définies dans les contrats, qui peuvent varier d'un pays à l'autre. Les délais de règlement sont habituellement compris entre 2 et 3 mois.

Les contrats clients qui comportent une composante financement sont les contrats de location simple, location financement, et mise à disposition d'équipements. Dans ces cas, les règlements interviennent en fonction de l'échéancier défini contractuellement.

Les modalités de reconnaissance du revenu ne font pas appel à des jugements significatifs.

Par ailleurs, l'analyse menée par le Groupe n'a pas conduit à identifier d'actifs au titre des coûts marginaux d'obtention du contrat ou aux coûts d'exécution des contrats, ni de points spécifiques au titre de la distinction agent/principal.

Le Groupe intervient comme principal dans sa relation avec ses clients.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation du revenu en fonction des différentes catégories de revenus, conformément à la norme IFRS 15.

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Ventes d'équipements	239,1	217,4
Ventes de réactifs	2 199,5	1 989,1
Ventes de services	171,9	157,8
Locations d'équipements <sup>(a)</sup>	40,7	34,9
Autres revenus	23,6	22,2
<b>REVENUS</b>	<b>2 674,8</b>	<b>2 421,3</b>

(a) Les locations d'équipements comprennent les locations ainsi que la quote-part du revenu lié aux ventes de réactifs requalifiées en loyers pour les contrats de mise à disposition d'équipements (cf. supra).

Le revenu est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des rabais, remises, ristournes et escomptes accordés aux clients ; les taxes sur les ventes et les taxes sur la valeur ajoutée sont exclues du revenu.

La ventilation sectorielle du revenu est donnée dans la note 3.5. La ventilation par technologie est indiquée en note 3.6. L'analyse effectuée selon IFRS 15 n'a pas conduit à présenter d'autres ventilations du revenu.

### 3.1.2 Autres produits de l'activité

Les autres produits sont essentiellement constitués des redevances et des subventions. Les règles de reconnaissance des autres produits sont présentées ci-après :

- autres produits liés aux contrats clients : ils sont constitués de redevances rétrocédées ; l'analyse des contrats de licences selon la norme IFRS 15 a conduit à considérer qu'ils donnaient un droit d'accès à la propriété intellectuelle. L'obligation de performance étant remplie progressivement, le revenu est constaté sur la durée du contrat ;
- autres produits non liés aux contrats clients : ils correspondent essentiellement aux subventions de recherche perçues et aux crédits d'impôts recherche, assimilés à des subventions selon la norme IAS 20 (cf. note 19).

## 3.2 Charges courantes

Le coût des ventes inclut les éléments suivants :

- le coût des matières premières consommées, y compris les frais d'approche, les frais de personnel directs et indirects des services de production, les amortissements liés à la fabrication, les charges externes de toute nature relatives aux activités industrielles (utilités, dépenses d'entretien, outillages, etc.), ainsi que les frais indirects (quote-part des services Achats, Ressources Humaines, Informatique, etc.). Les frais des services de Contrôle Qualité, Assurance Qualité de Production, *Engineering*, Méthodes, Logistique, etc. sont comptabilisés parmi les coûts de production ;

- les redevances payées liées à des produits commercialisés ;
- les frais de distribution regroupant les coûts de transport et de magasinage, notamment les frais de port des produits finis vers les centres de distribution ou les clients finaux ;
- la charge liée à l'amortissement des instruments placés en dépôt ou loués chez les clients ;
- les coûts des Services Après-Vente, incluant les frais d'installation et d'entretien des instruments placés ou vendus, indépendamment de la refacturation distincte de ces services. Cette rubrique comprend notamment, les frais de personnel, les frais de déplacement et le coût des pièces détachées ainsi que le mouvement des provisions pour garantie constituées lors de la vente des instruments.

### Les charges opérationnelles

Les charges commerciales incluent le coût des départements Stratégie, Marketing, Ventes et Administration Commerciale. Elles comprennent aussi les primes et commissions sur ventes payées aux salariés des services commerciaux ou à des agents indépendants. Les dépenses de publicité et de promotion font partie de cette rubrique.

Les frais généraux comprennent le coût des fonctions de Direction Générale et de support (Ressources Humaines, Juridique, Finance) à l'exception de la part des coûts de ces départements imputée à chacune des autres fonctions utilisant directement leurs services.

Les frais de recherche et développement (hors frais de conception de logiciels) incluent les coûts internes et externes des études conduites en vue de la recherche et du développement de nouveaux produits ainsi que les dépenses liées aux Affaires Réglementaires, à la Propriété Industrielle, à la Veille Technologique et à l'Assurance Qualité de la recherche et développement. Les subventions reçues dans le cadre de programmes de recherche sont présentées en autres produits de l'activité (cf. note 3.1.2).

Les redevances payées (fixes ou proportionnelles) sont incorporées au coût des ventes des produits concernés. En l'absence de produit commercialisé, ou commercialisable à court terme, elles constituent des frais de recherche et développement.

### Autres informations relatives aux charges courantes

Les rémunérations variables (primes sur objectifs, commissions, intéressement et participation), ainsi que les rémunérations en actions sont comptabilisées parmi les frais de personnel des fonctions concernées.

Dans le cadre des engagements long terme envers le personnel, le coût des services rendus et le coût financier net du rendement du fonds sont constatés en résultat opérationnel courant.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi était comptabilisé en déduction des frais de personnel jusqu'en 2018 ; le dispositif ayant été arrêté en 2019.

La CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et la CFE (cotisation foncière des entreprises) sont présentées en charges opérationnelles car la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que leur résultat imposable.

Les écarts de change liés aux transactions sont affectés aux lignes du compte de résultat où les opérations qui en sont à l'origine ont été enregistrées (pour l'essentiel, revenu, coût des ventes et frais financiers). La présentation des écarts de change liés aux instruments dérivés est indiquée en note 28.

### 3.3 Résultat opérationnel courant contributif et résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant contributif comme un de ses indicateurs principaux de performance. Il correspond aux produits courants diminués des charges courantes tels que définis dans les notes 3.1 et 3.2. Les charges et produits d'exploitation non courants (tels que définis dans la note 24.1) en sont exclus, ainsi que l'amortissement des actifs acquis valorisés dans le cadre de l'allocation du prix d'achat de BioFire.

Les amortissements des écarts de réévaluation constatés lors de l'acquisition de BioFire sont présentés sur une ligne séparée du résultat opérationnel courant. Les amortissements des autres acquisitions antérieures n'ont pas été retraités car ils ont été considérés comme non significatifs.

En 2019, le résultat opérationnel courant est la somme du résultat opérationnel courant contributif et des frais liés à l'amortissement des actifs liés à l'acquisition de la société BioFire (voir note 23).

### 3.4 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », un seul secteur opérationnel a été retenu : le segment du diagnostic *in vitro* sans segmentation géographique.

Conformément à la norme IFRS 8, une information sur le revenu et les actifs par zone géographique est communiquée en note 3.5 en suivant les mêmes principes comptables que ceux appliqués pour l'établissement des comptes consolidés.

### 3.5 Information par zone géographique

Les zones géographiques ont été déterminées en regroupant les pays présentant des caractéristiques économiques similaires, compte tenu de leur similitude en termes de risques, de stratégie, de contraintes réglementaires et de rentabilité. Le Groupe réalise ses ventes au sein de la zone Moyen Orient – Afrique dans un ensemble hétérogène de pays, de façon majoritaire par le biais de distributeurs ou d'agents, et dans quelques pays *via* ses filiales locales de distribution. Les distributeurs et agents sont pour la plupart en relation directe avec la société française bioMérieux SA, d'où le regroupement avec la zone Europe.

L'information par zone géographique présentée dans les tableaux ci-dessous est établie en suivant les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés.

31 DÉCEMBRE 2019 En millions d'euros	Americas	EMEA <sup>(a)</sup>	Aspac	Corporate	Groupe
<b>Revenus</b>	<b>1 199,2</b>	<b>957,3</b>	<b>513,7</b>	<b>4,6</b>	<b>2 674,8</b>
Coût des ventes	-429,7	-434,5	-247,9	-96,1	-1 208,2
<b>Marge brute</b>	<b>769,5</b>	<b>522,8</b>	<b>265,8</b>	<b>-91,5</b>	<b>1 466,6</b>
<i>en % du revenu</i>	64 %	55 %	52 %		
Autres produits de l'activité et frais opérationnels	-292,0	-177,9	-112,4	-495,8	-1 078,1
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT CONTRIBUTIF</b>	<b>477,5</b>	<b>344,9</b>	<b>153,4</b>	<b>-587,3</b>	<b>388,5</b>
<i>en % du revenu</i>	40 %	36 %	30 %		

(a) Dont revenu France : 197,8 millions d'euros.

## 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ

En millions d'euros

	Americas	EMEA <sup>(a)</sup>	Aspac	Corporate	Groupe
<b>Revenus</b>	<b>1 069,4</b>	<b>916,6</b>	<b>429,5</b>	<b>5,8</b>	<b>2 421,3</b>
Coût des ventes	-396,0	-420,1	-208,8	-94,2	-1 119,0
<b>Marge brute</b>	<b>673,4</b>	<b>496,5</b>	<b>220,7</b>	<b>-88,4</b>	<b>1 302,3</b>
en % du revenu	63 %	54 %	51 %		
Autres produits de l'activité et frais opérationnels <sup>(b)</sup>	-237,7	-163,9	-83,7	-453,5	-938,7
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT CONTRIBUTIF</b>	<b>435,8</b>	<b>332,6</b>	<b>137,0</b>	<b>-541,9</b>	<b>363,5</b>
en % du revenu	41 %	36 %	32 %		

(a) Dont revenu France : 200,9 millions d'euros.

(b) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32).

## 31 DÉCEMBRE 2019

En millions d'euros

	Americas	EMEA <sup>(a)</sup>	Aspac	Corporate	Groupe
<b>Actifs non courants</b>					
Immobilisations incorporelles	20,7	29,6	4,0	454,1	508,4
Écart d'acquisition				652,5	652,5
Immobilisations corporelles	436,0	209,3	37,3	212,2	894,7
Actifs au titre des droits d'utilisation	57,9	64,7	7,9		130,5
<b>Besoin en fond de roulement</b>					
Stocks et en-cours	257,5	160,8	76,4		494,7
Créances clients et actifs liés aux contrats clients	209,0	278,2	64,9		552,1
Fournisseurs et comptes rattachés	-97,0	-44,8	-70,0		-211,9

(a) Dont actifs non courants en France : 383,4 millions d'euros.

## 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ

En millions d'euros

	Americas	EMEA <sup>(a)</sup>	Aspac	Corporate	Groupe
<b>Actifs non courants</b>					
Immobilisations incorporelles	20,7	34,5	4,6	466,2	526,0
Écart d'acquisition				603,0	603,0
Immobilisations corporelles	338,2	185,6	37,8	199,9	761,4
Actifs au titre des droits d'utilisation <sup>(b)</sup>	55,7	72,2	9,8		137,7
<b>Besoin en fond de roulement</b>					
Stocks et en-cours	172,7	176,2	69,9		418,8
Créances clients et actifs liés aux contrats clients	183,0	248,7	60,0		491,8
Fournisseurs et comptes rattachés	-42,3	-39,1	-98,3		-179,7
<b>Actifs destinés à être cédés</b>			<b>0,1</b>		<b>0,1</b>

(a) Dont actifs non courants en France : 372,6 millions d'euros.

(b) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32).

Les régions comprennent les activités commerciales, correspondant principalement aux revenus réalisés dans chacune de ces zones géographiques, avec le coût des ventes s'y rapportant et les frais opérationnels nécessaires à la réalisation de ces activités. Les régions comprennent également les coûts non répartis des sites de production qui y sont situés. Les revenus sont un contributif net consolidé ne comprenant pas les revenus intercompagnies avec les autres zones.

La rubrique « Corporate » comprend principalement les coûts de recherche supportés par les unités Clinique et Industrie, ainsi que les coûts des fonctions centrales du Groupe et les revenus issus des contrats de collaboration de recherche et développement de tests compagnons.

Les immobilisations incorporelles inscrites dans la colonne Corporate correspondent principalement aux écarts d'acquisition et aux technologies acquises par le Groupe.



### 3.6 Information par technologie et application

Le tableau ci-dessous présente la décomposition des revenus par technologie et application :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
<b>Applications cliniques</b>	<b>2 208,2</b>	<b>1 987,8</b>
Microbiologie	1 026,3	964,9
Immunoessais	474,5	441,8
Biologie moléculaire	671,5	549,0
Autres gammes	35,9	32,1
<b>Applications industrielles</b>	<b>466,7</b>	<b>433,5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 674,8</b>	<b>2 421,3</b>

Les autres gammes incluent principalement l'activité de la filiale BioFire Defense dont les revenus se sont élevés à 24,7 millions d'euros en 2019 et 21,1 millions d'euros en 2018.

## Note 4 Immobilisations incorporelles

### 4.1 Principes comptables

#### 4.1.1 Frais de recherche et développement (autres que les frais de développement de logiciels)

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche ne sont pas immobilisés.

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsque des conditions précises, liées à la faisabilité technique et aux perspectives de commercialisation et de rentabilité, sont remplies. Compte tenu de la forte incertitude attachée aux projets de développement conduits par le Groupe, ces conditions ne sont satisfaites que lorsque les procédures réglementaires nécessaires à la commercialisation des produits ont été finalisées. L'essentiel des dépenses étant engagé avant cette étape, les frais de développement sont comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont constatés dans le cadre de regroupements d'entreprises à la juste valeur des projets identifiés dans le bilan d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée. Ces frais sont amortis à compter de la date de commercialisation des gammes concernées par les projets de manière linéaire sur la durée d'utilité attendue.

L'activation des frais de développement afférents à des projets en cours à la date d'acquisition de la Société se poursuit jusqu'à la date de début de commercialisation des gammes concernées par les projets.

Les frais engagés après la date du regroupement liés à des nouveaux projets sont comptabilisés conformément aux dispositions générales de la norme IAS 38 rappelées ci-dessus. En pratique, l'analyse a conduit à constater ces frais ultérieurs en charges.

#### 4.1.2 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des brevets, des licences, des éléments de propriété intellectuelle, des logiciels informatiques et des relations client. Elles sont toutes à durée de vie définie et sont comptabilisées initialement :

- en cas d'acquisition : pour leur coût d'acquisition ;
- en cas de regroupement d'entreprises : pour leur juste valeur, déterminée généralement à partir du prix payé, lorsque le prix de l'actif incorporel est identifié, ou de l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie ;
- en cas de production interne : pour leur coût de production pour le Groupe.

Les coûts significatifs directement attribuables à la création des logiciels développés en interne ou à l'amélioration de leurs performances sont immobilisés s'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Les autres coûts de développement sont enregistrés directement en charges de la période. Dans le cas des logiciels, seules les dépenses de développement internes et externes liées aux frais d'analyse organique, de programmation, de tests et jeux d'essais, et de documentation destinée à l'utilisateur sont immobilisés.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le rythme attendu de consommation des avantages économiques, principalement en mode linéaire sur une durée :

- de 5 à 20 ans pour les brevets, licences, technologies ;
- de 10 ans pour les progiciels de gestion intégrés significatifs de type « ERP » ;
- de 3 à 6 ans pour les autres logiciels informatiques ;
- de 10 à 15 ans pour les relations client.

Les logiciels sont amortis à partir du démarrage opérationnel effectif de leur utilisation (par lots, le cas échéant) dans chacune des filiales.

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur coût initial diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur constatées. Les amortissements sont constatés sur les différentes lignes du compte de résultat selon leur destination. Les pertes de valeur éventuellement constatées figurent en résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » si elles correspondent à leur définition (cf. note 24.1). Dans le cas des logiciels de gestion de type « ERP », les indices de pertes de valeur consisteraient en un arrêt du projet ou du lot.

## 4.2 Évolution

Valeurs brutes En millions d'euros	Brevets Technologies	Logiciels	Autres	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>538,8</b>	<b>179,4</b>	<b>33,1</b>	<b>751,3</b>
Écarts de conversion	18,5	1,7	1,0	21,2
Acquisitions/Augmentations	0,6	7,7	23,0	31,3
Variation de périmètre	90,3	0,0	0,0	90,3
Cessions/Diminutions	-6,4	-0,7	-0,8	-7,9
Reclassements	0,0	17,0	-15,1	1,9
<b>31 DÉCEMBRE 2018 PUBLIÉ</b>	<b>641,9</b>	<b>205,2</b>	<b>41,2</b>	<b>888,2</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ <sup>(a)</sup></b>	<b>660,6</b>	<b>205,2</b>	<b>41,2</b>	<b>907,0</b>
Écarts de conversion	8,7	1,3	0,6	10,6
Acquisitions/Augmentations	0,2	6,3	13,0	19,5
Variation de périmètre	7,3	0,0	11,3	18,6
Cessions/Diminutions	-4,9	-0,9	-0,1	-5,8
Reclassements	-0,1	8,3	-7,3	0,9
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>671,7</b>	<b>220,2</b>	<b>58,8</b>	<b>950,8</b>

Amortissements et pertes de valeur En millions d'euros	Brevets Technologies	Logiciels	Autres	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>191,7</b>	<b>125,0</b>	<b>3,9</b>	<b>320,7</b>
Écarts de conversion	5,4	1,4	0,1	6,9
Dotations	40,8	19,7	0,8	61,3
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprises/Cessions	-6,3	-0,8	-0,8	-8,0
Reclassements	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>31 DÉCEMBRE 2018 PUBLIÉ</b>	<b>231,5</b>	<b>145,3</b>	<b>4,0</b>	<b>380,9</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ <sup>(a)</sup></b>	<b>231,7</b>	<b>145,3</b>	<b>4,0</b>	<b>381,0</b>
Écarts de conversion	2,6	1,0	0,0	3,6
Dotations	40,7	20,6	2,3	63,6
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprises/Cessions	-4,7	-1,0	-0,1	-5,7
Reclassements	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>270,3</b>	<b>165,9</b>	<b>6,2</b>	<b>442,3</b>

Valeurs nettes En millions d'euros	Brevets Technologies	Logiciels	Autres	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>347,2</b>	<b>54,4</b>	<b>29,2</b>	<b>430,7</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 PUBLIÉ</b>	<b>410,2</b>	<b>59,9</b>	<b>37,2</b>	<b>507,3</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ <sup>(a)</sup></b>	<b>428,9</b>	<b>59,9</b>	<b>37,2</b>	<b>526,0</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>401,4</b>	<b>54,4</b>	<b>52,6</b>	<b>508,4</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

La ligne reclassements correspond essentiellement aux immobilisations en-cours mises en service sur l'exercice.

La valeur brute des immobilisations incorporelles a augmenté de 43,8 millions d'euros notamment du fait de la reconnaissance d'actifs incorporels dans le cadre de l'acquisition d'Invisible Sentinel Inc. pour 18,6 millions d'euros dont 11,3 millions d'euros d'autres actifs incorporels liés aux relations client.

Pour rappel, les actifs incorporels associés à l'acquisition de Hybiome en novembre 2018 correspondent à une technologie de 61,3 millions

d'euros, des relations client de 4,3 millions d'euros et une marque pour 8,5 millions d'euros.

La valeur brute des immobilisations incorporelles en cours représente 38,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 33,9 millions d'euros en 2018 (données retraitées).

La revue des indices de perte de valeur sur les actifs à durée de vie définie telle que définie dans la note 5.2 a conduit le Groupe à constater une dépréciation sur un actif technologique à hauteur de 6,0 millions d'euros en 2019 afin de ramener la valeur nette de cet actif à 0 compte tenu des perspectives de développement pour le Groupe.

## Note 5 Écarts d'acquisition

### 5.1 Principes comptables

En application d'IFRS 3 révisée, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût des regroupements d'entreprises (frais d'acquisition exclus) et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables des entreprises acquises. Ils sont enregistrés dans la devise fonctionnelle des sociétés acquises. La détermination des justes valeurs et des écarts d'acquisition est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Les modifications intervenues après cette date sont constatées en résultat, y compris celles concernant les impôts différés actifs.

Le prix d'acquisition intègre l'impact estimé des ajustements éventuels du prix d'acquisition, tels que les compléments de prix. Ces compléments de prix sont déterminés en appliquant les critères prévus au contrat d'acquisition (revenus, résultats...) aux prévisions considérées comme les plus probables. Ils sont réestimés à chaque clôture, les variations éventuelles sont imputées en résultat après la date d'acquisition (y compris dans le délai d'un an suivant la date d'acquisition). Ils sont actualisés, lorsque l'impact est significatif. Le cas échéant, l'effet de la « désactualisation » de la dette inscrite au passif est comptabilisé dans la rubrique « Coût de l'endettement financier net ».

Les intérêts minoritaires sont évalués lors d'une prise de contrôle soit à leur juste valeur (méthode du goodwill complet), soit sur la base de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise (méthode du goodwill partiel). L'option est prise pour chaque acquisition.

En cas d'acquisition de minoritaires après la prise de contrôle, la différence entre le prix payé et la quote-part de capitaux propres acquise est constatée directement en réserves consolidées. De même, en cas de cession sans perte du contrôle, l'impact est constaté directement en réserves consolidées.

En cas d'option de vente (*put*) portant sur des intérêts minoritaires, une dette financière est constatée pour sa valeur actualisée en contrepartie des réserves. À chaque clôture, les variations de juste valeur de la dette, déterminées selon les dispositions contractuelles, sont constatées en contrepartie des capitaux propres part du Groupe. L'incidence de la désactualisation, quant à elle, est enregistrée dans la rubrique « Coût de l'endettement financier net ». Les minoritaires actuellement soumis au *put* ne renonçant à aucun des droits et avantages associés à leurs actions jusqu'à l'exercice possible de l'option, la reconnaissance de la dette de *put* a été réalisée sans modification de la valeur des écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont identifiés sur une ligne distincte du bilan « Écarts d'acquisition », pour leur coût diminué des éventuelles dépréciations. Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés directement en résultat l'année de la prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. À la date d'acquisition, ils sont rattachés à une unité génératrice de trésorerie en fonction des synergies attendues pour le Groupe (cf. note 5.2). Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de pertes de valeur et leur mode de comptabilisation sont présentés dans la note 5.2 « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ».

#### Impacts de la 1<sup>re</sup> application de la norme IFRS 16

L'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier d'actifs liés aux contrats de location qui seraient à tester indépendamment d'une unité génératrice de trésorerie (UGT).

Dans l'attente des précisions attendues sur les modalités pratiques de réalisation des tests de dépréciation intégrant le retraitement d'IFRS 16, et compte tenu des nombreuses difficultés pratiques identifiées, les tests de dépréciation ont été réalisés d'une part, avant IFRS 16, d'autre part, de manière approchée en intégrant dans la valeur comptable de l'UGT l'actif lié au droit d'utilisation et la dette liée à l'obligation locative, sans modification du calcul du taux d'actualisation et des flux de trésorerie prévisionnels.

Il est à noter qu'il n'existait pas d'UGT pour lesquelles la valeur recouvrable était proche de la valeur nette comptable au 31 décembre 2018, et comprenant des contrats de location. Par ailleurs, la première application de la norme IFRS 16 ne devrait en principe pas avoir d'impact significatif dans le cas d'une valeur recouvrable déterminée par rapport à des flux de trésorerie prévisionnels.

## 5.2 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Les écarts d'acquisition, ainsi que les autres immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie indéfinie (non applicable sur les exercices présentés) font l'objet de tests de dépréciation systématiques annuels.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée de vie définie font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

Les UGT correspondent soit à des entités juridiques, soit à des gammes (ensemble d'actifs corporels, principalement des sites de production, et incorporels, essentiellement des technologies, qui génèrent des flux issus de produits relevant d'une même technologie).

Les tests de dépréciation conduisent à déterminer la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un regroupement d'UGT, qui est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des frais de cession.

En pratique, la valeur d'utilité retenue est en général déterminée à partir de projections actualisées des flux futurs de trésorerie d'exploitation sur une durée de 5 ans, issus du plan d'affaires le plus récent, et d'une valeur terminale.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur d'utilité en matière de croissance pour les horizons explicites des plans d'affaires sont conformes aux données disponibles du marché, et des hypothèses ont été retenues pour la détermination de la valeur terminale, notamment un taux de croissance à l'infini généralement de 1,5 %, sauf pour l'activité moléculaire et l'entité Hybiome pour laquelle un taux de croissance de 2,0 % a été retenu.

Les flux de trésorerie ne comprennent pas les investissements de croissance externe, ni les restructurations non engagées.

Le taux utilisé pour actualiser les flux correspond au coût moyen pondéré du capital (CMPC) ; il est calculé en prenant en compte un taux sans risque (taux des OAT), la prime de risque du marché actions, et le coefficient *bêta* (permettant d'ajuster le risque global du marché actions sur le risque sectoriel). Une prime de risque spécifique est prise en compte dans certains cas, pour tenir compte essentiellement du risque technologique et du risque propre au marché à l'instar d'une prime de risque pays afin de tenir compte de l'exposition de chaque UGT aux risques macroéconomiques. Le CMPC est rapproché de celui calculé par les analystes qui suivent le titre bioMérieux. Les taux calculés pour les principales UGT (gammes technologiques) sont compris entre 7,7 % et 14,0 % en 2019, et entre 7,5 % et 9,4 % en 2018. La fourchette haute retenue en 2019 porte sur l'UGT Hybiome. Compte tenu de l'acquisition fin 2018 de cette société, l'UGT Hybiome n'avait pas fait l'objet d'un test en 2018. Ces taux s'entendent après impôt. La prise en compte d'un CMPC avant impôt, appliqué à des flux avant impôt, conduirait à un résultat identique.

Des tests ont été effectués pour apprécier la sensibilité de la valeur recouvrable aux variations de certaines hypothèses actuarielles et opérationnelles (cf. note 5.3).

Dans le cas où la valeur d'utilité de ces unités est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation est alors imputée en priorité sur l'écart d'acquisition, la provision excédentaire étant imputée sur les autres actifs de l'unité, sauf si elle conduit à une valeur nette comptable de ces actifs inférieure à leur juste valeur.

Les pertes de valeur sont enregistrées sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » si elles correspondent à leur définition (cf. note 24.1). Elles ne sont pas réversibles dans le cas des écarts d'acquisition liés aux sociétés intégrées globalement, sauf en cas de cession.

## 5.3 Évolution

L'évolution du poste s'analyse comme suit :

UGT	En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
<b>Applications industrielles</b>		<b>188,9</b>	<b>143,6</b>	<b>143,6</b>
	AES	117,1	117,1	117,1
	Invisible Sentinel	45,7		
	PML (États-Unis)	11,8	11,8	11,8
	Hyglos	5,7	5,7	5,7
	BTF (Australie)	5,0	5,5	5,5
	Advencis	2,9	2,9	2,9
	CEERAM	0,5	0,5	0,5
<b>Biologie moléculaire</b>		<b>159,4</b>	<b>156,8</b>	<b>156,8</b>
	BioFire	139,7	137,1	137,1
	Argène	19,3	19,3	19,3
	RAS Lifesciences	0,4	0,5	0,5
<b>Bactériologie</b>		<b>142,9</b>	<b>142,9</b>	<b>142,9</b>
	AB bioMérieux (Suède)	59,1	60,2	60,2
	Organon Teknika	52,5	51,9	51,9
	Applied Maths	11,4	11,4	11,4
	Bacterial Barcodes (États-Unis)	8,7	8,5	8,5
	bioMérieux Inc. (Vitek)	6,2	5,8	5,8
	MDI (États-Unis)	1,9	1,9	1,9
	bioMérieux Espagne	1,8	1,8	1,8
	bioMérieux Biological products	1,4	1,4	1,4
<b>Hybiome</b>	Hybiome	<b>123,4</b>	<b>122,5</b>	<b>138,2</b>
<b>Immunoessais</b>	Astute Medical Inc.	<b>33,3</b>	<b>32,5</b>	<b>30,5</b>
<b>Entités</b>		<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>
	bioMérieux Pologne	1,7	1,7	1,7
	bioMérieux Grèce	1,7	1,7	1,7
	bioMérieux Afrique du Sud	1,3	1,2	1,2
<b>VALEUR NETTE</b>		<b>652,5</b>	<b>603,0</b>	<b>616,5</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les différences entre la colonne 2018 retraitée et la colonne 2018 publiée portent sur les goodwill Hybiome et Astute Medical Inc. constatés en goodwill provisoire en 2018 (cf. note 1.1.3).

L'évolution du poste s'analyse comme suit :

En millions d'euros	Valeur nette
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>442,7</b>
Écarts de conversion	6,0
Variations de périmètre	167,7
<b>31 DÉCEMBRE 2018 PUBLIÉ</b>	<b>616,5</b>
Retraitements ouverture <sup>(a)</sup>	-13,5
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ</b>	<b>603,0</b>
Écarts de conversion	4,8
Variation de périmètre <sup>(b)</sup>	44,8
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>652,5</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. (cf. note 1.1.3). Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

(b) Liée à l'acquisition de 100 % d'Invisible Sentinel Inc.

Les écarts d'acquisition d'Astute Medical Inc. et d'Hybiome étaient provisoires au 31 décembre 2018. Ils sont désormais définitifs. Il n'existe aucun écart d'acquisition provisoire au 31 décembre 2019.

La réalisation des tests de dépréciation effectués conformément aux règles définies dans la note 5.1 n'a pas conduit à comptabiliser de perte de valeur en 2019, tout comme en 2018.

Les paramètres relatifs aux tests de perte de valeur réalisés sur les principales unités génératrices de trésorerie sont les suivants :

UGT	2019			2018		
	Valeur nette <sup>(a)</sup>	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini	Valeur nette <sup>(a)</sup>	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini
Applications industrielles	188,9	7,8 %	1,5 %	143,5	7,5 %	1,5 %
Biologie moléculaire	159,4	9,2 %	2,0 %	156,8	9,4 %	2,0 %
Bactériologie	142,9	7,7 %	1,5 %	142,9	7,5 %	1,5 %
Hybiome	123,4	14,0 %	2,0 %	N/A	N/A	N/A
Immunoessais	33,3	8,2 %	1,5 %	30,5	7,8 %	1,5 %

(a) Valeur nette des écarts d'acquisition affectés à l'UGT.

Les hypothèses de croissance des revenus et de la marge opérationnelle ont été déterminées pour chaque UGT en fonction de nos meilleures estimations à la date de réalisation des tests. Elles tiennent compte du niveau de maturité de nos produits et des marchés visés, mais également des perspectives de développement et d'innovation de nos gammes.

Une analyse de sensibilité sur les taux d'actualisation (évolution défavorable de 100 points de base), les taux de croissance à l'infini (évolution défavorable de 50 points de base) et les taux de marge opérationnelle (baisse de 500 points de base du taux du résultat opérationnel courant de la valeur terminale) a été menée. Cette analyse ne conduirait pas à constater de perte de valeur complémentaire pour aucune des unités génératrices de trésorerie.

## Note 6 Immobilisations corporelles, actifs liés aux droits d'utilisation et autres créances de location financement

### 6.1 Immobilisations corporelles

#### 6.1.1 Principes comptables

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites initialement au bilan pour leur coût d'acquisition ou de fabrication, ou pour leur juste valeur à la date de regroupement d'entreprises. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les réévaluations éventuellement pratiquées dans les comptes individuels sont neutralisées pour l'établissement des comptes consolidés.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées en utilisant l'approche par composant. Selon cette approche, chaque composant d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation, et dont la durée d'utilité est différente de celle de l'immobilisation principale, doit être comptabilisé et amorti séparément. Les seules immobilisations corporelles du Groupe concernées par cette approche sont les constructions.

La mise en œuvre de la norme IAS 23 « Coût d'emprunts » n'a pas conduit à activer d'intérêts significatifs, le Groupe ayant peu d'endettement relatif à l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Les coûts d'entretien courant et de réparation des immobilisations corporelles sont constatés en charge dès qu'ils sont encourus. Les autres coûts ultérieurs ne sont capitalisés que si les critères de comptabilisation sont satisfaits, notamment s'il s'agit du remplacement d'un composant identifié.

La valeur au bilan des immobilisations corporelles correspond à leur coût initial, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur constatées.

La base amortissable des immobilisations corporelles correspond au coût d'acquisition car aucune valeur résiduelle significative n'a été identifiée. Le mode d'amortissement économique retenu est le mode linéaire.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations :

- matériel et outillages : 3 à 10 ans ;
- instruments : 5 à 10 ans ;
- gros œuvre : 30 à 40 ans ;
- second œuvre et installations : 10 à 20 ans.

Les durées d'amortissement des immeubles sont adaptées à chaque composant.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement. L'incidence de leurs éventuelles modifications est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Lorsque des événements ou modifications de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles, la valeur nette de ces actifs fait l'objet d'une analyse. Si leur valeur recouvrable (cf. note 5.2) est inférieure à leur valeur nette comptable, soit leur durée d'utilité est revue, soit une perte de valeur est constatée et comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels non courants » si elle correspond à leur définition (cf. note 24.1).

#### Contrats de location :

**En tant que bailleur :** lorsque le Groupe met des biens à disposition de tiers dans le cadre de contrats de location présentant les caractéristiques d'une cession, ces biens sont comptabilisés comme vendus, en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ». Corrélativement, les loyers à recevoir sont comptabilisés à l'actif du bilan, en « Autres actifs non courants » pour leur partie supérieure à un an et en « Créances clients » pour leur partie court terme. Les produits financiers correspondants sont rattachés au résultat de la période de location des biens et sont classés en « Autres produits et charges financiers ».



## 6.1.2 Analyse des variations des immobilisations corporelles

Valeurs brutes <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 PUBLIÉ</b>	<b>40,6</b>	<b>549,2</b>	<b>426,1</b>	<b>354,8</b>	<b>157,9</b>	<b>65,9</b>	<b>1 594,5</b>
<i>Retraitement crédits baux en droit d'utilisation (IFRS 16)</i>	-2,9	-61,1	-0,6		-5,7		-70,3
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>37,7</b>	<b>488,1</b>	<b>425,5</b>	<b>354,8</b>	<b>152,2</b>	<b>65,9</b>	<b>1 524,1</b>
Écarts de conversion	0,4	8,6	9,5	-0,5	2,7	2,8	23,4
Variations de périmètre					2,5		2,5
Acquisitions/Augmentations		10,1	24,9	56,8	8,4	101,6	201,8
Cessions/Diminutions	-0,1	-5,9	-7,1	-31,5	-9,9		-54,4
Reclassements	0,4	12,8	13,7	0,1	5,3	-34,2	-1,8
<i>Retraitement Hybiome</i>			2,2	8,1	0,5	-9,6	1,2
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ <sup>(a)</sup></b>	<b>38,4</b>	<b>520,9</b>	<b>468,7</b>	<b>387,7</b>	<b>161,7</b>	<b>119,4</b>	<b>1 696,8</b>
Écarts de conversion	0,2	4,4	4,3	2,8	1,4	1,1	14,3
Variations de périmètre		0,3	0,8				1,1
Acquisitions/Augmentations	1,3	12,2	30,3	71,6	10,4	134,8	260,5
Cessions/Diminutions	-1,0	-9,5	-13,7	-57,9	-3,1		-85,2
Reclassements	0,1	25,5	33,9	0,7	8,5	-70,0	-1,4
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>39,0</b>	<b>553,8</b>	<b>524,2</b>	<b>404,9</b>	<b>178,9</b>	<b>185,3</b>	<b>1 886,2</b>

Amortissements et pertes de valeur <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 PUBLIÉ</b>	<b>1,8</b>	<b>247,9</b>	<b>264,3</b>	<b>258,6</b>	<b>110,4</b>		<b>883,1</b>
<i>Retraitement crédits baux en droit d'utilisation (IFRS 16)</i>		-15,6	-0,5		-5,7		-21,8
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>1,8</b>	<b>232,3</b>	<b>263,8</b>	<b>258,6</b>	<b>104,7</b>		<b>861,3</b>
Écarts de conversion	0,0	3,1	5,1	-0,7	1,8		9,3
Variations de périmètre					2,2		2,2
Dotations	0,2	29,9	38,2	24,1	17,6	2,5	112,6
Cessions/Diminutions	0,0	-5,1	-7,0	-26,8	-9,6		-48,4
Reclassements			0,3	-0,1	-0,4		-0,1
<i>Retraitement Hybiome</i>			0,9	2,9	0,4	-2,5	1,7
<i>Retraitement crédits baux en droit d'utilisation (IFRS 16)</i>		-2,9					-2,9
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ <sup>(a)</sup></b>	<b>2,1</b>	<b>257,2</b>	<b>301,4</b>	<b>258,1</b>	<b>116,7</b>		<b>935,5</b>
Écarts de conversion	0,0	1,6	2,4	1,8	0,9		6,8
Variations de périmètre		0,3	0,4				0,7
Dotations	0,2	32,2	37,6	33,1	12,9		115,9
Cessions/Diminutions		-9,3	-12,5	-43,1	-2,5		-67,4
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>2,3</b>	<b>282,0</b>	<b>329,3</b>	<b>249,9</b>	<b>127,9</b>		<b>991,5</b>

Valeurs nettes En millions d'euros	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 PUBLIÉ</b>	<b>38,7</b>	<b>301,2</b>	<b>161,8</b>	<b>96,2</b>	<b>47,5</b>	<b>65,9</b>	<b>711,4</b>
<i>Retraitement crédits baux en droit d'utilisation (IFRS 16)</i>	<i>-2,9</i>	<i>-45,4</i>	<i>-0,1</i>				<i>-48,4</i>
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>35,8</b>	<b>255,9</b>	<b>161,7</b>	<b>96,2</b>	<b>47,5</b>	<b>65,9</b>	<b>663,0</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ <sup>(a)</sup></b>	<b>36,3</b>	<b>263,7</b>	<b>167,3</b>	<b>129,6</b>	<b>44,9</b>	<b>119,4</b>	<b>761,4</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>36,6</b>	<b>271,9</b>	<b>194,9</b>	<b>155,0</b>	<b>51,0</b>	<b>185,3</b>	<b>894,7</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32) ainsi que des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les immobilisations en cours concernent principalement la construction d'une nouvelle usine, des investissements dans les outils de production et d'automatisation à Salt Lake City et l'extension du site de Craponne en France.

Les tests de dépréciation n'ont pas conduit à constater de dépréciations significatives sur les exercices présentés.

## 6.2 Actifs au titre des droits d'utilisation (côté preneur)

Comme indiqué en note 2, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » au 1<sup>er</sup> janvier 2019 en optant pour la méthode rétrospective complète. Par application de cette option, les comptes comparatifs 2018 ont été retraités, comme si la norme IFRS 16 avait été appliquée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

## 6.2.1 Principes comptables

**Retraitement côté preneur :**

La norme IFRS 16 ne fait plus la distinction côté preneur entre contrats de location financement et contrats de location simple, telle que précédemment définie par la norme IAS 17. Seuls les contrats qualifiés de location financement étaient retraités les années précédentes (cf. note 6.1 de l'annexe des comptes consolidés 2018).

Les contrats de location sont des contrats de location (ou des contrats qui contiennent un contrat de location) qui confèrent le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques associés à l'utilisation de l'actif associé au droit de diriger l'utilisation de l'actif identifié pendant la période d'utilisation.

Les contrats de location qui répondent à cette définition sont comptabilisés selon les modalités définies ci-dessous. Comme prévu par la norme, le Groupe a retenu certaines mesures de simplification, notamment celles permettant d'exclure les contrats d'une durée résiduelle inférieure à douze mois et les contrats portant sur des actifs de faible valeur, de reprendre à l'identique les contrats qualifiés de location financement selon la norme IAS 17.

En pratique, l'analyse a majoritairement conduit à retraiter les contrats de location immobilière et de location de véhicules.

Pour les contrats non retraités en tant que contrats de location, les loyers sont constatés en charges de manière linéaire sur la durée du contrat.

Pour les contrats qui rentrent dans le champ de la norme IFRS 16, les règles de comptabilisation sont présentées ci-après.

À la date de début du contrat, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier au titre d'une obligation locative. L'actif est présenté sur une ligne distincte du bilan ; le passif est présenté au sein des dettes financières.

L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore versés, sur la durée du contrat.

La valeur actualisée est déterminée en utilisant le taux d'emprunt implicite pour les contrats de location, anciennement qualifiés de location-financement et le taux d'emprunt marginal pour les autres contrats de location. Le taux d'emprunt marginal est calculé pour chaque pays, en fonction de la durée du contrat. Le taux d'emprunt marginal correspond à un taux duration tenant compte du profil de versement des loyers, et non à un taux à maturité, conformément aux recommandations de l'IFRS IC de septembre 2019.

La durée d'un contrat de location est la période exécutoire, qui correspond à la période non résiliable, augmentée :

- de toute option de prolongation du contrat que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer ;

- de toute option de résiliation du contrat que le Groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

En pratique, les durées retenues pour les principaux contrats de location correspondent :

- en France : à une période exécutoire de 9 ans (baux commerciaux 3/6/9) : période non résiliable de 3 ans et certitude d'exercer les options de prolongation après 3 et 6 ans ;
- dans les autres pays, la durée est celle indiquée au contrat sauf si la décision de renouvellement est uniquement à la main du preneur. Dans ce cas, la durée retenue est de 20 ans à compter de la date de première location.

Il n'existe pas de clause de résiliation anticipée dans les différents baux, et il n'existe pas de clause susceptible d'amener les bailleurs à verser au Groupe une indemnité plus qu'insignifiante, en cas de non renouvellement du bail à la fin de la période non résiliable.

Les paiements de loyers correspondent aux paiements fixes, aux paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, et aux prix d'exercice des options d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. En pratique, l'essentiel des loyers est fixe, il y a des options d'achats pour les contrats de crédit-bail et il n'y a pas de pénalité plus qu'insignifiante en cas de résiliation du bail à l'initiative du bailleur.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués comme suit : le coût est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative. Aucune perte de valeur et aucune réévaluation de l'obligation locative n'ont été constatées en 2019.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis sur la durée attendue d'utilisation du bien (y compris la part liée à l'utilisation du terrain), en cas d'option d'achat à un prix avantageux. Dans les autres cas, ces actifs sont amortis sur la durée du contrat telle que définie ci-dessus.

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences de la décision de l'IFRIC publiée en décembre 2019 concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements inamovibles. Dans cette attente, les agencements liés aux contrats de location sont amortis sur la durée du contrat, sauf s'il est raisonnablement certain que l'actif sous-jacent sera utilisé sur une période supérieure à la durée du contrat. Pour information, la valeur nette comptable est non significative.

Dans l'attente de la confirmation par l'IFRS IC, le Groupe a fait le choix de constater un impôt différé sur les retraitements des contrats de location.

## 6.2.2 Évolution

Valeurs brutes <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>32,1</b>	<b>131,5</b>	<b>25,0</b>	<b>6,6</b>	<b>195,3</b>
Écarts de conversion	1,2	0,2	0,0	0,0	1,3
Acquisitions/Augmentations	0,6	18,9	6,9	0,1	26,3
Cessions/Diminutions			0,0		0,0
Reclassements		-5,2	-3,9	0,0	-9,2
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ</b>	<b>33,9</b>	<b>145,4</b>	<b>27,9</b>	<b>6,6</b>	<b>213,8</b>
Écarts de conversion	0,5	1,1	0,3	0,0	1,9
Acquisitions/Augmentations	1,8	20,0	11,0	0,2	32,9
Cessions/Diminutions		-23,3	-9,8	-0,7	-33,8
Reclassements	-0,1	0,1		0,0	0,0
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>36,1</b>	<b>143,4</b>	<b>29,4</b>	<b>6,1</b>	<b>214,9</b>

Amortissements <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>2,6</b>	<b>41,0</b>	<b>11,7</b>	<b>6,2</b>	<b>61,5</b>
Écarts de conversion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dotations	1,0	12,7	7,1	0,2	21,1
Cessions/Diminutions					
Reclassements		-2,3	-3,9	0,0	-6,3
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ</b>	<b>3,6</b>	<b>51,4</b>	<b>14,8</b>	<b>6,4</b>	<b>76,2</b>
Écarts de conversion	0,0	0,4	0,1	0,0	0,5
Dotations	0,9	15,6	8,1	0,2	24,8
Cessions/Diminutions		-11,2	-8,6	-0,7	-20,6
Reclassements		3,3	0,1	0,0	3,5
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>4,4</b>	<b>59,5</b>	<b>14,5</b>	<b>5,9</b>	<b>84,4</b>

Valeurs nettes <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>29,5</b>	<b>90,5</b>	<b>13,4</b>	<b>0,4</b>	<b>133,8</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ</b>	<b>30,3</b>	<b>94,0</b>	<b>13,1</b>	<b>0,3</b>	<b>137,7</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>31,6</b>	<b>83,8</b>	<b>14,9</b>	<b>0,2</b>	<b>130,5</b>

Les augmentations sont principalement liées à de nouveaux contrats. Les diminutions sont principalement liées à des contrats arrivés à échéance. Conformément aux dispositions de la norme et compte tenu de la nature des mouvements, les augmentations et diminutions liées aux contrats de location ne sont pas reportées dans les flux d'investissements du tableau des flux de trésorerie.

À fin 2019, la dotation aux amortissements de l'exercice est de 23,2 millions d'euros contre 21,1 millions d'euros à fin 2018.

Le tableau ci-après présente les actifs liés à des contrats de location-financement reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation à partir des immobilisations corporelles (cf. note 6.2) :

Valeurs nettes <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres immobilisations	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ</b>	<b>2,7</b>	<b>45,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>48,6</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ</b>	<b>2,7</b>	<b>42,7</b>	<b>0,2</b>		<b>45,6</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>2,7</b>	<b>39,4</b>			<b>42,1</b>

## 6.3 Créances de location-financement

### 6.3.1 Principes comptables

#### Contrats de location-financement

**En tant que preneur :** un contrat de location est qualifié de « location-financement » lorsqu'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Les critères de qualification interviennent en fonction de la réalité économique de chaque contrat et notamment lorsque :

- le contrat transfère la propriété du bien loué en fin de période de location ;
- il contient une option de rachat à un prix préférentiel ;
- sa durée couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien loué ;
- la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- le bien loué est d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut le louer sans apporter de modifications majeures.

Lorsque le Groupe est locataire d'un bien selon un contrat présentant les caractéristiques d'un contrat de location-financement, la valeur vénale du bien ou, si elle est inférieure, la valeur actualisée des paiements minimaux, est immobilisée et amortie selon la durée d'utilité. La dette correspondante est alors inscrite au passif. Les loyers sont ventilés entre remboursement du capital et frais financiers.

Dans les autres cas, les contrats de location sont qualifiés de « location simple » et le loyer est constaté en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Certaines ventes d'instruments sont réalisées via des contrats de location-financement (cf. note 6.1). La durée habituelle des contrats est de 5 ans.

### 6.3.2 Évolution

Les créances de location-financement totalisent 24,7 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 24,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

En millions d'euros	À moins d'un an	Entre un an et 5 ans	À plus de 5 ans	Total
Valeur brute des créances de location financement	9,7	17,0	0,1	26,8
Intérêts à recevoir	-0,8	-0,9	0,0	-1,8
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir	8,9	16,0	0,1	25,0
Provision pour dépréciation	-0,3			-0,3
<b>VALEUR NETTE ACTUALISÉE DES PAIEMENTS MINIMAUX À RECEVOIR</b>	<b>8,5</b>	<b>16,0</b>	<b>0,1</b>	<b>24,7</b>

La part à moins d'un an est présentée en créances clients (cf. note 9), celle à plus d'un an en autres actifs non courants pour 16,1 millions d'euros.

Les règles de dépréciation appliquées sont présentées en note 9.

## Note 7 Actifs financiers non courants

### 7.1 Principes comptables

Les actifs financiers non courants incluent les titres non consolidés, les prêts et créances financiers à plus d'un an, y compris les fonds de retraite lorsqu'ils ne sont pas définitivement aliénés en vue de la couverture des engagements correspondants, et les dépôts et cautionnements. Ils sont comptabilisés et évalués selon les règles présentées en note 27.

En application de la norme IFRS 9, les actifs financiers non courants sont ventilés en 3 catégories :

- Actifs financiers évalués au coût amorti :  
Il s'agit des actifs financiers dont l'objectif du modèle économique est de percevoir des flux contractuels, et dont les conditions contractuelles prévoient à des dates spécifiées des flux correspondant uniquement à des remboursements en capital et en intérêts. Ils correspondent aux prêts, dépôts et cautionnements ;
- Actifs financiers évalués à la juste valeur, avec constatation en autres éléments du résultat global :
  - les variations de juste valeur recyclables en résultat : ce sont des actifs financiers dont l'objectif du modèle économique est à la fois de percevoir des flux contractuels et la vente des actifs, et dont les conditions contractuelles prévoient à des dates spécifiées des flux correspondant uniquement à des remboursements en capital et en intérêts. Le Groupe ne détient aucun actif significatif rentrant dans cette catégorie,
  - les variations de juste valeur non-recyclables en résultat (option irréversible prise à la date d'acquisition) : il s'agit des actifs stratégiques pour le Groupe. Ils correspondent aux titres de participation non consolidés ;
- Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat : il s'agit des titres détenus par le Groupe à des fins de transaction. Cette catégorie n'est pas utilisée sur les exercices présentés, le Groupe ayant décidé d'opter pour la constatation en autres éléments du résultat global non recyclables.

#### Actifs évalués au coût amorti

Le coût amorti est déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif tel que défini par la norme IFRS 9. Ce taux est déterminé lors de la mise en place du contrat lié.

#### Actifs financiers évalués à la juste valeur

La juste valeur est déterminée selon la méthodologie définie par la norme IFRS 13, en fonction des 3 niveaux de juste valeur définis en note 27.1.

Dans les cas exceptionnels où la juste valeur des actifs financiers ne peut être déterminée de manière fiable (absence d'informations récentes, fourchette large des évaluations...), le coût sera considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur.

Aucun reclassement entre les différentes catégories n'est intervenu sur les exercices présentés.

La ventilation des autres actifs financiers pour lesquels le Groupe a opté pour cette présentation sont présentés distinctement dans le tableau ci-après.

### 7.2 Évolution

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Prêts et créances	10,4	8,0	13,0
Titres disponibles à la vente évalués à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global	31,5	58,9	58,9
<b>TOTAL</b>	<b>41,9</b>	<b>66,9</b>	<b>71,8</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et des passifs acquis de Hybriome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les prêts et créances comprennent notamment une caution destinée à couvrir les engagements de retraite en Allemagne pour 2,5 millions d'euros et l'octroi d'un prêt de bioMérieux Inc. envers ABL Inc. pour 1,8 million d'euros.

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Variation de juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global	Dépréciations	Valeur nette
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>53,9</b>	<b>4,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>57,9</b>
Écarts de conversion	0,0		0,0	0,0
Acquisitions/Augmentations	12,7		0,0	12,7
Cessions/Diminutions	-1,2		0,0	-1,2
Reclassements et variation de la juste valeur				0,0
Variation de la juste valeur		2,4		2,4
<b>31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>65,4</b>	<b>6,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>71,8</b>
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ<sup>(a)</sup></b>	<b>60,4</b>	<b>6,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>66,9</b>
Écarts de conversion	0,1		0,0	0,1
Acquisitions/Augmentations	9,1		0,0	9,0
Cessions/Diminutions	-34,4		0,1	-34,2
Reclassements et variation de la juste valeur				0,0
Variation de la juste valeur		0,2		0,2
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>35,2</b>	<b>6,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>41,9</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et des passifs acquis de Hybriome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les acquisitions de l'exercice concernent essentiellement la prise de participation de bioMérieux Inc. dans la société Specific Diagnostics pour 4,5 millions d'euros.

Les cessions de l'exercice concernent les titres de la société Quanterix cédés en intégralité.

La variation de la juste valeur enregistrée en autres éléments du résultat global s'élève à 16,4 millions d'euros :

- 16,2 millions d'euros liés aux variations de juste valeur préalables aux cessions ;
- 0,2 million d'euros lié aux titres toujours détenus à la clôture de l'exercice.

Il n'y a pas eu de variation de juste valeur constatée par résultat net consolidé en 2019 (comme en 2018).

Le tableau de synthèse ci-dessous présente la variation de la juste valeur des titres non consolidés au 31 décembre 2019 par rapport au 31 décembre 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018			31/12/2019		
	VNC	Dont variation de JV par résultat	Dont variation de JV par autres éléments du résultat global	VNC	Dont variation de JV par résultat	Dont variation de JV par autres éléments du résultat global
Quanterix	32,9		5,3	0,0		15,5
Labtech/LBT Innovations	0,5		-0,7	1,0		0,5
GNEH	3,2		-2,2	3,4		0,2
Qvella	6,0			6,3		
Banyan Biomarkers	6,4			6,4		
Sino French Innovations	5,0			5,0		
Specific Diagnostics				4,5		
Autres titres	4,9			4,9		
Titres en cours de consolidation						0,2
<b>TOTAL</b>	<b>58,9</b>		<b>2,4</b>	<b>31,5</b>		<b>16,4</b>

Les variations de juste valeur des titres classés en niveau 3 sont présentés en note 27.1.

Il n'y a pas eu de variation de juste valeur constatée par résultat en 2019.

## Note 8 Stocks et en-cours

### 8.1 Principes comptables

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les stocks de matières premières, marchandises et consommables sont valorisés au prix d'achat majoré des frais accessoires selon la méthode FIFO (premier entré-premier sorti). Les stocks d'en-cours de production et de produits finis sont valorisés au coût réel de production incorporant les charges directes et indirectes de production.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, en tenant notamment compte du prix de revente, de l'obsolescence, de la péremption, de l'état de conservation, des perspectives de ventes et, pour les pièces détachées, de l'évolution du parc d'instruments correspondant.

### 8.2 Évolution

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Matières premières	191,9	166,6	162,9
En-cours de production	54,8	47,3	45,8
Produits finis et marchandises	285,1	240,0	238,2
<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>531,8</b>	<b>453,9</b>	<b>446,9</b>
Matières premières	-14,2	-13,3	-13,3
En-cours de production	-2,6	-1,6	-1,6
Produits finis et marchandises	-20,3	-20,2	-17,1
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>-37,1</b>	<b>-35,1</b>	<b>-32,0</b>
Matières premières	177,6	153,3	149,6
En-cours de production	52,2	45,7	44,2
Produits finis et marchandises	264,8	219,8	221,1
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>494,7</b>	<b>418,8</b>	<b>414,9</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les stocks liés à l'instrumentation représentent 17,4 % de la valeur brute.

Il n'y a pas de stock donné en nantissement au 31 décembre 2019.



## Note 9 Créances clients et actifs liés aux contrats clients

### Créances clients et créances de location financement

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Créances clients	579,9	507,8	505,9
Dépréciations	-27,8	-16,0	-16,0
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>552,1</b>	<b>491,8</b>	<b>490,0</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

20,6 % des créances clients du Groupe concernent des factures dues par des administrations publiques et dont la date de règlement peut excéder l'échéance théorique.

Les créances clients sont constatées au coût amorti, qui en pratique correspond au coût. Il n'existe pas d'autres actifs financiers comportant une composante financement significative.

Les dates d'échéance sont pour l'essentiel inférieures à 6 mois sauf contrats de location, contrats de location-financement et contrats de mise à disposition.

Les créances nettes échues de plus de 60 jours relatives à des sociétés privées et aux organismes publics représentent 11,6 % de l'encours client en 2019 contre 8,0 % en 2018.

Le poids des dotations nettes aux créances douteuses et des créances irrécouvrables représente 11,6 millions d'euros soit 0,44 % des revenus.

Les créances clients comprennent la part court terme des créances de location-financement (cf. note 6.3).

Créances et actif liés aux contrats clients	31/12/2018 publié	Retraite-ment Hybiome	31/12/2018 retraité	Variation de périmètre	Variation valeurs brutes	Variation des provisions	Effet de change	31/12/2019
Créances de location-financement long-terme	16,2		16,2		-0,4		0,4	16,1
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>16,2</b>		<b>16,2</b>		<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>16,1</b>
Créances de location financement	8,3		8,3		0,1	0,2	0,2	8,7
Créances clients	481,7	1,8	483,5	0,7	66,2	-9,1	2,2	543,4
Autres actifs liés aux contrats clients	0,0		0,0					0,0
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>490,0</b>	<b>1,8</b>	<b>491,8</b>	<b>0,7</b>	<b>66,3</b>	<b>-8,9</b>	<b>2,4</b>	<b>552,1</b>

La partie des provisions sur les créances de location-financement est non significative (cf. note 6.3).

#### Dépréciations des créances clients

Les provisions pour dépréciation des créances clients sont comptabilisées pour tenir compte des pertes attendues et sont constatées selon le modèle suivant :

- clients douteux : provision au cas par cas ;
- clients pour lesquels des indices de pertes de valeur ont été identifiés (retards de règlement, litiges...) : provision individuelle et statistique ;
- clients sans indice de pertes de valeur à la date de clôture : une provision pour pertes attendues est constatée au cas par cas, en tenant compte d'informations quantitatives et qualitatives (ex : informations sur le client, notation du client...) dans le cadre du *process* de revue mensuelle du risque crédit client, en fonction des informations obtenues sur le client.

Le risque crédit est apprécié à chaque clôture, et tient compte des garanties reçues, le cas échéant.

#### Accords de compensation

Néant.

#### Autres actifs liés aux contrats clients

Il n'existe pas d'actifs liés aux coûts d'obtention ou d'exécution des contrats.

## Note 10 Passifs liés aux contrats clients

Les passifs liés aux contrats clients correspondent essentiellement aux avances de paiement reçues et aux prestations de maintenance facturées d'avance sur les contrats de service (cf. note 17). Le revenu afférant est constaté en résultat sur la période de réalisation des services.

Passifs liés aux contrats clients	Notes	31/12/2018 publié	Retraite-ment Hybiome	31/12/2018 retraité	Variation de périmètre	Variation valeurs brutes	Variation des provisions	Variation des écarts de conversion	31/12/2019
Provisions pour garantie long-terme	14	1,2		1,2	0,0		0,0	0,0	1,3
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>1,2</b>		<b>1,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,3</b>
Provisions pour garantie court-terme	14	6,8		6,8			-1,0	0,1	5,9
Avances reçues sur créances clients	17	5,7	0,6	6,3		3,2		0,0	9,6
Avoir à établir	17	1,2	1,4	2,6		-0,5		0,0	2,2
Produits facturés d'avance	17	54,7		54,7	0,0	8,5		1,2	64,4
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>68,4</b>	<b>2,0</b>	<b>70,4</b>	<b>0,0</b>	<b>11,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>82,1</b>

## Note 11 Autres créances

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Avances et acomptes	6,6	6,1	4,8
Charges constatées d'avance	14,9	13,5	14,2
Autres créances d'exploitation <sup>(a)</sup>	39,6	43,8	42,7
<b>VALEUR NETTE CRÉANCES D'EXPLOITATION</b>	<b>61,1</b>	<b>63,4</b>	<b>61,7</b>
<b>CRÉANCE D'IMPÔT EXIGIBLE</b>	<b>42,3</b>	<b>39,2</b>	<b>39,2</b>
Créances hors exploitation	13,3	12,9	9,6
<b>VALEUR NETTE CRÉANCES HORS EXPLOITATION</b>	<b>13,3</b>	<b>12,9</b>	<b>9,6</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32) ainsi que des modifications portant sur la détermination des actifs et des passifs acquis de Hybiome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les autres créances liées à des contrats clients ne sont pas significatives.

Les autres créances d'exploitation comprennent principalement les crédits d'impôt recherche à recevoir (8,3 millions d'euros au

31 décembre 2019 contre 11,8 millions fin 2018) et les créances fiscales.

Les créances hors exploitation correspondent principalement à la juste valeur des instruments dérivés actifs (7,4 millions d'euros en 2019, contre 9,3 millions d'euros en 2018, cf. note 27.2).

## Note 12 Disponibilités et équivalents de trésorerie

### 12.1 Principes comptables

Ce poste comprend à la fois la trésorerie immédiatement disponible et les placements de trésorerie à court terme libellés en euros, liquides et soumis à un risque négligeable de perte de valeur et de contrepartie.

Les placements répondant à cette définition sont évalués à la clôture à leur valeur liquidative, les variations de juste valeur sont constatées en résultat (cf. note 27).

Il n'existe pas de placements donnés en garantie ou soumis à des restrictions significatives.

Les valeurs mobilières de placement et les autres équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur à chaque clôture, selon la définition donnée en note 7.

Il n'existe pas d'autres actifs financiers courants.

### 12.2 Évolution

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Disponibilités	241,0	239,9	231,7
Placement de trésorerie auprès de l'Institut Mérieux	14,0	23,6	23,6
Placements de trésorerie	20,0	24,8	24,8
<b>DISPONIBILITÉS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>275,0</b>	<b>288,3</b>	<b>280,1</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybriome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les placements de trésorerie sont investis en partie sous forme de SICAV pour un montant de 15,0 millions d'euros en 2019, contre 17,6 millions d'euros en 2018.

Les placements sont effectués auprès d'établissements de crédit de 1<sup>er</sup> rang. L'analyse effectuée conformément à IFRS 13 n'a pas conduit à constater d'ajustements au titre du risque de non recouvrement de ces actifs financiers (cf. note 28.5).

Les placements de trésorerie sous forme de SICAV sont les suivants :

	31/12/2019	31/12/2018
Libellé	SICAV BNP PARIBAS SIGNATURE PART CLASSIC	SICAV BNP PARIBAS DEPOSIT
Montant	15 millions d'euros	17,6 millions d'euros
Classification	Monétaire Court terme	Monétaire Court terme
Code Isin	FR0011046085	FR0011046085

Une analyse de la composition du portefeuille de chaque SICAV « Monétaire euro » et de leur performance historique est réalisée régulièrement, afin de s'assurer que leur classement en « Disponibilités et équivalents de trésorerie » est conforme aux critères de classification de la norme IAS 7.

## Note 13 Actifs et passifs destinés à être cédés

### 13.1 Principes comptables

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs et passifs nets dont le recouvrement est attendu par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue, sont reclassés sur les rubriques spécifiques des actifs destinés à être cédés et des passifs relatifs à des actifs destinés à être cédés.

Les tests de dépréciation sont effectués en comparant la valeur de l'actif net à leur juste valeur nette des frais de cession (cf. note 5.2).

### 13.2 Évolution

Au 31 décembre 2019, le Groupe n'a pas d'actifs destinés à être cédés, comme à fin 2018.

## Note 14 Capitaux propres et résultat par action

### 14.1 Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social, d'un montant de 12 029 370 euros, est composé de 118 361 220 actions, dont 78 060 118 portent un droit de vote double. La référence à la valeur nominale de l'action a été supprimée par décision de l'Assemblée générale du 19 mars 2001.

Hormis les actions gratuites (cf. note 18.2), il n'existe aucun droit ou titre à caractère dilutif en cours de validité au 31 décembre 2019.

Il n'y a eu aucun mouvement sur le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice.

La Société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social.

Le Groupe n'a pas de politique spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres utilisés par le Groupe dans sa gestion interne correspondent aux capitaux propres consolidés.

### 14.2 Réserves de conversion

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(b)</sup>	31/12/2017 retraité <sup>(b)</sup>
Dollars <sup>(a)</sup>	54,9	35,6	-2,2
Amérique latine	-15,2	-14,0	-10,9
Europe - Moyen Orient - Afrique	-31,5	-30,7	-23,5
Autres pays	6,2	3,6	4,2
<b>TOTAL</b>	<b>14,4</b>	<b>-5,5</b>	<b>-32,4</b>

(a) Dollars américain et de Hong Kong.

(b) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 16 ainsi que des modifications portant sur la détermination des actifs et des passifs acquis de Hybiome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

En 2019, la variation des réserves de conversion est principalement liée à l'appréciation du dollar.

## 14.3 Actions propres

La Société a conclu un accord avec un prestataire d'investissement, visant à surveiller la liquidité du marché réglementé de ses actions. Dans ce contexte, elle est amenée à acheter, détenir et revendre de faibles quantités de ses propres actions. En outre, elle procède à des achats d'actions en vue de couvrir les engagements qu'elle assume dans le cadre des plans d'attribution d'actions mentionnés en note 18.

Les actions propres détenues afin de réguler le cours de Bourse, ou pour être attribuées au titre des plans d'attribution d'actions, sont portées en diminution des réserves consolidées ; corrélativement, les incidences de toutes les transactions correspondantes constatées dans les comptes individuels sont imputées directement sur les réserves consolidées (résultat de cession, dépréciation, etc.).

### Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité

Au 31 décembre 2019, la société mère détient 21 697 actions d'autocontrôle dans le cadre du contrat de liquidité. Au cours de l'exercice, 486 240 actions propres ont été achetées et 491 699 ont été cédées.

### Autres actions propres

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Société détenait 582 247 actions propres. Au cours de l'exercice, la Société a acheté 320 000 actions et a définitivement attribué 824 868 actions destinées aux actions gratuites aux salariés et aux actions liées au plan de souscription d'actions (cf. notes 18.2 et 18.4).

Au 31 décembre 2019, la Société détient au total 37 419 actions d'autocontrôle destinées aux attributions d'actions gratuites autorisées par l'Assemblée générale.

## 14.4 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires portent essentiellement sur la société Suzhou Hybiome Biomedical Engineering pour 50,7 millions d'euros soit 33,0 %. L'incidence de la part des minoritaires sur les agrégats clés du Groupe n'est pas significative sur l'exercice.

## 14.5 Autres éléments du résultat global

Les principaux éléments qui composent le résultat global sont les variations de juste valeur des actifs financiers pour lesquels les variations de juste valeur sont constatées dans cette rubrique (cf. note 7), les gains ou pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies, les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, la variation des écarts de conversion provenant des filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères et les variations de valeur des actifs corporels ou incorporels (si option exercée pour la juste valeur).

Les autres éléments du résultat global sont ventilés en distinguant les éléments composant les autres éléments du résultat global appelés à un reclassement ultérieur en résultat net, de ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net.

## 14.6 Résultat par action

Le résultat par action (résultat de base) est obtenu en divisant le résultat revenant aux actionnaires de l'entreprise consolidante par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période correspondante (déduction faite des actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de plans d'actions gratuites et des actions d'autocontrôle détenues à des fins de régularisation du cours de Bourse). Le nombre moyen pondéré d'actions est de 118 302 104 au 31 décembre 2019 contre 117 791 777 au 31 décembre 2018.

Le résultat dilué par action est obtenu à partir du nombre d'actions défini dans le résultat de base et augmenté du nombre moyen pondéré d'actions potentielles à émettre et qui auraient un effet dilutif sur le résultat. Le nombre de ces dernières est de 118 709 370 au 31 décembre 2019 contre 118 411 626 au 31 décembre 2018.

Les retraitements de l'année 2018 évoqués en notes 1 et 2 n'ont pas eu d'impact sur le résultat consolidé 2018.

## Note 15 Provisions – actifs et passifs éventuels

### 15.1 Principes comptables

En application de la norme IAS 37 « Provisions – passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que son montant peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution. Les provisions pour

restructuration tiennent compte notamment des indemnités de licenciement.

Les provisions à long terme sont actualisées lorsque l'impact est significatif et que la date de résolution est connue.

Les passifs éventuels significatifs sont mentionnés dans la note 15.5 sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible.

Les actifs éventuels significatifs figurent dans la note 15.5 lorsque leur réalisation est probable.

### 15.2 Évolution des provisions

En millions d'euros	Indemnités de retraite et autres avantages	Garanties données	Restructurations	Litiges	Autres R&C	Total
<b>31 DÉCEMBRE 2017<sup>(b)</sup></b>	<b>101,5</b>	<b>6,4</b>	<b>0,2</b>	<b>8,0</b>	<b>24,7</b>	<b>140,8</b>
Dotations	9,9	11,8	0,6	7,7	7,8	37,8
Reprises avec objet	-67,7	-2,5	-0,1	-1,1	-4,4	-75,8
Reprises sans objet	-0,4	-7,8	0,0	-0,7	-1,1	-10,0
Dotations nettes	-58,2	1,5	0,5	5,9	2,3	-48,0
Écarts actuariels	-10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,2
Autres variations	7,4	0,0	0,0	0,0	1,0	8,4
Écarts de conversion	0,9	0,1	0,0	0,1	-0,1	1,0
<b>31 DÉCEMBRE 2018<sup>(b)</sup></b>	<b>41,6</b>	<b>8,0</b>	<b>0,7</b>	<b>14,0</b>	<b>27,7</b>	<b>92,0</b>
Dotations	7,0	9,9	0,2	4,2	14,7	36,0
Reprises avec objet	-2,5	-10,0	-0,5	-5,7	-5,3	-24,0
Reprises sans objet	-12,4	-0,9	0,0	-5,6	-0,4	-19,3
Dotations nettes	-7,9	-1,0	-0,3	-7,1	9,0	-7,3
Écarts actuariels	23,8	0,0	0,0	0,0	0,0	23,8
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres variations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Écarts de conversion	0,3	0,1	0,0	0,1	0,1	0,6
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>57,8</b>	<b>7,1</b>	<b>0,4</b>	<b>7,0<sup>(a)</sup></b>	<b>36,9</b>	<b>109,3</b>

(a) Cf. note 15.4.1.

(b) Les retraitements liés à l'entrée en vigueur d'IFRS 16 et les intégrations d'Hybiome et Astute Medical Inc. n'ont pas eu d'impact sur les provisions.

Les provisions pour garanties sont constituées sur la base d'une estimation des coûts afférents à la garantie contractuelle des instruments vendus sur la période résiduelle de l'engagement (cf. note 3.1.1).

Les reprises nettes des provisions de l'exercice 2019 représentent - 7,3 millions d'euros en résultat courant, et sont principalement le reflet du gel du fonds de retraite américain (cf. note 1.2.1).

## 15.3 Engagements de retraite et autres avantages à long terme

### 15.3.1 Principes comptables

#### 15.3.1.1 Avantages à court terme

Ils comprennent notamment les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés payés et les primes sur objectifs. Ils sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel. Les sommes non versées à la clôture de l'exercice sont constatées en « Autres dettes d'exploitation ».

#### 15.3.1.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Ils comprennent notamment les retraites, les indemnités de départ et l'assurance médicale postérieure à l'emploi. Ils relèvent soit de régimes à cotisations définies, soit de régimes à prestations définies.

**Régimes à cotisations définies :** le Groupe verse, selon les lois et pratiques de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes chargés des régimes de retraite et de prévoyance. L'obligation du Groupe est limitée au versement des cotisations. Les cotisations sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel le service est rendu par le personnel. Les sommes non versées à la clôture de l'exercice sont constatées en « Autres dettes d'exploitation ».

**Régimes à prestations définies :** ils correspondent aux autres régimes :

- les engagements de retraite sous forme de rentes, à titre principal ou complémentaire (principalement États-Unis, France et Allemagne) ainsi que les indemnités de départ à la retraite (principalement France et Japon) ;
- les régimes de couverture des frais médicaux des salariés retraités.

L'estimation des engagements liés aux régimes à prestations définies est effectuée par des actuaires, conformément à la norme IAS 19 révisée, présentée ci-après :

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité. Les principales hypothèses retenues sont énoncées en note 15.3.2 ci-après.

Afin de déterminer le taux d'actualisation, après analyse des différents taux existants sur le marché et en accord avec la définition d'IAS 19R, une moyenne estimée basée sur les indices au 31 décembre 2019 Iboxx Corporate AA et Bloomberg (euro, dollar et livre sterling) a été retenue, prenant en compte les durations moyennes de nos plans lorsqu'elles diffèrent des durées observables des obligations utilisées pour ces indices.

Les engagements de retraite sont présentés au bilan pour leur montant global, net de la juste valeur des actifs détenus au travers de fonds.

L'impact lié au coût des services rendus dans l'exercice et au coût financier net du rendement du fonds est constaté en résultat opérationnel courant.

Les impacts des variations des écarts actuariels liés aux engagements et aux actifs détenus au travers de fonds (hypothèses actuarielles et effets d'expérience) sont constatés immédiatement en autres éléments du résultat global, pour leur montant net d'impôt. Ils ne sont pas recyclables en résultat.

Les impacts des changements de régime et de liquidation sont constatés immédiatement en résultat consolidé.

Le rendement attendu du fonds constaté en résultat consolidé est calculé en utilisant le taux d'actualisation retenu pour l'estimation de l'engagement global.

Des tests de sensibilité sont effectués pour apprécier la sensibilité de l'engagement à la variation de certaines hypothèses actuarielles (cf. note 15.3.8).

Le Groupe n'est pas concerné par l'interprétation IFRIC 14 (plafonnement et cotisations minimum).

#### 15.3.1.3 Autres avantages à long terme

Ils incluent notamment les primes d'ancienneté et médailles du travail. Les engagements correspondants sont constatés en tenant compte d'hypothèses actuarielles lorsque leur impact est significatif. Les écarts actuariels et les coûts des services passés sont constatés immédiatement en résultat.

### 15.3.2 Hypothèses retenues

Les engagements de retraite et assimilés concernent essentiellement les États-Unis et la France. Ces engagements sont déterminés par des actuaires en utilisant un certain nombre d'hypothèses.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	France		US	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Taux de croissance attendu des salaires	2,00 %	2,00 %	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation	1,00 %	2,00 %	3,15 %	4,50 %
Duration moyenne des régimes	12,9	12,0	15,2	14,4

Le taux de rendement attendu des fonds correspond au taux d'actualisation des engagements de retraites, conformément à IAS 19 révisée, en fonction de la durée calculée.

### 15.3.3 Décomposition des provisions pour avantages au personnel

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Avantages postérieurs à l'emploi	43,0	28,3
Primes médailles du travail	14,8	13,3
<b>TOTAL PROVISIONS AVANTAGES LONG TERME AU PERSONNEL</b>	<b>57,8</b>	<b>41,6</b>

### 15.3.4 Évolution des provisions pour avantages au personnel postérieurs à l'emploi

En millions d'euros	Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds <sup>(a)</sup>	Provision retraite	Couverture frais médicaux des salariés retraités	Total provision avantages postérieurs à l'emploi
<b>31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>227,3</b>	<b>-200,5</b>	<b>26,7</b>	<b>1,6</b>	<b>28,3</b>
Coût des services rendus	-6,8		-6,8	0,0	-6,8
Coût financier	8,3	-7,8	0,6	0,1	0,6
Départs à la retraite	-9,9	8,4	-1,5	-0,1	-1,7
Cotisation	0,0	-2,3	-2,3		-2,3
<b>Impact résultat opérationnel</b>	<b>-8,4</b>	<b>-1,7</b>	<b>-10,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-10,1</b>
<b>Écarts actuariels (Autres éléments du résultat global)</b>	<b>45,3</b>	<b>-21,8</b>	<b>23,5</b>	<b>0,0</b>	<b>23,5</b>
Autres mouvements dont effets de change	3,7	-2,5	1,2	0,0	1,2
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>268,1</b>	<b>-226,6</b>	<b>41,5</b>	<b>1,5</b>	<b>43,0</b>

(a) Fonds et versements programmés.

En millions d'euros	Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds <sup>(a)</sup>	Provision retraite	Couverture frais médicaux des salariés retraités	Total provision avantages postérieurs à l'emploi
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>234,0</b>	<b>-150,0</b>	<b>84,0</b>	<b>2,6</b>	<b>86,6</b>
Coût des services rendus	6,5		6,5	0,0	6,5
Coût financier	7,6	-5,9	1,8	0,1	1,9
Départs à la retraite	-10,8	9,3	-1,5	-0,1	-1,6
Cotisation	0,0	-56,7	-56,7		-56,7
<b>Impact résultat opérationnel</b>	<b>3,4</b>	<b>-53,3</b>	<b>-49,9</b>	<b>0,0</b>	<b>-49,9</b>
<b>Écarts actuariels (Autres éléments du résultat global)</b>	<b>-18,2</b>	<b>9,2</b>	<b>-9,0</b>	<b>-1,2</b>	<b>-10,2</b>
Autres mouvements dont effets de change	8,1	-6,4	1,7	0,1	1,8
<b>31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>227,3</b>	<b>-200,5</b>	<b>26,7</b>	<b>1,6</b>	<b>28,3</b>

(a) Fonds et versements programmés.



Les écarts actuariels 2019 sont essentiellement liés à la baisse des taux d'actualisation.

Au cours de l'exercice 2018, la société bioMérieux Inc. a effectué un versement exceptionnel de 67 millions de dollars US soit 56 millions d'euros au fond de couverture des engagements de retraite américain (cf. note 1.2.1).

### 15.3.5 Charge nette de l'exercice des avantages postérieurs à l'emploi

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Coûts des services	-6,8	6,5
Rendement des fonds	-7,8	-5,9
Coûts financiers sur engagement	8,3	7,6
<b>TOTAL</b>	<b>-6,2</b>	<b>8,3</b>

Au 31 décembre 2019, l'impact des avantages postérieurs à l'emploi représente un produit net de 6,2 millions d'euros compte tenu notamment de l'incidence du gel des droits à la retraite des salariés de bioMérieux Inc. (cf. note 1.2.1).

### 15.3.6 Engagement net par pays

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019			
	USA	France	Autres pays	Total
Valeur actualisée des engagements	198,6	37,9	31,4	267,9
Juste valeur des fonds <sup>(a)</sup>	-187,4	-26,4	-12,7	-226,5
<b>Provision de retraite</b>	<b>11,2</b>	<b>11,5</b>	<b>18,7</b>	<b>41,4</b>
Couverture des frais médicaux des salariés retraités	1,5	0,0		1,5
<b>TOTAL DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI</b>	<b>12,8</b>	<b>11,5</b>	<b>18,7</b>	<b>43,0</b>
Médailles du travail		14,8		14,8
<b>TOTAL PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES LONG TERME</b>	<b>12,8</b>	<b>26,3</b>	<b>18,7</b>	<b>57,8</b>

(a) Fonds ou versement programmé.

### 15.3.7 Informations sur les actifs financiers

#### 15.3.7.1 Allocation des fonds

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019		31/12/2018	
	France	US	France	US
Actions	1,6		1,5	16,6
Obligations	22,4	187,4	21,3	148,3
Autres	2,4		2,0	
<b>TOTAL</b>	<b>26,4</b>	<b>187,4</b>	<b>24,7</b>	<b>164,9 <sup>(a)</sup></b>

(a) Hors versements programmés.

### 15.3.7.2 Rendement réel des fonds

	Rendement 2019	Rendement 2018
France	2,5 %	2,2 %
USA	15,1 %	-2,4 %

### 15.3.8 Autres informations

L'échéancier des paiements futurs des prestations de retraite au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

En %	Paiements futurs de prestations (En % de l'engagement net)
Inférieur à 1 an	4 %
De 1 à 5 ans	33 %
Plus de 5 ans	63 %

Cet échéancier est proche de celui calculé en 2018.

Une partie de ces paiements sera financée par les fonds. Les cotisations versées sont décidées annuellement.

Une hausse de 0,5 point du taux d'actualisation aurait un impact favorable de 7,3 % environ sur le montant des engagements (soit 19,3 millions d'euros).

## 15.4 Autres provisions

### 15.4.1 Provisions pour litiges

Le Groupe est partie à un certain nombre de litiges qui relèvent du cours normal de son activité et dont les plus importants sont résumés ci-après. Sur la base des informations dont il dispose, le Groupe estime que ces litiges n'auront pas une influence significativement défavorable sur la continuité de son exploitation. Les risques identifiés font l'objet de provisions dès lors qu'ils peuvent être évalués avec une précision suffisante. La provision pour litiges couvrant l'ensemble des contentieux dans lesquels le Groupe est impliqué, s'élève à 7,0 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 14,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 (hors litiges fiscaux détaillés en note 15.4.2).

En dehors des litiges fiscaux expliqués ci-dessous, les litiges incluent principalement des contentieux avec des distributeurs suite à la résiliation de leurs contrats de distribution. Le montant des décaissements probables à verser au titre des indemnités réclamées par les distributeurs a été provisionné.

### 15.4.2 Contentieux et risques fiscaux

L'application en 2019 de l'interprétation IFRIC 23 au titre des incertitudes fiscales n'a pas conduit à constater de passif complémentaire. Au 31 décembre 2019, les risques fiscaux s'élèvent à 17,0 millions d'euros.

Conformément à cette interprétation, les passifs liés aux contentieux et risques fiscaux sont enregistrés sur la ligne « Dette d'impôt exigible » (cf. note 17). La norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » est quant à elle appliquée aux intérêts et pénalités relatives à ces litiges et risques. Les intérêts de retard sont enregistrés en charge financière.

#### Contrôles fiscaux en Italie

À l'issue de deux contrôles fiscaux en Italie au titre respectivement des exercices 2004 à 2007 et 2009 à 2010, la société bioMérieux Italie a fait l'objet de notifications de redressement relatives aux prix de

transfert et à la quote-part de frais communs mis à la charge de la filiale italienne.

Le montant total s'élevait à 43 millions d'euros, se décomposant en 23 millions d'euros d'impôts, 15 millions d'euros de pénalités et 5 millions d'euros au titre des intérêts.

Dans le cadre de ce litige, le Groupe a demandé l'ouverture d'une procédure amiable (*Mutual Agreement Procedure*) entre les autorités compétentes en France et en Italie, sur le fondement de la Convention Européenne d'arbitrage du 23 juillet 1990 telle que modifiée par le protocole du 25 mai 1999. Le but de cette procédure est de se prémunir contre le risque de double imposition par les différents États membres en raison de la correction à la hausse des bénéficiaires d'une de ces entreprises dans un État membre (en matière de prix de transfert). Cette neutralisation ne concerne pas les pénalités ni les intérêts de retard.

Au cours de l'exercice 2016, les autorités compétentes française et italienne ont trouvé un accord amiable concernant la période 2004 à 2007. Cet accord qui a été accepté par le Groupe, supprime le redressement de 2004 et limite les bases des redressements ultérieurs. Les intérêts et pénalités de retard correspondants feront l'objet de recours en droit local italien.

Les redressements effectués au titre des exercices 2009 et 2010 sont en cours d'examen par les Autorités compétentes dans le cadre d'une procédure amiable similaire.

En parallèle, les redressements effectués sur les flux commerciaux entre l'Italie et la filiale américaine du Groupe continuent de faire l'objet d'un contentieux de droit local italien. Après une décision défavorable en appel, le Groupe entend utiliser l'ensemble des recours possibles pour faire valoir le bien-fondé de sa position. La durée de cette procédure ne peut pas être estimée à ce stade.

Au 31 décembre 2019, un passif correspondant à sa meilleure estimation des conséquences des procédures restant en cours figure dans les comptes du Groupe.

### 15.4.3 Autres provisions pour risques et charges

#### Manovra Sanità

---

Cette loi, votée en août 2015 en Italie, prévoit que les fournisseurs de santé prennent en charge à hauteur de 40 % le différentiel entre le budget de dépenses de santé de chaque province et les dépenses réelles encourues. À ce jour, aucun décret d'application n'a été voté. Toutefois, conformément à la pratique de place, la provision pour risque déjà enregistrée en 2016 a été mise à jour au 31 décembre 2019.

### 15.5 Actifs et passifs éventuels

#### Tests de diagnostic de la maladie de Lyme

---

Le 14 octobre 2016, bioMérieux, comme d'autres industriels, a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance de Paris en vue d'obtenir réparation d'un préjudice d'anxiété qui serait « généré par l'absence de fiabilité des tests sérodiagnostics » de la maladie de Lyme. À date, la procédure civile, toujours en cours, initiée par 45 demandeurs, en compte 93 suite à la jonction de nouvelles assignations identiques. La date d'audience de plaidoirie n'a pas encore été fixée. bioMérieux s'oppose aux demandes de l'assignation

#### Autres provisions pour risques

---

Elles portent sur divers risques identifiés ainsi que sur les coûts liés à l'arrêt de l'exploitation de certaines gammes.

qu'elle considère infondée, alors que le test sérodiagnostic fabriqué par bioMérieux est conforme à la réglementation applicable, ainsi qu'à l'état des connaissances scientifiques, et aux recommandations issues des sociétés savantes et consensus d'experts, aux niveaux national, européen et international.

À date, il n'est pas possible d'estimer de façon fiable le risque encouru par le Groupe.

## Note 16 Endettement net - trésorerie

### 16.1 Tableau des flux de trésorerie consolidés

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon la recommandation de l'Autorité des normes comptables n° 2013-03 du 7 novembre 2013.

Il distingue :

- les flux liés à l'activité ;
- les flux liés aux activités d'investissement ;
- les flux liés aux opérations de financement.

Les flux liés aux activités d'investissement incluent le montant de la trésorerie nette des sociétés acquises ou cédées à la date de leur entrée ou de leur sortie du périmètre de consolidation, et tiennent compte des dettes sur immobilisations/créances sur cessions d'immobilisations.

La trésorerie nette correspond au net des positions débitrices et créditrices.

Le tableau de flux de trésorerie fait apparaître l'excédent brut d'exploitation avant impôt et dotations aux amortissements. L'EBITDA n'étant pas un agrégat défini par les normes IFRS, et son mode de calcul pouvant différer selon les sociétés, il est précisé que l'excédent brut d'exploitation avant impôt et dotations aux amortissements d'exploitation correspond à la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements d'exploitation.

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>
<b>Méthode additive développée</b>		
• Résultat net	269,7	255,4
• Produits et charges non courants et frais et amortissements du prix d'acquisition de BioFire	17,8	17,4
• Coût de l'endettement financier net	20,6	21,3
• Autres produits et charges financiers	2,5	4,5
• Charge d'impôt	77,8	65,1
• Participations dans les entreprises associées	0,0	-0,2
• Dotation nette aux amortissements d'exploitation - provisions non courantes	189,5	177,0
<b>EBITDA (AVANT PRODUITS ET CHARGES NON RÉCURRENTS)</b>	<b>577,9</b>	<b>540,5</b>
<b>Méthode additive simplifiée</b>		
• Résultat Opérationnel Courant Contributif <sup>(b)</sup>	388,5	363,5
• Amortissements d'exploitation	189,5	177,0
<b>EBITDA (AVANT PRODUITS ET CHARGES NON RÉCURRENTS)</b>	<b>577,9</b>	<b>540,5</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 ainsi que des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

(b) Le résultat opérationnel courant contributif correspond au résultat opérationnel courant hors charge d'amortissement des actifs incorporels de BioFire reconnus dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition.

Le cash flow libre disponible est un indicateur clé pour le Groupe. Il est défini comme le flux de trésorerie provenant de l'exploitation ainsi que le flux de trésorerie provenant de l'investissement hors trésorerie nette provenant des acquisitions et cessions de filiales.

### 16.2 Commentaires sur le tableau de flux de trésorerie

#### Flux liés à l'activité

L'EBITDA a atteint 577,9 millions d'euros à fin décembre 2019, soit 21,6 % des revenus, en hausse de 6,9 % comparé aux 540,5 millions d'euros de l'année 2018. Cette hausse reflète la progression du résultat opérationnel courant contributif et des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation.

Les dotations aux amortissements comprennent les amortissements des contrats de location (cf. note 6.2).

Les décaissements d'impôt ont représenté 81,6 millions d'euros, en hausse par rapport aux 65,8 millions d'euros versés l'année précédente, du fait de la diminution de l'impôt américain en 2018 lié au versement exceptionnel au fonds de retraite ainsi que les

remboursements en 2018 au titre de la réclamation de la taxe sur les dividendes en France.

Au cours de l'exercice 2019, le besoin en fonds de roulement d'exploitation a augmenté de 69,4 millions d'euros en lien avec la croissance soutenue de l'activité du Groupe sur la période. Cette évolution résulte notamment des éléments suivants :

- le niveau de stock a progressé de 71 millions d'euros en 2019, à un rythme plus rapide que l'activité, du fait de l'anticipation de stocks en vue de la saison de la grippe et de la reconstitution de stocks sur certaines matières premières ;
- les crédits clients ont augmenté de 57,3 millions d'euros, reflétant principalement la croissance de l'activité et la légère hausse des délais de recouvrement ;
- les variations liées aux dettes fournisseurs ont augmenté de 32,9 millions d'euros, en ligne avec l'activité ;
- les autres éléments du besoin en fonds de roulement s'améliorent de 26 millions d'euros principalement du fait de l'augmentation des dettes fiscales et sociales, qui incluent la provision au titre des rémunérations variables indexées sur le cours de l'action (*phantom shares*).

En outre, bioMérieux avait enregistré, au premier semestre 2018, un versement exceptionnel au fonds de retraite américain pour 56 millions d'euros, classé en autres variations liées à l'activité.

Au terme de l'exercice 2019, la génération de trésorerie d'exploitation a atteint 407,9 millions d'euros, en hausse de 2 % par rapport aux 399,8 millions d'euros enregistrés sur l'exercice précédent.

### Flux liés aux opérations d'investissement

Comme attendu, les décaissements liés aux investissements ont représenté environ 10,2 % des revenus, soit 272,5 millions d'euros en 2019 contre 226,4 millions d'euros au cours de l'exercice précédent.

Dans ce contexte, le cash-flow libre a atteint 150,1 millions d'euros en 2019 contre 178,8 millions d'euros en 2018, soit une baisse de près de 16,1 %.

### Flux liés aux opérations de financement

Les encaissements liés aux participations minoritaires s'élèvent à 48,4 millions d'euros et reflètent le produit de cession des titres Quanterix.

Les incidences des variations de périmètre pour 72,8 millions d'euros comportent principalement l'acquisition de Invisible Sentinel pour 66,4 millions d'euros.

En juin 2019, la Société a réalisé une prise de participation supplémentaire dans la société Hybiome de 12,52 % pour 23,7 millions d'euros, permettant d'atteindre une détention de 67 % du capital, présenté en variation d'intérêts sans prise ni perte de contrôle.

En outre, la Société a versé un dividende de 41,3 millions d'euros, quasi stable d'une année sur l'autre.

## 16.3 Évolution de la dette

Aucune dette financière n'est constatée ou réestimée à sa juste valeur, à l'exception des dettes liées aux compléments de prix, constatées et réévaluées à chaque clôture à leur juste valeur telle que définie contractuellement (cf. note 27).

Aucune restructuration de dettes n'est intervenue sur les exercices présentés. De même, les dettes en cours au 31 décembre 2018 n'avaient pas fait l'objet de restructurations dans le passé.

Au 31 décembre 2019, après la distribution de 41,3 millions d'euros de dividendes aux actionnaires de bioMérieux SA, l'endettement net du Groupe s'élève à 317,4 millions d'euros principalement constitué de l'emprunt obligataire émis en octobre 2013.

bioMérieux avait alors procédé en octobre 2013 à une émission obligataire auprès d'investisseurs institutionnels pour un montant de 300 millions d'euros sur une durée de 7 ans, remboursable *in fine* pour le même montant. Le coupon annuel des obligations s'élève à 2,875 %.

Cet emprunt figure au bilan au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour un montant de 299,6 millions d'euros, correspondant au prix d'émission net des frais et des primes d'émission. La charge d'intérêt a été calculée en appliquant le taux d'intérêt effectif intégrant la prime et les frais d'émission.

bioMérieux SA bénéficie également au 31 décembre 2019 d'un prêt syndiqué non tiré d'un montant de 500 millions d'euros mis en place en 2017 et dont la maturité a été portée à janvier 2024 suite à l'exercice de deux options d'extension.

Par ailleurs, afin de satisfaire aux besoins généraux de financement de bioMérieux SA et de ses filiales, la Société dispose d'un programme d'émission de titres négociables à court terme. Ce programme présente les principales caractéristiques suivantes :

Plafond maximum du programme	500 000 000,00 euros
Durée	Inférieure à 1 an
Montant unitaire minimal des émissions	150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission
Devise d'émission	Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission
Agent domiciliateur	CACEIS Corporate Trust
Arrangeur	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
Agents placeurs	Aurel BGC BNP Paribas BRED Banque Populaire Crédit Agricole Corporate and Investment Bank Crédit Mutuel - CIC Natixis Société Générale ING Belgium Succursale France

Le dossier de présentation financière relatif au programme d'émission de titres négociables à court terme peut être consulté sur le site de la Banque de France ([www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)).

## 16.4 Échéancier de la dette financière nette

L'échéancier fait apparaître la dette nette ou trésorerie nette. Cet agrégat non normé correspond à la somme des disponibilités et équivalents de trésorerie de maturité inférieure à trois mois, diminuée de la dette financière confirmée et des concours bancaires courants et autres dettes financières non confirmées.

L'échéancier est présenté par rapport aux montants comptabilisés au bilan.

En millions d'euros	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	Variation	Variation de périmètre	Variation au tableau des flux de trésorerie	Variation de dette de put	Dettes locatives et non actifs <sup>(d)</sup>	Écart de conversion	31/12/2019
Disponibilités	239,9	-1,1	0,2	-0,9	0,0	0,0	2,0	241,0
Placements de trésorerie	48,4	-14,5	0,0	-14,5			0,0	34,0
<b>Disponibilités et équivalents de trésorerie <sup>(b)</sup></b>	<b>288,3</b>	<b>-15,6</b>	<b>0,2</b>	<b>-15,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>275,0</b>
Concours bancaires courants <sup>(c)</sup>	-10,1	7,2	0,0	7,2			-8,1	-11,0
<b>TRÉSORERIE NETTE (A)</b>	<b>278,2</b>	<b>-8,4</b>	<b>0,2</b>	<b>-8,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-6,0</b>	<b>264,0</b>
<b>Dettes financières confirmées (B)</b>	<b>643,9</b>	<b>-69,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-69,2</b>	<b>-15,2</b>	<b>18,7</b>	<b>3,1</b>	<b>581,3</b>
dont part à plus de cinq ans	71,8							64,3
dont part entre 1 an et cinq ans	453,1							89,4
dont part à moins d'un an	119,0							427,6
<b>ENDETTEMENT NET (B) - (A)</b>	<b>365,7</b>	<b>-60,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>-61,1</b>	<b>-15,2</b>	<b>18,7</b>	<b>9,2</b>	<b>317,4</b>

(a) La différence entre les comptes publiés en 2018 (endettement net de 266,9 millions d'euros) et les comptes retraités présentés ci-dessus est principalement liée à l'application rétrospective de la norme IFRS 16 (voir note 2.2). La dette financière liée aux obligations locatives calculées au 31 décembre 2018 s'élèvent à 96,9 millions d'euros. Le tableau de passage de la dette financière nette publiée à la dette financière nette retraitée au 31 décembre 2018 est présenté en note 32.

(b) Cf. note 12.2.

(c) Les concours bancaires courants respectent les principes de la norme IAS 7, c'est-à-dire qu'ils sont remboursables à vue.

(d) Les autres variations en dettes locatives et non actifs sont liées aux nouveaux contrats de location non présentés en flux de financement conformément à la norme.

Au 31 décembre 2019, les dettes financières à plus de cinq ans sont principalement constituées de l'endettement relatif aux obligations locatives (voir note 16.4 ci-après).

Les dettes financières entre un an et cinq ans incluent le *put* sur minoritaires Hybiome pour 26,9 millions d'euros et l'endettement relatif aux obligations locatives (voir note 16.4 ci-après).

La part à moins d'un an des dettes financières comprend principalement :

- l'emprunt obligataire contracté en vue de l'acquisition BioFire pour 299,6 millions d'euros (net des frais et primes d'émission selon la méthode du coût amorti) ;
- les titres négociables à court terme pour 50 millions d'euros ;

- l'emprunt contracté par Shanghai correspondant à un crédit *revolving* pour 38,4 millions d'euros ;
- la part à moins d'un an de l'endettement relatif aux obligations locatives (voir note 16.4 ci-après).

En juin 2019, une prise de participation supplémentaire a été réalisée dans la société Hybiome (voir note 1.1.2) qui a conduit à réduire la dette relative à l'option de *put* sur minoritaires de 15,2 millions d'euros.

Les échéanciers de règlement des emprunts en cours à la clôture sont respectés.

Aucun emprunt, dont la mise en place serait effective sur 2020, n'a été signé avant le 31 décembre 2019.

## 16.5 Incidence des passifs liés aux contrats de location dans les emprunts et dettes financières

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
<b>Dettes liées aux contrats de location</b>	<b>128,5</b>	<b>134,6</b>	<b>130,7</b>
<i>dont contrats de location avec option d'achat</i>	34,1	37,7	41,7
<b>Part à plus de cinq ans</b>	<b>61,1</b>	<b>66,2</b>	<b>60,1</b>
<i>dont contrats de location avec option d'achat</i>	15,0	18,7	22,6
<b>Entre 1 à 5 ans</b>	<b>45,4</b>	<b>46,0</b>	<b>48,4</b>
<i>dont contrats de location avec option d'achat</i>	15,3	15,5	15,2
<b>À moins d'un an</b>	<b>23,9</b>	<b>22,4</b>	<b>22,2</b>
<i>dont contrats de location avec option d'achat</i>	3,8	3,5	3,9

Seules les diminutions d'emprunts sont présentées dans le tableau de flux de trésorerie.

Le montant des intérêts financiers enregistrés au titre des contrats de location selon IFRS 16 s'élève à 3,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2018.

## 16.6 Exigibilité anticipée des dettes financières

En cas de changement de contrôle effectif de la Société telle que définie dans la note d'émission, le détenteur d'obligations a la possibilité d'exiger le remboursement de son investissement.

Le prêt syndiqué est assujéti à l'unique ratio : « endettement net/résultat opérationnel courant avant amortissements et dotation », calculé hors incidence de l'application de la norme IFRS 16, qui a été modifié par l'avenant de janvier 2017, ne devant pas excéder 3,5. Ce ratio est respecté fin 2019.

Par ailleurs, en janvier 2017, bioMérieux SA a renégocié ce prêt syndiqué afin de porter son montant à 500 millions d'euros *in fine* en 2024.

Les autres dettes financières à terme au 31 décembre 2019 sont essentiellement constituées de billets de trésorerie, de financements locaux court-terme, des plans d'actions livrables en trésorerie et de la dette financière relative aux contrats de location de biens immobilisés. Aucun de ces emprunts n'est soumis au respect de ratios financiers.

## 16.7 Taux d'intérêt

La dette du Groupe, avant mise en place des couvertures, est à taux fixe pour 68 % (394,1 millions d'euros) et le reste à taux variable (187,2 millions d'euros).

La dette à taux fixe est composée :

- des dettes sur obligations locatives (94,5 millions d'euros) à un taux qui correspond pour l'essentiel à des taux d'emprunt marginal (cf. note 6.3.1) ;
- et de l'émission obligataire (échéance 2020) à un taux de 2,875 % pour 299,6 millions d'euros. La moitié de l'emprunt obligataire a été variabilisée dès l'origine par un *swap* de taux d'intérêt plafonné à 1,20 % et avec un plancher à 0,30 %. En avril 2017, en raison de l'échéance prochaine du plafond et du plancher, un nouveau contrat de *swap* avait été souscrit afin de fixer cette variabilisation au taux de 0,094 % à compter du 18 juillet 2018.

La partie à taux variable de la dette est essentiellement basée sur le taux de la devise plus une marge.

## 16.8 Décomposition de l'endettement net (trésorerie nette) par devise

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018 publié	Retraitement IFRS 16	Retraitement Hybiome	31/12/2018 retraité
Euros	268,5	271,5	21,6		293,1
Yuans chinois	42,0	74,3	0,9	1,8	77,0
Roupie Indienne	11,1	4,5	1,7		6,2
Réals brésiliens	5,1	3,9	0,4		4,4
Rands Sud Africains	5,0	-1,8	0,5		-1,3
Won Sud Coréen	4,9	0,1	0,2		0,3
Yens japonais	5,9	3,4	1,6		5,0
Livres anglaises	3,7	-13,2	1,4		-11,8
Pesos mexicains	0,7	-1,2	0,3		-0,9
Dollars canadiens	1,6	-4,0	3,3		-0,7
Dollars de Hong Kong	-0,9	-10,1	1,8		-8,3
Zloty polonais	-0,7	-2,7	0,9		-1,8
Baht thaïlandais	-1,3	-0,5	0,0		-0,5
Couronnes tchèques	-1,4	-1,1	0,2		-0,9
Couronnes danoises	-1,6	-1,8	0,1		-1,7
Lire turque	-1,5	-1,4	0,6		-0,8
Roubles russes	-2,4	-0,6	0,2		-0,4
Francs suisses	-4,3	-2,0	0,4		-1,5
Couronnes suédoises	-4,4	-3,8	0,4		-3,4
Dollars australiens	-16,6	-13,4	3,0		-10,4
Dollars US	6,9	-30,4	54,2		23,8
Autres devises	-3,0	-2,9	3,1		0,3
<b>TOTAL</b>	<b>317,4</b>	<b>266,9</b>	<b>96,9</b>	<b>1,8</b>	<b>365,7</b>

## 16.9 Garantie des emprunts

Aucune sûreté réelle sur des éléments d'actif n'a été accordée à un organisme bancaire.

Pour les filiales ayant recours à des financements externes, bioMérieux SA peut être amenée à émettre une garantie à première demande au bénéfice des établissements bancaires octroyant ces facilités.

Les contrats de couverture sont présentés en note 27.



## Note 17 Fournisseurs et autres dettes

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>211,9</b>	<b>179,7</b>	<b>176,9</b>
Avances et acomptes	9,6	6,3	5,7
Dettes fiscales et sociales	283,3	262,4	259,6
Produits constatés d'avance	64,4	54,7	54,7
Autres dettes	23,8	28,8	25,3
<b>Autres dettes d'exploitation</b>	<b>381,1</b>	<b>352,2</b>	<b>345,1</b>
<b>Dettes d'impôt exigible <sup>(b)</sup></b>	<b>32,3</b>	<b>33,5</b>	<b>33,5</b>
Dettes sur immobilisations	35,8	26,0	25,0
Autres	23,6	30,8	30,8
<b>DETTES HORS EXPLOITATION</b>	<b>59,3</b>	<b>56,9</b>	<b>55,8</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32) ainsi que les modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

(b) Les dettes d'impôt exigibles incluent l'évaluation des risques fiscaux selon IFRIC 23. L'application en 2019 n'a pas conduit à constater de passifs complémentaires. Conformément à cette interprétation, les passifs liés aux contentieux et risques fiscaux (hors pénalités et intérêts de retard) sont enregistrés en Dette d'impôt exigible, comme précédemment (cf. note 15.4.3).

Le détail des autres passifs liés aux contrats clients est présenté en note 10.

Les dates d'échéance des dettes d'exploitation et hors exploitation sont généralement inférieures à un an, à l'exception de certains produits constatés d'avance. Les autres dettes hors exploitation correspondent principalement à la juste valeur des instruments dérivés passifs (19,1 millions d'euros en 2019, contre 27,0 millions d'euros en 2018, cf. note 27.2).

## Note 18 Paiements fondés sur des actions

### 18.1 Transactions rémunérées par des paiements en actions et assimilés

Les transactions rémunérées en actions concernent les plans d'attribution d'actions gratuites de bioMérieux SA décidés par les Assemblées générales mixtes du 30 mai 2012, du 29 mai 2013, du

28 mai 2014, du 28 mai 2015, du 26 mai 2016, du 30 mai 2017, du 17 mai 2018 et du 23 mai 2019.

La synthèse de la description des plans est présentée ci-après.

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », la juste valeur des avantages accordés dans ce cadre est constatée en charges sur la période d'acquisition des droits, par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La charge est basée sur la valeur des actions ou des options à leur date d'attribution, date à laquelle les bénéficiaires sont désignés par l'organe de direction. À chaque arrêté, jusqu'à la fin de la période d'acquisition, la probabilité d'acquisition des droits est appréciée pour tenir compte du respect des conditions de présence et de performance. Les variations éventuelles sont enregistrées en résultat. À la fin de la période d'acquisition des droits, le montant de la charge cumulée est ajustée sur le montant effectivement acquis, et maintenue dans un compte de réserves spécifiques. Ce compte de réserve spécifique est soldé en cas d'exercice ou de caducité des droits.

Lorsque le plan de paiement en actions se dénoue en trésorerie, la juste valeur du plan est mise à jour à chaque clôture pendant la période d'acquisition des droits. La contrepartie de la charge constatée sur la période d'acquisition des droits est enregistrée en dettes.

En application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », l'économie d'impôt correspondante constatée dans les comptes sociaux est rattachée dans les comptes consolidés à l'exercice au cours duquel la charge liée aux attributions d'actions est constatée.

## 18.2 Plans d'attribution d'actions gratuites

Nombre d'actions	Date d'ouverture des plans				2019
	2015	2016	2017	2018	
Attributions initiales	53 100	402 300	40 116	169 685	266 189
Attributions annulées	6 600	25 200	1 431	4 275	27 759
Actions remises sur l'exercice 2019	46 500	376 200	0	0	0
Actions restant à remettre au 31 décembre 2019	0	900	38 685	165 410	238 430

Le nombre d'actions pour les plans antérieurs à 2017 a été multiplié par trois suite à la division du nominal décidé par l'Assemblée générale mixte de juin 2017.

Au cours des exercices 2012 à 2019, le Conseil d'administration a procédé à l'attribution d'actions existantes au profit de certains membres du personnel salarié et mandataires sociaux.

Ces plans prévoient que les actions ne seront attribuées définitivement qu'à l'issue d'une période d'acquisition des droits allant de trois à quatre ans. Les conditions d'acquisition des droits sont liées à des conditions de présence, et pour certains plans, l'acquisition définitive des actions de performance est subordonnée à l'atteinte d'objectifs basés sur les revenus et le résultat opérationnel ou à l'atteinte d'objectifs spécifiques. La période de conservation n'est plus obligatoire dès lors que la période d'acquisition est de 2 ans au moins. Pour les bénéficiaires résidant fiscalement à l'étranger, la période de conservation peut être supprimée sous condition que la période d'acquisition soit de 4 ans.

En 2019, une charge nette de 10,5 millions d'euros a été constatée en frais de personnel au titre des rémunérations en actions y compris les charges liées aux cotisations patronales (contre une charge nette de 6,6 millions d'euros en 2018).

Au 31 décembre 2019 :

- pour 407 266 actions gratuites, la Société a considéré que les conditions de performances seraient atteintes ;
- pour 36 159 actions gratuites, la Société a considéré que les conditions de performance ne seraient pas atteintes.

Compte tenu des 37 419 actions détenues au 31 décembre 2019 en couverture des attributions ci-dessus, la Société devrait racheter au maximum 406 006 actions supplémentaires pour un montant de 32,2 millions d'euros sur la base du cours au 31 décembre 2019.

La juste-valeur des actions correspond au cours de Bourse à la date d'attribution des plans.

## 18.3 Paiements fondés sur des actions livrables en trésorerie

Le Groupe a mis en place en 2015, 2016 et 2017 des plans de rémunération variable aux États-Unis indexés sur le cours de l'action de bioMérieux (*phantom shares*). Ces primes sont assimilables à des plans d'attribution d'actions gratuites livrables en trésorerie. En raison de la hausse du cours de l'action, l'impact dans les comptes du Groupe au titre de ces plans est une charge de 35,6 millions d'euros sur l'exercice 2019 contre un produit de 7,2 millions d'euros en 2018. La dette relative à ces plans au 31 décembre 2019 s'élève à 39,2 millions d'euros, contre 27,0 millions d'euros au 31 décembre 2018.

## 18.4 Plan d'options de souscription d'actions

### Description du plan d'options de souscription d'actions MyShare

En 2019, les salariés du Groupe éligibles ont pu participer à une offre réservée au sein d'un plan d'actionnariat salarié, dénommé *MyShare*. L'offre a été mise en œuvre sous la forme d'une cession d'actions propres. Le Groupe a proposé aux salariés d'acquérir des actions avec décote et abondement directement ou par l'intermédiaire d'un FCPE. Les sommes investies sont bloquées pendant 4 ans ou 5 ans sauf cas de déblocage anticipé prévu par la loi et peuvent présenter un risque de perte en capital. Les principales caractéristiques du plan sont :

- décote de 30 % sur le prix de référence de l'action qui correspond à la moyenne des cours d'ouverture de l'action bioMérieux constatés lors des vingt (20) jours de Bourse précédant le 30 octobre 2019 ;
- abondement de bioMérieux de 100 % du montant des souscriptions jusqu'à mille euros par salarié ;
- en contrepartie, les fonds sont bloqués sur une durée de 5 ans pour les salariés français et 4 ans pour les salariés internationaux.

### Impacts comptables

Le prix de souscription du plan *MyShare* est défini par la moyenne des cours d'ouverture de l'action bioMérieux constatés lors des vingt (20) jours de Bourse précédant le 30 octobre 2019. Le prix de référence, fixé à 74,60 euros, est diminué de 30 % soit 52,22 euros.

La charge comptable du plan correspond à la différence entre la juste valeur de l'action souscrite et le prix de souscription. La juste valeur tient compte de la condition d'incessibilité des titres, soit 4 ans pour les salariés internationaux et 5 ans pour les salariés français.

La charge comptabilisée au titre du plan correspond à la différence entre la juste valeur de l'action souscrite et le prix de souscription.

La charge comptabilisée de 8,1 millions d'euros au titre du plan correspond au coût de l'abondement bioMérieux pour 4,2 millions d'euros et à une charge évaluée à 3,9 millions d'euros, correspondant à la différence entre la valeur d'une action incessible et le prix de souscription. La valeur d'une action incessible est calculée en tenant compte des hypothèses suivantes : taux d'intérêts sans risques : 0,2 %, taux de refinancement pour un salarié : 3,9 %, et taux d'emprunt de l'action : 0,4 %.

Les cotisations patronales liées à *MyShare* s'établissent à 0,9 million d'euros (cf. note 1.2.2).

## Note 19 Autres produits et charges de l'activité

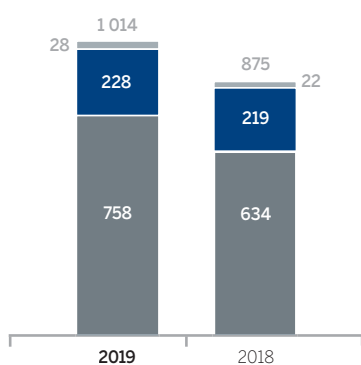
En millions d'euros	2019	2018
Redevances nettes reçues	3,4	4,0
Crédits d'impôt recherche	28,9	24,0
Subventions de recherche	1,8	1,4
Autres	11,8	1,8
<b>TOTAL</b>	<b>45,9</b>	<b>31,2</b>

Les autres produits liés aux contrats clients correspondent essentiellement aux redevances perçues.

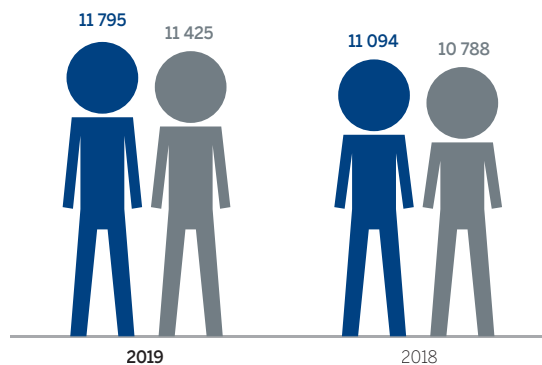
Les autres produits incluent principalement des loyers aux États-Unis pour 5,3 millions d'euros et des produits de cession d'actifs en Australie pour 2,0 millions d'euros.

En application d'IAS 20, bioMérieux présente le crédit d'impôt recherche comme une subvention inscrite au sein des « autres produits de l'activité ».

## Note 20 Frais de personnel



■ Intéressement & participation  
■ Charges sociales + retraites  
■ Salaires



■ Effectif moyen  
■ Effectif à la clôture

Les salaires prennent en compte la quote-part de la juste valeur des rémunérations fondées sur les actions (cf. note 18).

Les charges sociales prennent en compte les cotisations à des plans de retraite à cotisations définies (5,4 millions d'euros).

La prise en compte du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi dans le calcul des charges sociales en 2019 n'a pas eu d'impact, car il était constaté en moins des charges sociales en 2018 (cf. note 3.2).

L'intéressement concerne uniquement bioMérieux SA.

## Note 21 Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Amortissements des immobilisations	207,6	196,5	175,4
Provisions	-6,8	-48,2	-48,2
Dépréciation des actifs courants	10,3	2,7	2,7
Dépréciation des immobilisations financières	-0,1	-0,5	-0,5
<b>TOTAL</b>	<b>211,0</b>	<b>150,5</b>	<b>129,4</b>

(a) Les données 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'incidence d'IFRS 16.

Les dotations aux amortissements se composent de 189,6 millions d'euros de dotations incluses dans le résultat opérationnel courant contributif, et de 17,9 millions d'euros constatés au titre de l'amortissement de la juste valeur des actifs reconnus dans le cadre de l'acquisition de BioFire.

Les reprises nettes de provisions au 31 décembre 2018 portaient principalement sur l'engagement de retraite américain et faisait suite au versement exceptionnel de 67 millions de dollars US, soit 59 millions d'euros, au fond de couverture des engagements (cf. note 1.3).

## Note 22 Charge financière nette

### 22.1 Principes comptables

Les charges et produits financiers sont présentés sur deux lignes distinctes :

- le **Coût de l'endettement financier net** inclut d'une part les intérêts, les commissions et les écarts de change sur la dette financière, et d'autre part les produits liés aux actifs constatés en disponibilités et équivalents de trésorerie ;
- les **Autres produits et charges financiers** comprennent notamment les produits financiers des créances d'instruments vendus en location-financement, l'impact des cessions et des dépréciations des titres non consolidés, les intérêts de retard facturés aux clients, les charges et produits d'actualisation, et la partie non efficace des couvertures de change sur transactions commerciales.

### 22.2 Coût de l'endettement financier net

En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018 retraité <sup>(a)</sup>	31/12/2018 publié
Frais financiers	-19,4	-16,9	-16,9
Instruments dérivés de couverture de taux d'intérêts <sup>(b)</sup>	2,0	-2,7	-2,7
Écarts de change	-0,5	1,1	1,1
Intérêts sur dette de location (IFRS 16)	-2,7	-2,8	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>-20,6</b>	<b>-21,3</b>	<b>-18,5</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

(b) Correspond à la variation de la juste valeur des instruments de couverture de taux pris dans le cadre de l'acquisition de BioFire.

Le coût de l'endettement financier comprend principalement les intérêts au titre de l'emprunt obligataire et les intérêts sur les dettes de location (IFRS 16).

## 22.3 Autres produits et charges financiers

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Produits sur créances de location financement	1,2	1,2
Instruments dérivés de couverture de taux de change	-4,4	-6,6
Autres	0,6	1,0
<b>TOTAL</b>	<b>-2,5</b>	<b>-4,5</b>

Les instruments dérivés de couverture de taux de change correspondent principalement à la part non efficace sur opérations commerciales.

## 22.4 Écarts de change

Les écarts de change comptables résultent des différences entre le cours de comptabilisation et le cours de règlement (ou de clôture si le règlement n'est pas encore intervenu). Ils ne reflètent qu'une partie de l'incidence des variations monétaires.

Le cours de comptabilisation est le cours du jour de l'opération. Le cours de règlement est, soit le cours du jour de règlement, soit le cours

de couverture (hors valeur temps) si l'opération a préalablement fait l'objet d'une couverture de change.

Les écarts de change comptables relatifs aux opérations commerciales sont comptabilisés dans les rubriques correspondantes du compte de résultat. Les écarts de change ont affecté le compte de résultat de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Ventes	-0,7	0,4
Achats	-7,1	-8,8
Financier	-0,5	1,1
<b>TOTAL</b>	<b>-8,4</b>	<b>-7,3</b>

## Note 23 Amortissements des actifs liés à l'acquisition de BioFire

Afin d'améliorer la lecture du résultat opérationnel, compte tenu de la taille de la transaction, les frais relatifs à l'acquisition des deux sociétés BioFire Diagnostics et BioFire Defense, intégrées pour la première fois aux comptes consolidés du 30 juin 2014, ont été présentés sur une ligne séparée du résultat opérationnel courant.

Cette ligne comprend désormais les amortissements des actifs acquis valorisés dans le cadre de l'allocation du prix d'achat (technologies) pour 17,9 millions d'euros à fin décembre 2019.

Sur l'exercice 2018, le montant des amortissements des actifs acquis s'élevait à 17,5 millions d'euros.

## Note 24 Autres produits et charges opérationnels non courants

### 24.1 Principes comptables

Les autres produits et charges opérationnels non courants incluent les éléments « significatifs, inhabituels et non récurrents », présentés distinctement pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Ils comprennent notamment, lorsqu'ils sont significatifs, les produits nets de cessions d'actifs immobilisés (hors instruments), les coûts de restructuration et les dépréciations liées à des pertes de valeur (cf. note 5).

Les coûts de restructuration (comprenant notamment les indemnités de licenciement) correspondent aux charges constituées au moment de l'annonce officielle des fermetures de site ou des réductions d'activité engagées dans le cadre des activités ordinaires du Groupe, ainsi que des ajustements postérieurs pour tenir compte des coûts effectivement engagés.

### 24.2 Évolution

Les autres produits et charges opérationnels non courants sont non significatifs en 2019 et en 2018.

## Note 25 Impôt sur les résultats et impôts différés

### 25.1 Principes comptables

La charge d'impôt correspond au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé.

Les crédits d'impôt (hors crédits d'impôt recherche et crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (cf. note 3.2)), sont présentés en diminution de la charge d'impôt. Il n'y a plus de CICE dans les comptes au 31 décembre 2019 car il a été supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour être remplacé par un système de réduction de charges.

Les impôts différés sont calculés pour toutes les différences temporaires entre les valeurs fiscales et consolidées des actifs et passifs. Ces différences naissent notamment :

- des différences temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal (provisions non déductibles, participation des salariés...);
- des retraitements pratiqués en consolidation (amortissements dérogatoires, provisions, élimination des profits internes inclus dans les stocks et les immobilisations...);
- des retenues à la source anticipées au titre des distributions de dividendes prévues sur l'exercice suivant ;
- de la détermination de la juste valeur des actifs et passifs des sociétés acquises.

Les variations d'impôts différés sont constatés en résultat, ou en autres éléments du résultat global, en fonction de la comptabilisation du retraitement sous-jacent.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable en tenant compte des dates probables de reversement. Ils sont constatés au taux voté (ou quasi voté) pour leur valeur nominale sans actualisation.

Les actifs d'impôts différés provenant des différences temporaires ne sont constatés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Cette règle est en pratique appréciée, notamment dans le cas de déficits fiscaux reportables, par rapport aux prévisions disponibles arrêtées par la Direction retenues sur les deux années suivantes au plus. Le calcul effectué tient compte des nouvelles dispositions fiscales applicables en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables (plafonnement des utilisations...).

### 25.2 Analyse de la charge d'impôt

En millions d'euros	2019		2018 retraité <sup>(a)</sup>	
	Impôt	Taux	Impôt	Taux
<b>Impôt théorique au taux de droit commun français</b>	<b>119,4</b>	<b>34,4 %</b>	<b>110,2</b>	<b>34,4 %</b>
• Incidence des produits taxés à taux réduits et des taux d'imposition étrangers	-23,5	-6,9 %	-34,5	-10,8 %
• Incidence des différences permanentes	-8,7	-2,5 %	-2,4	-0,7 %
• Impôts de distribution et taxe sur les dividendes versés	0,4	0,1 %	0,7	0,2 %
• Actifs d'impôt non constatés sur pertes reportées	1,4	0,4 %	2,0	0,6 %
• Incidence des crédits d'impôts (CIR et CICE) présentés en résultat opérationnel	-8,8	-2,5 %	-9,0	-2,8 %
• Crédits d'impôt (autres que crédits d'impôt recherche)	-2,3	-0,7 %	-1,9	-0,6 %
<b>CHARGE EFFECTIVE D'IMPÔT</b>	<b>77,8</b>	<b>22,4 %</b>	<b>65,1</b>	<b>20,3 %</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16. Voir note 32.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %. La loi sur le financement de la sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition, majorant le taux légal d'imposition de 1,1 %.

Au 31 décembre 2019, le taux effectif d'impôt (TEI) du Groupe atteint 22,4 %, à comparer à 20,3 % au terme de l'exercice 2018.

Pour rappel, le TEI en 2018 avait bénéficié de l'effet positif de la contribution exceptionnelle au fonds de retraite aux États-Unis ainsi que de la résolution favorable d'un contentieux fiscal en Suède, ce qui avait significativement impacté le TEI à la baisse.

En 2019, le Groupe a bénéficié de l'impact positif des régulations relatives à la Réforme fiscale américaine publiées en mars 2019

(7,0 millions d'euros dont 3,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2018). Le TEI a également bénéficié en 2019 de l'impact positif lié à la prise en compte d'une décote d'incessibilité sur le plan d'actionnariat salarié pour 1,8 millions d'euros (cf. note 1.2.2).

Hormis ces effets non récurrents, le taux effectif d'impôt du Groupe se serait élevé à 24,1 %.

Le taux d'impôt différé a été maintenu à 32,02 % pour les reversements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et à 25,83 % pour les reversements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour tenir compte des dispositions de la loi de finance 2020.

La charge d'impôt se répartit ainsi :

En millions d'euros	2019	2018 retraité <sup>(a)</sup>	2018 publié
Impôt courant	82,7	68,6	68,6
Impôt différé	-4,9	-3,5	-3,4
<b>TOTAL</b>	<b>77,8</b>	<b>65,1</b>	<b>65,2</b>

(a) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16. Voir note 32.

## 25.3 Évolution des impôts différés

En millions d'euros	Impôt différé actif	Impôt différé passif
<b>31 DÉCEMBRE 2017 PUBLIÉ</b>	<b>51,6</b>	<b>103,8</b>
Retraitements ouverture	1,1	0,5
<b>31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉ<sup>(a)</sup></b>	<b>52,7</b>	<b>104,3</b>
Écarts de conversion	1,8	3,8
Variations de périmètre	16,2	22,8
Variations par le résultat	7,8	4,5
Autres éléments du résultat global	-0,8	1,5
Autres mouvements	-2,4	-0,4
<b>31 DÉCEMBRE 2018 PUBLIÉ</b>	<b>74,3</b>	<b>136,0</b>
Retraitements ouverture	4,2	-1,8
<b>31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ<sup>(a)</sup></b>	<b>78,5</b>	<b>134,2</b>
Écarts de conversion	0,9	1,8
Variations de périmètre	6,2	4,4
Variations par le résultat	9,5	4,6
Autres éléments du résultat global	1,4	-4,1
Variation JV sur instruments financiers	-0,3	
IAS 19R	1,7	-4,1
Autres mouvements	2,5	0,3
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>99,0</b>	<b>141,2</b>

(a) Les données 2017 ont été retraitées pour tenir compte de l'incidence d'IFRS 16 et celles de 2018 pour tenir compte de l'incidence d'IFRS 16 et des intégrations d'Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

Les actifs d'impôts différés sont principalement localisés aux États-Unis, où ils résultent :

- de l'activation de pertes reportables et d'avantages fiscaux constatés dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition d'Astute Medical Inc. et d'Invisible Sentinel Inc. ;
- de différences temporaires d'imposition dues notamment à la non-déductibilité de certaines provisions et à l'élimination des marges en stocks ;
- les impôts différés relatifs aux écritures des autres éléments du résultat global correspondent aux écritures de juste valeur des instruments financiers (- 0,3 million d'euros en 2019), aux impôts différés rattachés aux écarts actuariels relatifs aux engagements de retraite (5,8 millions d'euros en 2019).

En 2019, de nouveaux impôts différés actifs ont été comptabilisés pour 6,2 millions d'euros au titre de déficits reportables et crédits d'impôt reconnus dans le cadre de l'acquisition d'Invisible Sentinel Inc.

Au 31 décembre 2019, les différences temporelles déductibles et issues de déficits fiscaux qui n'ont pas donné lieu à la reconnaissance

d'impôts différés actifs s'élèvent à 24,4 millions d'euros (dont 22,6 millions d'euros au titre des déficits reportables non reconnus), représentant une économie potentielle d'impôt de 7,2 millions d'euros (dont 6,8 millions d'euros au titre des déficits reportables non reconnus).

Au 31 décembre 2018, les différences temporelles déductibles et issues de déficits fiscaux qui n'ont pas donné lieu à la reconnaissance d'impôts différés actifs s'élevaient à 19,2 millions d'euros (dont 17,6 millions d'euros au titre des déficits reportables non reconnus), représentant une économie potentielle d'impôt de 6,0 millions d'euros (dont 5,5 millions d'euros au titre des déficits reportables non reconnus).

Les passifs d'impôts différés proviennent principalement de BioFire (54,2 millions d'euros), de bioMérieux SA (25,5 millions d'euros), et d'Hybiome (10,4 millions d'euros), correspondant essentiellement à la comptabilisation à la juste valeur des actifs immobilisés. De nouveaux passifs d'impôts différés ont été constatés sur la dernière acquisition du Groupe (4,4 millions d'euros relatifs à Invisible Sentinel Inc.).

## Note 26 Honoraires des Commissaires aux comptes

En milliers d'euros	31/12/2019				31/12/2018									
	Ernst & Young	Grant Thornton	Autres	Total	Ernst & Young	Grant Thornton	Autres	Total						
<b>Certification des comptes</b>	<b>1 167</b>	<b>91 %</b>	<b>580</b>	<b>100 %</b>	<b>211</b>	<b>100 %</b>	<b>1 958</b>	<b>1 064</b>	<b>91 %</b>	<b>586</b>	<b>97 %</b>	<b>36</b>	<b>100 %</b>	<b>1 685</b>
• bioMérieux SA	169	13 %	156	27 %	0 %	325	158	13 %	153	25 %	0 %	311		
• filiales intégrées globalement	998	78 %	424	73 %	211	100 %	1 633	906	78 %	433	72 %	36	100 %	1 374
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>119</b>	<b>9 %</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>119</b>	<b>105</b>	<b>9 %</b>	<b>19</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>124</b>		
<b>Audit</b>	<b>1 286</b>	<b>100 %</b>	<b>580</b>	<b>100 %</b>	<b>211</b>	<b>100 %</b>	<b>2 077</b>	<b>1 168</b>	<b>100 %</b>	<b>605</b>	<b>100 %</b>	<b>36</b>	<b>100 %</b>	<b>1 809</b>
Juridique, fiscal, social	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	
Autres	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	
<b>Autres prestations</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 286</b>	<b>100 %</b>	<b>580</b>	<b>100 %</b>	<b>211</b>	<b>100 %</b>	<b>2 077</b>	<b>1 168</b>	<b>100 %</b>	<b>605</b>	<b>100 %</b>	<b>36</b>	<b>100 %</b>	<b>1 809</b>

## Note 27 Instruments financiers : actifs et passifs financiers

### 27.1 Comptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers concernent les actifs financiers, les passifs financiers, et les instruments dérivés (swaps, opérations à terme...).

Les instruments financiers apparaissent dans plusieurs rubriques du bilan : actifs financiers non courants, autres actifs non courants, clients, autres créances et autres dettes (ex : variation de juste valeur des dérivés), dettes financières courantes et non courantes, fournisseurs, disponibilités et équivalents de trésorerie.

- Actifs financiers :

La norme IFRS 9 ventile les actifs financiers en 3 catégories. Ces catégories sont décrites dans la note 7 « Actifs financiers non courants ».

Les actifs financiers courants (hors actifs liés aux dérivés) sont uniquement des actifs évalués au coût amorti.

- Passifs financiers :

Les dettes financières sont constatées au coût amorti, à l'exception des dettes sur compléments de prix, réévaluées à chaque clôture à leur juste valeur telle que définies contractuellement.

Les autres passifs financiers intégrés dans les autres rubriques du passif courant et non courant concernent essentiellement les dettes fournisseurs, et sont constatés au coût amorti, qui en pratique correspond au coût.

Pour information les seuls passifs comportant une composante financement significative sont les engagements de fin de carrière, et des passifs liés aux indemnités de départ en Italie.

- Reclassements d'actifs et de passifs financiers :

Il n'a pas été effectué de reclassements d'actifs et de passifs financiers sur les exercices présentés entre les différentes catégories présentées ci-dessus.

- Instruments dérivés :

Le Groupe a mis en place des instruments de couverture du risque de taux et de change répondant à la définition de couverture telle que prévue dans la norme IFRS 9, et en phase avec sa politique générale de gestion des risques (relation de couverture clairement définie et documentée à la date de mise en place de la couverture, efficacité démontrée, instrument de couverture éligible, absence de risques crédit dominant...).

En pratique, les instruments de couverture correspondent principalement à des produits simples couvrant un seul risque (swaps, ventes à terme, options...), dont les principales caractéristiques (taux de référence, échéances de versement des intérêts...) sont adossées aux éléments couverts, à l'exception du *cross-currency swaps*, qui couvre les risques de change et de taux d'intérêts des remboursements du prêt effectué en dollars par bioMérieux SA à bioMérieux Inc. pour le financement de l'acquisition de la société BioFire.

Les instruments de couverture sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur. Ils sont évalués à chaque clôture à leur juste valeur, comptabilisés au bilan en créances et dettes hors exploitation. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation (IFRS 13). La juste valeur des instruments dérivés de change est déterminée en utilisant des techniques de valorisation communément admises sur les marchés et basées



sur des données de marché observables (taux d'intérêts, cours de change, volatilité implicite observable). La juste valeur correspond généralement à un niveau 2 de juste valeur.

La contrepartie de la juste valeur dépend du dérivé et de la relation de couverture :

- les variations de juste valeur des dérivés non éligibles à la définition d'instruments de couverture sont constatées en résultat. Les variations de juste valeur des dérivés éligibles et intervenant dans une relation de couverture de juste valeur (ex : couverture de créances et dettes en devises) sont constatées en totalité en résultat, de manière symétrique par rapport à l'élément couvert ;
- les variations de juste valeur des dérivés éligibles et intervenant dans une relation de couverture de flux de trésorerie (couverture de transactions commerciales futures en devises, principalement sous forme d'opérations à terme et de *cross-currency swaps*) sont constatées directement en autres éléments du résultat global pour la partie efficace, et en résultat, pour la partie non efficace (principalement valeur temps pour les opérations de change à terme). Les montants constatés en autres éléments du résultat global sont repris en résultat de manière symétrique, lors de la comptabilisation de l'élément couvert.

### Présentation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

Conformément à la norme IFRS 13, les instruments financiers sont présentés en trois niveaux (cf. note 27.2), selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- niveau 1 : juste valeur calculée par référence à des prix cotés non ajustés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques ;
- niveau 2 : juste valeur calculée par référence à des données observables de marché pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (prix cotés de niveau 1 ajustés), soit indirectement à savoir des données dérivées de prix ;
- niveau 3 : juste valeur calculée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (exemple : prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés).

## 27.2 Évolution

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories prévues par la norme IFRS 9 catégories « extra-comptables » (cf. note annexe 27.1), et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs, sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales) :

En millions d'euros	31 décembre 2019						
	Actifs à la juste valeur par résultat (hors dérivés)	Titres non consolidés avec variation de juste valeur par autres éléments du résultat global	Créances, dettes, emprunts au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
<b>Actifs financiers</b>							
Titres non consolidés		31,5			31,5	31,5	1-3
Autres immobilisations financières			10,4		10,4	10,4	-
Autres actifs non courants			16,1		16,1	16,1	
Instruments dérivés - actifs				7,4	7,4	7,4	2
Clients et comptes rattachés			552,1		552,1	552,1	-
Autres créances			6,6		6,6	6,6	-
Disponibilités et placements de trésorerie	275,0				275,0	275,0	1
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>275,0</b>	<b>31,5</b>	<b>585,2</b>	<b>7,4</b>	<b>899,1</b>	<b>899,1</b>	
<b>Passifs financiers</b>							
Emprunt obligataire <sup>(a)</sup>			299,6		299,6	306,2	1
Autres financements			153,7		153,7	153,7	2
Instruments dérivés - passifs				19,1	19,1	19,1	2
Dettes financières courantes			139,0		139,0	139,0	2
Fournisseurs et comptes rattachés			211,9		211,9	211,9	-
Autres passifs courants			69,2		69,2	69,2	-
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>873,4</b>	<b>19,1</b>	<b>892,5</b>	<b>899,1</b>	

(a) La valeur comptable de l'emprunt obligataire s'entend nette des frais et primes d'émission.

Les niveaux 1 à 3 correspondent à la hiérarchie de détermination de la juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13 (cf. note 27.1).

Les actifs et passifs financiers constatés à la juste valeur concernent en pratique essentiellement certains titres, les placements de trésorerie et les instruments dérivés. Dans les autres cas, la juste valeur est indiquée pour information dans le tableau ci-dessus.

Aucun niveau d'évaluation n'est indiqué lorsque la valeur nette comptable est proche de la juste valeur.

bioMérieux traite les instruments financiers dérivés dans le cadre de contrats cadres qui prévoient la compensation en cas de défaut d'une contrepartie. L'effet de la prise en compte de ces accords de

compensation sur la juste valeur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2019 conduit à une exposition nette négative de 11,7 millions d'euros (contre une exposition nette de 17,7 millions d'euros en 2018).

Aucun reclassement entre les différentes catégories n'a été effectué en 2019. Il n'existe aucun actif financier donné en garantie.

Les dépréciations constatées sur les actifs financiers concernent essentiellement les dépréciations sur les créances clients (cf. note 9) et les actifs financiers non courants (cf. note 7).

31 décembre 2018 retraité <sup>(b)</sup>

<i>En millions d'euros</i>	Actifs à la juste valeur par résultat (hors dérivés)	Titres non consolidés avec variation de juste valeur par autres éléments du résultat global	Créances, dettes, emprunts au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
<b>Actifs financiers</b>							
Autres titres non consolidés		58,9			58,9	58,9	1 - 3
Autres immobilisations financières			8,0		8,0	8,0	-
Autres actifs non courants			16,2		16,2	16,2	
Instruments dérivés - actifs				9,3	9,3	9,3	2
Clients et comptes rattachés			491,8		491,8	491,8	-
Autres créances			6,1		6,1	6,1	-
Disponibilités et placements de trésorerie	288,3				288,3	288,3	1
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>288,3</b>	<b>58,9</b>	<b>522,1</b>	<b>9,3</b>	<b>878,6</b>	<b>878,6</b>	
<b>Passifs financiers</b>							
Emprunt obligataire <sup>(a)</sup>			299,1		299,1	313,8	1
Autres financements			225,8		225,8	225,8	2
Instruments dérivés - passifs				27,0	27,0	27,0	2
Dettes financières courantes			129,1		129,1	129,1	2
Fournisseurs et comptes rattachés			179,7		179,7	179,7	-
Autres passifs courants			61,1		61,1	61,1	-
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>894,8</b>	<b>27,0</b>	<b>921,8</b>	<b>936,5</b>	

(a) La valeur comptable de l'emprunt obligataire s'entend nette des frais et primes d'émission.

(b) Les données comparatives liées à 2018 ont été retraitées pour tenir compte de l'application rétrospective complète de la norme IFRS 16 (cf. notes 2 et 32) ainsi que des modifications portant sur la détermination des actifs et passifs acquis de Hybiome et Astute Medical Inc. Le tableau de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités est donné en note 32.

31 décembre 2018 publié

En millions d'euros	Actifs à la juste valeur par résultat (hors dérivés)	Titres non consolidés avec variation de juste valeur par autres éléments du résultat global	Créances, dettes, emprunts au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
<b>Actifs financiers</b>							
Titres non consolidés		58,9			58,9	58,9	1 - 3
Autres immobilisations financières			12,9		12,9	12,9	-
Autres actifs non courants			14,6		14,6	14,6	
Instruments dérivés - actifs				9,3	9,3	9,3	2
Clients et comptes rattachés			446,4		446,4	446,4	-
Autres créances			4,8		4,8	4,8	-
Disponibilités et placements de trésorerie	280,1				280,1	280,1	1
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>280,1</b>	<b>58,9</b>	<b>478,7</b>	<b>9,3</b>	<b>827,0</b>	<b>827,0</b>	
<b>Passifs financiers</b>							
Emprunt obligataire <sup>(a)</sup>			299,1		299,1	318,8	1
Autres financements			147,7		147,7	147,7	2
Instruments dérivés - passifs				27,0	27,0	27,0	2
Dettes financières courantes			100,2		100,2	100,2	2
Fournisseurs et comptes rattachés			176,9		176,9	176,9	-
Autres passifs courants			56,0		56,0	56,0	-
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>779,9</b>	<b>27,0</b>	<b>806,9</b>	<b>826,6</b>	

(a) La valeur comptable de l'emprunt obligataire s'entend nette des frais et primes d'émission.

Au 31 décembre 2019, la variation des instruments financiers de niveau 3 selon IFRS 13 (cf. note 27.1) s'analyse comme suit :

En millions d'euros	Titres non consolidés
<b>31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>44,3</b>
Changement de niveau 3 à 2	-27,7
Gains et pertes enregistrés en résultat	
Gains et pertes enregistrés en autres éléments du résultat global	
Acquisitions	5,5
Cessions	0,0
Variations de périmètre, change et divers	0,1
<b>31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>22,3</b>
Changement de niveau 3 à 2	
Gains et pertes enregistrés en résultat	
Gains et pertes enregistrés en autres éléments du résultat global	-0,4
Acquisitions	5,2
Cessions	
Variations de périmètre, change et divers	
<b>31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>27,1</b>

## Note 28 Gestion des risques

### 28.1 Risque de change

#### 28.1.1 Politique du Groupe

Plus des deux tiers de l'activité du Groupe étant exercée en dehors de la zone Euro, ses revenus, ses résultats et son bilan peuvent être affectés par les fluctuations des taux de change entre l'euro et les autres devises. Les revenus subissent, en particulier, les mouvements du taux de change entre l'euro et le dollar américain (environ 43 % des revenus en 2019) et, de façon plus ponctuelle, d'autres devises.

Toutefois, compte tenu notamment de l'implantation significative du Groupe aux États-Unis, certaines dépenses d'exploitation sont réglées en dollars, venant ainsi éliminer en partie les effets des variations du dollar sur le résultat d'exploitation.

Les devises autres que l'euro et le dollar représentent 31 % des revenus du Groupe. Cependant, les coûts encourus dans ces autres devises étant limités, le résultat d'exploitation du Groupe est largement exposé aux variations de ces monnaies. Cette exposition est répartie sur environ 20 devises, et aucune d'entre elles ne représente plus de 8 % des revenus du Groupe. Cette exposition ne devient donc significative que si plusieurs de ces devises varient contre l'euro dans le même sens, sans phénomène de compensation.

La politique actuelle du Groupe est de chercher à se prémunir contre les incidences des fluctuations de change sur son résultat net par rapport à son budget. En fonction de leur disponibilité et de leur coût, le Groupe peut avoir recours à des instruments de couverture pour limiter les risques liés à la fluctuation des taux de change. Sa pratique actuelle est de mettre en place des couvertures globales en

regroupant des risques analogues. Les couvertures sont mises en place dans la limite des opérations inscrites au budget et n'ont pas de caractère spéculatif.

Les filiales de distribution sont actuellement principalement facturées dans leur devise par les entités de production (sauf impossibilité réglementaire), ce qui permet une centralisation du risque de change transactionnel sur ces dernières.

Dans la mesure du possible, l'endettement financier fait l'objet de couvertures lorsqu'il n'est pas libellé dans la devise du pays concerné, de manière à neutraliser le risque de change comptable correspondant. Toutefois, lorsque ces couvertures sont amenées à être prorogées en cours de prêt, leur débouclage et remise en place simultanée déclenchent la comptabilisation de gains ou pertes de change qui s'annulent en cumulé sur la durée du prêt, mais peuvent entraîner des gains ou pertes de change significatifs sur un exercice donné.

Outre l'impact sur les résultats du Groupe, la variation des taux de change peut entraîner des fluctuations de ses capitaux propres : en effet, du fait de son implantation mondiale, beaucoup de ses actifs et passifs sont comptabilisés en dollars ou dans d'autres devises. À ce jour, le Groupe ne couvre pas ce risque de change patrimonial.

Les opérations de couverture consistent principalement en des ventes ou achats de devises à terme, et en des couvertures optionnelles (avec une échéance inférieure à 12 mois au 31 décembre 2019). Le détail des couvertures est présenté en note 28.1.3.

#### 28.1.2 Exposition des revenus au risque de change

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019		31/12/2018	
<b>Zone Euro</b>	<b>706</b>	<b>26 %</b>	<b>679</b>	<b>28 %</b>
<b>Autres devises</b>				
Dollars <sup>(a)</sup>	1142	43 %	1009	42 %
Renminbi	222	8 %	170	7 %
Roupi Indienne	67	3 %	59	2 %
Livre anglaise	54	2 %	52	2 %
Yen japonais	52	2 %	46	2 %
Dollar canadien	41	2 %	39	2 %
Won coréen	40	2 %	42	2 %
Real brésilien	36	1 %	32	1 %
Dollar australien	32	1 %	33	1 %
Autres devises	282	11 %	261	11 %
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>74 %</b>		<b>72 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 675</b>	<b>100 %</b>	<b>2 421</b>	<b>100 %</b>
<b>Sensibilité</b>	<b>-20</b>		<b>-17</b>	

(a) Dollars des États-Unis et de Hong Kong.

La sensibilité présentée ci-dessus correspond à l'impact sur les revenus d'une appréciation instantanée de 1 % du cours de l'euro par rapport à l'ensemble des devises.

## Éléments de situation nette

Une appréciation instantanée de 10 % du cours de l'euro par rapport à l'ensemble des devises se traduirait par l'impact suivant :

	2019	2018
Résultat net	-41,7	-38,3
Capitaux propres <sup>(a)</sup>	-146,9	-128,1

(a) Conversion au taux de clôture.

## Exposition des créances et des dettes

La position du Groupe au 31 décembre 2019 sur le dollar américain et sur les 4 principales devises exposées est donnée dans le tableau suivant :

En millions de devises	USD	CNY	INR	KRW	MXN
Actifs en devises	48	167	971	11 592	162
Passifs en devises	-24	-4	0	0	0
<b>Position de change avant couverture</b>	<b>24</b>	<b>163</b>	<b>971</b>	<b>11 592</b>	<b>162</b>
Couverture	5	107	0	8 300	52
<b>Position de change après couverture</b>	<b>19</b>	<b>56</b>	<b>971</b>	<b>3 292</b>	<b>110</b>
En millions d'euros					
<b>Position de change après couverture</b>	<b>17</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
<b>SENSIBILITÉ</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,5</b>

La sensibilité présentée ci-dessus correspond à l'impact d'une hausse instantanée de 10 % du cours de change sur la position nette de change au 31 décembre 2019, après prise en compte des couvertures.

## Exposition des dettes financières

La dette du Groupe vis-à-vis des tiers est essentiellement libellée en euros et portée par bioMérieux SA mais, destinée à financer une acquisition aux États-Unis, elle a été convertie en dollars grâce à la souscription d'un *Cross Currency Swap* (cf. note 28.4.1).

La politique du Groupe est de favoriser les financements inter compagnies dans la devise de la filiale ; ces prêts sont généralement couverts par des contrats de *swaps* de change. Lorsqu'il est difficile d'accorder des prêts aux filiales étrangères, le financement se fait avec des banques de premier rang en devises locales.

### 28.1.3 Instruments de couverture

Les couvertures de change en cours au 31 décembre 2019, mises en place dans le cadre de la politique de couverture du risque de change, sont les suivantes :

Couverture de change au 31 décembre 2019 En millions d'euros	Échéances 2019		Valeur de marché 2019 <sup>(a)</sup>
	< 1 an	1 à 5 ans	
<b>Couvertures de transactions commerciales</b>			
• change à terme	67,0	0,0	-0,2
• options	0,4	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>67,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>
<b>Couvertures de transactions commerciales futures</b>			
• change à terme	289,9	0,0	-1,6
• options	5,9	0,0	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>295,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,5</b>

(a) Différence entre le cours de couverture et le cours de marché au 31 décembre 2019.

Les couvertures de change en cours au 31 décembre 2018 étaient les suivantes :

Couverture de change au 31 décembre 2018 <i>En millions d'euros</i>	Échéances 2018		Valeur de marché 2018 <sup>(a)</sup>
	< 1 an	1 à 5 ans	
<b>Couvertures de transactions commerciales</b>			
• change à terme	70,1	0,0	0,1
• options	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>70,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>Couvertures de transactions commerciales futures</b>			
• change à terme	332,7	1,9	-2,8
• options	11,8	0,0	0,2
<b>TOTAL</b>	<b>344,5</b>	<b>1,9</b>	<b>-2,6</b>

(a) Différence entre le cours de couverture et le cours de marché au 31 décembre 2018.

Il n'y a pas de couverture sur les investissements nets à l'étranger en cours au 31 décembre 2019.

Les ventes, achats à terme et options en cours au 31 décembre 2019 ont une échéance inférieure à 12 mois.

Le tableau ci-après présente la synthèse des instruments de couverture détenus par le Groupe, ainsi que leur variation de juste valeur :

<i>En millions d'euros</i>	Nature de la couverture	Montant notionnel de la couverture à la clôture	Juste valeur de l'instrument de couverture à la clôture		Variation de juste valeur de l'instrument de couverture sur l'exercice	
			actif	passif	dont part constatée en résultat	dont part constatée en OCI
<b>COUVERTURE DE JUSTE VALEUR</b>						
<b>Risque de taux d'intérêts EUR</b>						
Dettes en EUR	swaps de taux	300,0	2,2		-2,3	
Dettes en EUR	options de taux					
<b>Risque de change</b>						
créances commerciales en devises	ventes à terme	67,0	0,0	-0,2		
dettes commerciales en devises	achats à terme		0,0			
créances commerciales en devises	options	0,4				
créances financières en devises	ventes à terme	24,0		-0,1		
dettes financières en devises	achats à terme	80,0		-0,4		
<b>COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE</b>						
<b>Risque de taux d'intérêts EUR</b>						
Dettes en EUR	swaps de taux					
<b>Risque de taux d'intérêts USD</b>						
prêt en \$	<i>cross currency swaps</i>	49,2		-10,9	-0,4	-0,8
<b>Risque de change</b>						
ventes commerciales futures en devises	ventes à terme	289,9		-1,6		
achats commerciaux futurs en devise	achats à terme					
ventes commerciales futures en devises	options	5,9	0,1			

Le Groupe ne détient pas d'instruments rentrant dans la catégorie des couvertures d'investissement net.

## 28.2 Risque de crédit

Réalisant des revenus dans plus de 160 pays auprès d'organismes publics d'états et de clients privés, bioMérieux est exposé à un risque de non-paiement des créances.

La gestion du risque de crédit comprend l'examen préalable de la situation financière pour déterminer une limite de crédit, la mise en place ponctuellement de garanties ou assurances, ainsi que le suivi du délai de règlement et les retards de paiements.

La politique du Groupe en terme de dépréciation des créances client est décrite dans la note 9.

Les flux de trésorerie prévisionnels de l'émission obligataire et des couvertures associées relatives au remboursement contractuel en nominal et aux paiements contractuels des intérêts se présentent au 31 décembre 2019 de la façon suivante :

En millions d'euros	À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans
Emprunt obligataire <sup>(a)</sup>	-308,6	0,0	0,0
Cross Currency Swap	-11,6	0,0	0,0
Stratégies optionnelles <sup>(b)</sup>	0,0	0,0	0,0
Swap de Taux <sup>(b)</sup>	2,2	0,0	0,0

(a) Flux contractuels de nominal et d'intérêts.

(b) Suivant la courbe de taux d'intérêts IRS au 31 décembre 2019.

## 28.4 Risque de taux d'intérêt

### 28.4.1 Exposition au risque de taux d'intérêt

Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de taux, visant principalement à gérer le risque de hausse des taux d'intérêt, le Groupe répartit sa dette entre montant à taux fixe et montant à taux variable.

L'émission obligataire à l'origine de 300 millions d'euros à taux fixe se ventile au 31 décembre 2019 en 150 millions d'euros de dette à taux fixe et 150 millions de dette dont la sensibilité au risque de taux est nulle après prise en compte des instruments dérivés.

Par ailleurs, afin de couvrir les risques de change et de taux d'intérêt des remboursements du prêt effectué en dollars par bioMérieux SA à bioMérieux Inc. pour le financement de l'acquisition de la société BioFire, un *Cross Currency Swap* a été souscrit en janvier 2014 portant sur un notionnel de 67 millions de dollars au 31 décembre 2019. L'instrument convertit ainsi la dette en dollars en une dette en euro dont une des jambes représentant 57 % du notionnel est receveur de taux variable.

Un crédit-bail immobilier indexé à taux variable portant sur un notionnel à l'origine de 44,4 millions d'euros a été mis en place en 2016 pour le financement du Campus de l'Étoile. Aucune couverture n'est adossée à ce financement. Le capital restant dû au 31 décembre 2019 est de 32,7 millions d'euros.

## 28.3 Risque de liquidité

Les passifs financiers à moins d'un an et à plus d'un an sont présentés au bilan respectivement en passifs courants et non courants.

Le total des actifs financiers courants étant très supérieur au total des passifs financiers courants, le Groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité sur ses actifs et passifs financiers courants.

Dans ce contexte, le seul échéancier donné est celui relatif à la dette financière nette présenté dans la note 16.3.

### 28.4.2 Instruments de couverture et sensibilité

Au 31 décembre 2019, le portefeuille de couverture contre le risque de taux se décompose en contrats de swaps de taux d'intérêt à hauteur de 150 millions d'euros et en un *cross currency swap* de 470 millions de dollars à l'origine (cf. note 28.4.1).

La valeur de marché de ces instruments représente un passif net de 8,7 millions d'euros. Elle se décompose comme suit :

En millions d'euros	Valeur de marché 2019
Cross Currency Swap	-10,9
Stratégies optionnelles	0,0
Swap de Taux	2,2

### Sensibilité du résultat liée aux variations du coût de la dette nette (sans l'effet relatif au Cross Currency Swap) induite par des variations de taux d'intérêt court terme

L'impact sur le coût de la dette, calculé en année pleine, d'une variation de taux d'intérêt court terme appliquée à la dette nette à fin d'exercice, après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt à cette date est présenté dans le tableau suivant :

En millions d'euros	Résultat
Hausse 50 bp	-0,059
Baisse de 50 bp	0,000



### Sensibilité des capitaux propres et du résultat liée aux variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt

La variation de juste valeur des instruments dérivés de taux, induite par une variation de la courbe de taux d'intérêt prise en compte à la date de clôture, aurait un impact sur les capitaux propres du Groupe et le résultat du Groupe :

- les impacts comptabilisés en capitaux propres sont liés à la part efficace des instruments qualifiés de couverture de flux futurs ;
- les impacts comptabilisés en résultat sont liés à la part inefficace des instruments qualifiés de couverture de flux futurs, ainsi qu'à l'impact de la variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture.

Une variation de 50 points de base appliquée à l'ensemble de la courbe des taux d'intérêts, à la date de clôture et appliquée aux opérations en cours au 31 décembre 2019, aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants suivants (à taux de change et de volatilité constants) :

En millions d'euros	Capitaux Propres (hors résultat)	Résultat
Hausse de 50 pb	0,0	-0,003
Baisse de 50 pb	0,0	0,003

### Sensibilité des capitaux propres et du résultat liée aux variations de juste valeur du Cross Currency Swap

Une variation de 50 points de base appliquée à l'ensemble de la courbe des taux d'intérêts (euro et dollar) aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants suivants :

En millions d'euros	Capitaux Propres (hors résultat)	Résultat
Hausse de 50 pb	0,0	0,1
Baisse de 50 pb	0,0	-0,1

Une variation de 5 % du taux de clôture euro/dollar (pour rappel 1,1234 à la date de clôture) et appliquée aux opérations en cours au 31 décembre 2019, aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants suivants :

En millions d'euros	Capitaux Propres (hors résultat)	Résultat
Hausse de 5 %	0,0	2,9
Baisse de 5 %	0,0	-3,2

Ces effets sur le résultat auraient été parfaitement compensés par l'impact qu'aurait eu l'évolution du sous-jacent s'il avait subi les mêmes variations.

L'impact sur le coût de la dette, calculé en année pleine, d'une variation de taux d'intérêt court terme de 50 points de base et d'une variation de 5 % du taux de clôture euro/dollar appliquées à la dette nette à fin d'exercice, après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt à cette date est présenté dans le tableau suivant :

En millions d'euros	Résultat
Hausse 50 bp et 5 %	3,0
Baisse de 50 bp et 5 %	-3,3

## 28.5 Risque de contrepartie

En l'absence d'une crise économique ou financière majeure, le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif. Au 31 décembre 2019, tout comme au 31 décembre 2018, les placements sont exclusivement faits sur des supports à court terme avec une valeur liquidative quotidienne.

Les transactions financières (lignes de crédit, opérations de marché, placements...) sont effectuées avec des banques de premier rang et le Groupe veille à répartir ses transactions financières sur l'ensemble de ses partenaires bancaires afin de limiter le risque de contrepartie.

Ainsi, aucun ajustement tel que défini par IFRS 13 n'a été appliqué aux actifs financiers au titre du risque de non recouvrement des actifs.

Toujours dans le cadre de la norme IFRS 13, une analyse a été menée pour apprécier le risque de crédit en lien avec la juste valeur des instruments financiers. Compte-tenu des maturités à court terme (moins d'un an) des instruments de couverture de change, de la juste valeur des instruments dérivés de taux au 31 décembre 2019, et du rating des contreparties bancaires de bioMérieux, le risque de contrepartie n'est pas matériel.

## Note 29 Engagements hors bilan

Les engagements reçus et donnés, en cours au 31 décembre 2019, sont les suivants :

### 29.1 Engagements hors bilan liés au périmètre du Groupe consolidé

- Suite à des opérations d'acquisition cession, le Groupe est soumis à des clauses de révision de prix dont la probabilité d'application n'a pas été jugée suffisante, ou dont le montant n'a pas pu être établi de manière suffisamment fiable à la date de clôture.

### 29.2 Engagements hors bilan liés au financement de la Société

- Engagements liés aux dettes financières : cf. note 16.3.
- Engagements liés aux instruments dérivés : cf. note 27.

#### 29.2.1 Engagements donnés

- Les garanties bancaires données par le Groupe dans le cadre des appels d'offres auxquels il participe totalisent 133,4 millions d'euros au 31 décembre 2019.

#### 29.2.2 Engagements reçus

- bioMérieux SA bénéficie au 31 décembre 2019 d'un prêt syndiqué non tiré d'un montant de 500 millions d'euros, ayant fait l'objet d'avenants en 2018 portant sa maturité à janvier 2024 (5 ans avec possibilité de prolongation deux fois une année dont une restant à exercer) (cf. note 16.2).

### 29.3 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe

#### 29.3.1 Engagements donnés

- bioMérieux Inc. et bioMérieux SA ont conclu avec des tiers différents accords qui impliquent des paiements en fonction de l'avancement des travaux de recherche correspondants ou d'un montant minimum de ventes (3,2 millions d'euros).
- Dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites fixés par le Conseil d'administration, bioMérieux SA, qui détient en portefeuille

37 419 actions en couverture, aurait à acquérir 406 006 actions supplémentaires si l'ensemble des actions promises étaient finalement attribuées. Cet engagement représente un montant de 32,2 millions d'euros sur la base du cours au 31 décembre 2019.

- bioMérieux SA s'est engagée pour une durée de dix ans dans un partenariat avec l'Institut de recherche technologique (IRT) de Lyon, BIOASTER, dont l'activité est centrée sur les maladies infectieuses. Sur la période 2012-2015, sa contribution aux activités de recherche s'est traduite par la mise en place de contrats de collaboration avec BIOASTER pour un montant de près de 4 millions d'euros. En outre, des ressources internes de bioMérieux participent à ces projets collaboratifs. Un nouveau cycle de collaboration s'est ouvert pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2016 à fin juillet 2020 pour laquelle bioMérieux SA s'est engagée auprès de BIOASTER dans les mêmes proportions.
- bioMérieux SA est partenaire d'un programme de recherche coordonné par l'Institut Mérieux, associant les sociétés bioMérieux, Transgène, Genosafe et l'association Genethon et dont l'objet est de développer une nouvelle génération de diagnostics et de thérapies centrée sur les cancers, les maladies infectieuses et génétiques. Ce programme est désigné « ADNA » (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques »). Dans ce cadre, et compte tenu des avenants ayant modifié le programme de recherche initialement retenu, bioMérieux SA s'est engagé dans la réalisation de travaux de recherche et de développement pour un montant estimé de 67,5 millions d'euros couvrant la période 2007 à 2017. Le Programme a pris fin en décembre 2017. En contrepartie, bioMérieux SA a reçu des subventions et des aides remboursables pour des montants respectivement de 16,1 millions d'euros et 7,5 millions d'euros. En cas de succès, bioMérieux SA devra rembourser les aides remboursables selon un échéancier fonction du revenu réalisé sur certains produits, puis verser un intéressement jusqu'en 2029 (3,4 % de ce revenu).
- Les autres engagements donnés (avals, cautions et garanties hors engagements fermes de loyers) s'élèvent à 0,6 million d'euros. bioMérieux SA s'est engagée à participer à une levée de fonds dans la société ATI à hauteur de 0,2 million d'euros.

#### 29.3.2 Engagements reçus

- Les autres engagements reçus s'élèvent à 4,3 millions d'euros.

## Note 30 Transactions avec les parties liées

### 30.1 Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Le montant global comptabilisé en charges au cours de l'exercice 2019 au titre des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction (administrateurs et membres du Comité de Direction) s'élève à 12,3 millions d'euros.

Rémunérations des dirigeants <i>En millions d'euros</i>	2019	2018
Salaires de base	5,1	4,8
Rémunérations variables	3,5	4,7
Avantages en nature	0,3	0,2
Actions gratuites	2,9	2,4
Jetons de présence	0,0	0,0
Indemnité de départ	0,5	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>12,3</b>	<b>12,2</b>

### 30.2 Autres transactions avec les sociétés liées non consolidées

- L'Institut Mérieux, qui détient 58,9 % de la société bioMérieux SA au 31 décembre 2019, a assuré des prestations de services et recherche pour le groupe bioMérieux, s'élevant à 8,2 millions d'euros sur l'exercice, refacturées à bioMérieux Inc. pour 2,9 millions d'euros et BioFire pour 2,0 millions d'euros. Les sociétés du groupe bioMérieux ont refacturé à l'Institut Mérieux 1,2 million d'euros au titre de charges supportées pour son compte (bioMérieux SA pour 0,7 million d'euro et bioMérieux Inde pour 0,4 million d'euro).
- Le Groupe a fourni aux sociétés du groupe Mérieux NutriSciences Corp, détenu majoritairement par l'Institut Mérieux, des réactifs et des instruments pour un montant de 14,2 millions d'euros en 2019.
- La société Thera Conseil, détenue à 99,2 % par l'Institut Mérieux, a facturé des prestations à bioMérieux SA pour 1,7 million d'euros au titre de 2019.
- bioMérieux SA a versé au titre de dépenses de mécénat humanitaire, 2,0 millions d'euros à la Fondation Christophe & Rodolphe Mérieux.
- La société ABL détenu à 100 % par l'Institut Mérieux, a facturé des matières premières à bioMérieux SA pour 2,4 millions d'euro au cours de l'exercice 2019. À l'inverse, bioMérieux Inc. a refacturé à la société ABL Inc. 3,1 millions d'euros. Par ailleurs, la société ABL bénéficie également d'un prêt de 1,8 million de dollars souscrit auprès de bioMérieux Inc.
- bioMérieux SA a facturé, au cours de l'exercice 2019, des prestations pour 1,7 million d'euros à la société Mérieux Université, qu'elle détient à hauteur de 40 % ; les 60 % restants étant détenus par l'Institut Mérieux (40 %) et Mérieux NutriSciences (20 %). À l'inverse, elle a versé 3,9 millions d'euros à Mérieux Université au titre d'honoraires de formation.

## Note 31 Événements postérieurs à la clôture

Le Groupe n'a identifié aucun événement postérieur à la clôture.

## Note 32 Impacts sur les comptes consolidés

Le Groupe a retraité les comptes comparatifs au titre d'une part de l'application rétrospective en 2019 de la norme IFRS 16 sur les comptes de location (cf. notes 2 et 6.2) et d'autre part des ajustements liés à la détermination du bilan d'acquisition des sociétés acquises en 2018 (cf. note 1.1). Conformément à la norme IAS 8, les comptes comparatifs ont été retraités, comme si la norme IFRS 16 avait été appliquée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### Impact sur le compte de résultat

La mise en place de la norme IFRS 16 a conduit à annuler les loyers liés aux contrats de location retraités, et constater une dotation aux amortissements et des frais financiers.

### Impact sur le bilan

La mise en place de la norme IFRS 16 a conduit à constater des actifs au titre des droits d'utilisation, des passifs financiers au titre des obligations locatives, et un impôt différé. Les retraitements négatifs sur la ligne actifs corporels correspondent au reclassement des contrats de crédit-baux, retraités précédemment selon la norme IAS 17, sur la ligne actifs liés aux droits d'utilisation.

### Impact sur le tableau de flux de trésorerie

La mise en place de la norme IFRS 16 a conduit principalement à :

- constater en flux de financement les remboursements de la dette financière liés aux obligations locatives ;
- augmenter les dotations aux amortissements retraitées dans les flux d'exploitation ;
- présenter en flux d'exploitation les intérêts versés liés à l'obligation locative.

### Impact sur le résultat par action

L'impact étant non significatif, aucune information n'est communiquée.

## 32.1 Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018

<i>En millions d'euros</i>	<b>31/12/2018 publié</b>	Retraitement IFRS 16	31/12/2018 retraité
<b>REVENUS</b>	<b>2 421,3</b>		<b>2 421,3</b>
Coût des ventes	-1 119,1	0,1	-1 119,0
<b>MARGE BRUTE</b>	<b>1 302,2</b>	<b>0,1</b>	<b>1 302,3</b>
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'ACTIVITÉ</b>	<b>31,2</b>		<b>31,2</b>
Charges commerciales	-480,3	0,4	-479,9
Frais généraux	-165,2	2,0	-163,2
Recherche et développement	-326,9		-326,9
<b>TOTAL FRAIS OPÉRATIONNELS</b>	<b>-972,4</b>	<b>2,4</b>	<b>-970,0</b>
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT CONTRIBUTIF</b>	<b>361,0</b>	<b>2,5</b>	<b>363,5</b>
Amortissements des actifs liés à l'acquisition de BioFire	-17,5		-17,5
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>	<b>343,5</b>	<b>2,5</b>	<b>346,0</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	0,2		0,2
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>343,6</b>	<b>2,5</b>	<b>346,1</b>
Coût de l'endettement financier net	-18,5	-2,8	-21,3
Autres produits et charges financiers	-4,5		-4,5
Impôts sur les résultats	-65,2	0,1	-65,1
Entreprises associées	0,2		0,2
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>255,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>255,4</b>
Part des minoritaires	-1,1		-1,1
<b>PART DU GROUPE</b>	<b>256,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>256,5</b>
Résultat net de base par action	2,18 €		2,18 €
Résultat net dilué par action	2,17 €		2,17 €

## 32.2 Impacts sur les principaux agrégats du bilan consolidé au 31 décembre 2018

### Actif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 publié	Retraitement IFRS 16	Ajustement Hybiome	Ajustement Astute	31/12/2018 retraité
Immobilisations incorporelles	507,3		18,8		526,0
Écarts d'acquisition	616,5		-15,6	2,1	603,0
Immobilisations corporelles	807,5	-45,6	-0,5		761,4
Actifs au titre des droits d'utilisation		137,7			137,7
Actifs financiers non courants	71,8		-4,9		66,9
Participations dans les entreprises associées	0,3				0,3
Autres actifs non courants	16,2				16,2
Impôt différé actif	74,3	1,5	1,9	0,7	78,5
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>2 093,9</b>	<b>93,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,8</b>	<b>2 189,9</b>
Stocks et en-cours	414,9		6,3	-2,4	418,8
Créances clients et actifs liés aux contrats clients	490,0		1,8		491,8
Autres créances d'exploitation	61,7	-0,9	2,6		63,4
Créance d'impôt exigible	39,2				39,2
Créances hors exploitation	9,6		3,3		12,9
Disponibilités et équivalents de trésorerie	280,1		8,2		288,3
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>1 295,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>22,2</b>	<b>-2,4</b>	<b>1 314,4</b>
<b>ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>0,1</b>				<b>0,1</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 389,6</b>	<b>92,6</b>	<b>21,9</b>	<b>0,4</b>	<b>3 504,4</b>

### Passif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 publié	Retraitement IFRS 16	Ajustement Hybiome	Ajustement Astute	31/12/2018 retraité
Capital	12,0				12,0
Primes et Réserves	1 660,6	-1,7	0,5		1 659,5
Résultat de l'exercice	256,6	-0,1			256,5
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>	<b>1 929,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,5</b>		<b>1 928,0</b>
<b>INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>	<b>74,0</b>		<b>0,1</b>		<b>74,0</b>
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>2 003,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,6</b>		<b>2 002,1</b>
Emprunts & dettes financières long terme	446,8	68,0	10,1		524,9
Impôt différé passif	136,0	0,8	-2,6		134,2
Provisions	47,1				47,1
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>629,9</b>	<b>68,8</b>	<b>7,5</b>		<b>706,1</b>
Emprunts & dettes financières court terme	100,2	28,9			129,1
Provisions	45,0				45,0
Fournisseurs et comptes rattachés	176,9		2,4	0,4	179,7
Autres dettes d'exploitation	345,1	-3,3	10,3		352,2
Dettes d'impôt exigible	33,5				33,5
Dettes hors exploitation	55,8		1,1		56,9
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>756,4</b>	<b>25,6</b>	<b>13,8</b>	<b>0,4</b>	<b>796,3</b>
<b>PASSIFS RELATIFS À DES ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>0,0</b>				<b>0,0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 389,6</b>	<b>92,6</b>	<b>21,9</b>	<b>0,4</b>	<b>3 504,4</b>

## 32.3 Impacts sur les principaux agrégats du bilan consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 2018

### Actif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017 publié	Retraitement IFRS 16	01/01/2018
Immobilisations incorporelles	430,7		430,7
Écarts d'acquisition	442,7		442,7
Immobilisations corporelles	711,4	-48,4	663,0
Actifs au titre des droits d'utilisation		133,8	133,8
Actifs financiers non courants	57,9		57,9
Participations dans les entreprises associées	0,1		0,1
Autres actifs non courants	14,1	-0,8	13,3
Impôt différé actif	51,6	1,1	52,7
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>1 708,5</b>	<b>85,7</b>	<b>1 794,2</b>
Stocks et en-cours	380,3		380,3
Créances clients et actifs liés aux contrats clients	460,1		460,1
Autres créances d'exploitation	75,1		75,1
Créance d'impôt exigible	36,1		36,1
Créances hors exploitation	15,7		15,7
Disponibilités et équivalents de trésorerie	312,1		312,1
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>1 279,4</b>	<b>0,0</b>	<b>1 279,4</b>
<b>ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>2,1</b>		<b>2,1</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 990,0</b>	<b>85,7</b>	<b>3 075,7</b>

### Passif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017 publié	Retraitement IFRS 16	01/01/2018
Capital	12,0		12,0
Primes et Réserves	1 487,5	-1,8	1 485,7
Résultat de l'exercice	238,1		238,1
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>	<b>1 737,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>1 735,8</b>
<b>INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>	<b>-0,9</b>		<b>-0,9</b>
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>1 736,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>1 734,9</b>
Emprunts & dettes financières long terme	391,1	71,1	462,2
Impôt différé passif	103,8	0,5	104,3
Provisions	106,7		106,7
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>601,5</b>	<b>71,6</b>	<b>673,1</b>
Emprunts & dettes financières court terme	76,9	17,8	94,7
Provisions	34,1		34,1
Fournisseurs et comptes rattachés	161,3		161,3
Autres dettes d'exploitation	300,7	-1,9	298,8
Dettes d'impôt exigible	24,2		24,2
Dettes hors exploitation	54,6		54,6
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>651,8</b>	<b>15,9</b>	<b>667,7</b>
<b>PASSIFS RELATIFS À DES ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 990,0</b>	<b>85,7</b>	<b>3 075,7</b>

## 32.4 Impacts sur les principaux agrégats du tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2018

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 publié	Retraitement Hybiome	Retraitement IFRS 16	31/12/2018 retraité
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>255,5</b>		<b>-0,1</b>	<b>255,4</b>
Participations dans les entreprises associées	-0,2		0,0	-0,2
Coût de l'endettement financier net	18,5		2,8	21,3
Autres produits et charges financiers	4,5		0,0	4,5
Charge d'impôt	65,2		-0,1	65,1
Dotation nette aux amortissements d'exploitation - provisions non courantes	157,9		19,1	177,0
Produits et charges non courants et frais et amortissements du prix d'acquisition de BioFire	17,4		0,0	17,4
<b>EBITDA (avant produits et charges non récurrents)</b>	<b>518,8</b>	<b>0,0</b>	<b>21,7</b>	<b>540,5</b>
<b>Élimination des autres charges et produits sans impact sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>	<b>-45,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-45,3</b>
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation <sup>(a)</sup>	-2,8	-6,1	0,5	-8,4
Variation du besoin en fonds de roulement	-1,6	-7,0	0,5	-8,1
Versement d'impôt	-66,5		0,7	-65,8
Coût de l'endettement financier net	-18,5		-2,8	-21,3
<b>FLUX LIÉS À L'ACTIVITÉ</b>	<b>386,9</b>	<b>-7,0</b>	<b>19,7</b>	<b>399,8</b>
<b>CASH FLOW LIBRE</b>	<b>165,5</b>	<b>-7,0</b>	<b>20,1</b>	<b>178,8</b>
<b>FLUX LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-418,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,4</b>	<b>-413,1</b>
<b>FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>52,7</b>	<b>10,4</b>	<b>-20,1</b>	<b>43,0</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>21,4</b>	<b>8,1</b>	<b>0,0</b>	<b>29,7</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE</b>	<b>260,4</b>			<b>260,4</b>
Incidence des fluctuations de change sur la trésorerie nette et équivalents de trésorerie	-11,8			-11,8
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE</b>	<b>270,0</b>	<b>8,1</b>	<b>0,0</b>	<b>278,2</b>

## 32.5 Impacts sur les principaux agrégats de la situation financière consolidée au 31 décembre 2018

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018 publié	Retraitement IFRS 16 (note 2.2)	Ajustement Hybiome	31/12/2018 retraité
Disponibilités	231,7		8,2	239,9
Placements de trésorerie	48,4			48,4
<b>Disponibilités et équivalents de trésorerie</b>	<b>280,1</b>	<b>0,0</b>	<b>8,2</b>	<b>288,3</b>
Concours bancaires courants	-10,1			-10,1
<b>TRÉSORERIE NETTE (A)</b>	<b>270,0</b>	<b>0,0</b>	<b>8,2</b>	<b>278,2</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES CONFIRMÉES (B)</b>	<b>536,9</b>	<b>96,9</b>	<b>10,0</b>	<b>643,9</b>
dont part à plus de cinq ans	24,3	47,5		71,8
dont part entre 1 an et cinq ans	422,5	30,6		453,1
dont part à moins d'un an	90,1	18,9	10,0	119,0
<b>ENDETTEMENT NET (B) - (A)</b>	<b>266,9</b>	<b>96,9</b>	<b>1,8</b>	<b>365,7</b>



## 32.6 Impacts sur les principaux agrégats du résultat financier consolidé au 31 décembre 2018

En millions d'euros	31/12/2018 publié	Retraitement IFRS 16 (note 2.2)	31/12/2018 retraité
Frais financiers	-16,9		-16,9
Instruments dérivés de couverture de taux d'intérêts	-2,7		-2,7
Écarts de change	1,1		1,1
Intérêts sur dette de location (IFRS 16)	0,0	-2,8	-2,8
<b>TOTAL</b>	<b>-18,5</b>	<b>-2,8</b>	<b>-21,3</b>

## Note 33 Consolidation

bioMérieux est consolidée, par intégration globale, dans la Compagnie Mérieux Alliance (17 rue Bourgelat, 69002-Lyon).

## Note 34 Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019

Les variations de périmètre sur l'exercice 2019 sont présentées en note 1.1.

	2019 <sup>(a)</sup>	2018	2017
bioMérieux SA 69280 Marcy l'Étoile - France R.C.S. Lyon B 673 620 399			
AB bioMérieux Dalvägen 10 169 56 Solna, Stockholm - Suède	100 %	100 %	100 %
ABG STELLA 1105 N Market St Suite 1300 Wilmington, Delaware 19801 - États-Unis	100 %	100 %	100 %
AES Canada Inc. 500 boul. Cartier Ouest, suite 262 H7V 5B7 Laval, QC - Canada	100 %	100 %	100 %
AES Chemunex GmbH Zeiloch 20 - 76646 Bruschal - Allemagne			100 %
Applied Maths Inc. 11940 Jollyville Road, Suite 115N Austin, Texas 78759 - États-Unis	100 %	100 %	100 %
Applied Maths NV Keistraat 120 9830 Sint-Martens-Latem Belgique	100 %	100 %	100 %
Astute Medical Inc. 3550 General Atomics Court Building 02/620 San Diego, CA 92121 - États-Unis	100 %	100 %	
Bacterial Barcodes Inc. 425 River Road - Athens - GA 30602 - États-Unis	100 %	100 %	100 %
BioFire Defense Inc. 79 W 4500 S, Suite 14 Salt Lake City, UT 84107 - États-Unis	100 %	100 %	100 %
BioFire Diagnostics Inc. 390 Wakara Way Salt Lake City, Utah 84108 - États-Unis	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Afrique du Sud 1st Floor, 44 on Grand Central, 1 Bond Street cnr Grand Central Boulevard, Midrand 1682 - Afrique du Sud	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Afrique occidentale Avenue Joseph Blohorn - 08 BP 2634 Abidjan 08 - Côte d'Ivoire	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Algérie Bois des cars 2 - Lot 11 1er étage - 16302 Dely Ibrahim - Alger - Algérie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Allemagne Weberstrasse 8 - D 72622 Nürtingen - Allemagne	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Argentine Edificio Intecons - Arias 3751 3er piso - C1430CRG - Buenos Aires - Argentine	100 %	100 %	100 %

		2019 <sup>(a)</sup>	2018	2017
bioMérieux Asia Pacific Pte Ltd.	11 - Biopolis Way, Helios, Unit #10-05 138667 Singapore	100 %		
bioMérieux Australie	Unit 25B, Parkview Business Centre - 1 Maitland Place Baulkham Hills NSW 2153 - Australie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Autriche	Eduard-Kittenberger-Gasse 95-B, A-1230 Wien - Autriche	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Belgique	Media Square - 18-19 Place des Carabiniers 1030 Bruxelles - Belgique	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Benelux BV	Regus - Amersfoort A1, Databankweg 26, 3821 AL Amersfoort - Pays-Bas	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Brésil	Estrada Do Mapuá, 491 Jacarepaguá - CEP 22713 320 Rio de Janeiro - RJ - Brésil	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Canada	7815 boulevard Henri Bourassa - West - H4S 1P7 Saint Laurent (Québec) - Canada	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Chili	Seminario 131 - Providencia - Santiago - Chili	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Chine	19/Floor Billion Plaza 8 Cheung Yue Street - Kowloon - Hong Kong	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Colombie	Carrera 7 N° 127-48 - Oficina 806 - Bogota DC - Colombie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Corée	1 <sup>st</sup> & 2 <sup>nd</sup> floor Yoo Sung Building #830-67, Yeoksam-dong, Kangnam ku - Séoul - Corée	100 %	100 %	100 %
bioMérieux CZ	Hvezdova 1716/2b - Praha 4 - 140 78 - République Tchèque	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Danemark	Lautruphøj 1-3, DK-2750, Ballerup - Danemark	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Égypte	Room 2, Unit 23, 2nd Floor, Star Capital Tower A2, Cystars, Heliopolis, Cairo, Egypt	100 %		
bioMérieux Espagne	Manuel Tovar 45 - 47 - 28034 Madrid - Espagne	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Finlande	Tekniikantie 14 FI-02150 Espoo - Finlande	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Grèce	Papanikoli 70 - 15232 Halandri - Athens - Grèce	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Hong Kong Investment	19/Floor Billion Plaza 8 Cheung Yue Street - Kowloon - Hong Kong	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Hongrie	Vaci ut 175 - 1138 Budapest - Hongrie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Inc.	100 Rodolphe Street - Durham NC 27712 - États-Unis	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Inde	A-32, MohanCo-operative Ind. Estate - New Delhi 110 044 - Inde	100 %	100 %	100 %
bioMérieux International SAS (anciennement Stella SAS)	69280 Marcy l'Étoile - France			100 %
bioMérieux Italie	Bagno a Ripoli, Via di Campigliano, 58- 50012 Ponte a Ema - Firenze - Italia	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Japon Ltd (anciennement Sysmex bioMérieux)	Akasaka Tameike Tower 2F, 2-17-7, Akasaka, Minato-ku, Tokyo	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Kenya	Delta Office Suites, Land Reference No. 4393/27, Waiyaki Way, P. O. Box 30333 - 00100 - G.P.O Nairobi - Kenya	100 %	100 %	
bioMérieux Malaisie	A-15-13A Tower A, Menara Prima Avenue, Jalan PJU 1/39, Dataran Prima 47301 Petaling Jaya, Selangor darul Ehsan - Malaisie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Mexique	Chihuahua 88, col. Progreso - Mexico 01080, DF - Mexique	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Moyen-Orient	DHCC Al Baker Building 26 - Office 107 - P.O. Box 505 201 Dubai - Émirats Arabes Unis	100 %	100 %	100 %

		2019 <sup>(a)</sup>	2018	2017
bioMérieux Norvège	Nydalsveien 28 P.B. 4814 Nydalen - N-0484 Oslo - Norvège	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Philippines	1004, 20 <sup>th</sup> Drive Corporate Center, McKinley Business Park, Bonifacio Global City, Taguig City PHILIPPINES ZIP CODE 1634	100 %		
bioMérieux Pologne	ul. Gen. J. Zajączka 9 - 01-518 Warszawa - Pologne	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Portugal	Av. 25 de Abril de 1974, N°23-3° - 2795-197 LINDA A VELHA Portugal	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Royaume-Uni	Grafton Way, Basingstoke Hampshire RG 22 6HY - Royaume-Uni	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Russie	1 <sup>st</sup> Nagatinskiy proezd, 10, str.1, business center « Newton Plaza » - Moscow 115 533 - Russie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux (Shanghai) Biotech Co. Ltd (anciennement Meikang)	N° 4633 Pusan Road, Kangqiao Industrial Park - Pudong New District - Shanghai - 201315 - Chine	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Shanghai Company Ltd.	N° 4633 Pusan Road, Kangqiao Industrial Park - Pudong New District - Shanghai - 201315 - Chine	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Singapour	11 - Biopolis Way - Helios - Unit # 10-04 - 138667 - Singapour	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Suède	Hantverksvagen 15 - 43633 Askim - Suède	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Suzhou Biotech Co. Ltd	Jiangsu Suzhou New District County Township Hong Xi Rd Village No.148.	100 %		
bioMérieux SRB doo	Belgrade Office Park, Djordja Stanojevic 12/III, Nouveau Belgrade, 11070 Belgrade - Serbie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Suisse	51 Avenue Blanc - Case Postale 2150 - 1202 Genève - Suisse	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Thaïlande	3195/9 Vibulthani Tower, 4th floor - Rama IV Road - Klongton - Klongtoey - Bangkok 10110 Thaïlande	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Turquie	Isiklar Cad. NO 29, Atasehir - 34750 istanbul - Turquie	100 %	100 %	100 %
bioMérieux Vietnam	loor 10, Vinaconex Tower, 34 Lang Ha, Lang Ha ward, Dong Da District, Hanoi - Vietnam	100 %	100 %	100 %
BTF Pty Limited	PO Box 599 - North Ryde BC - NSW Australia 1670 - Australie	100 %	100 %	100 %
Cambridge Biotech	365 Plantation Street One Biotech Park Worcester, MA 01605 – États-Unis	100 %	100 %	100 %
Huilai	Room 8738, Building 1, No. 1758, Luhaogang Road, Nanhui New Town, Pudong New District - Chine	100 %	100 %	
Hyglos Invest GmbH	Am Neuland 3 - 82347 Bernried am Starnberger See - Allemagne	100 %	100 %	100 %
Hyglos GmbH	Am Neuland 3 - 82347 Bernried am Starnberger See - Allemagne	100 %	100 %	100 %
Invisible Sentinel	3711 Market St., Ste. 910 Philadelphia, PA 19104 United States	100 %		
Mérieux Université	113 Route de Paris - 69160 Tassin-La-Demi-Lune - France	40 %	40 %	40 %
Quercus Scientific NV	Keistraat 120 9830 Sint-Martens- Latem Belgique	100 %	100 %	100 %
RAS Lifesciences	Plot N° 13, 4-7-18/13/2, Raghavendra Nagar, Nacharam, Hyderabad - 500 076 - Inde	100 %	100 %	70 %

		2019 <sup>(a)</sup>	2018	2017
SSC Europe	ul. Gen. J. Zajączka 9 - 01-518 Warszawa - Pologne	100 %	100 %	100 %
Suzhou Hybiome Biomedical Engineering Co Ltd	Building 4, No. 8, Jinfeng Road, Suzhou High-tech Zone - Chine	67 %	54 %	
Yan Set Invest Development	19/F Billion Plaza, 8 Cheung Yue Street Cheung Sha Wan Kowloon - Hong-Kong	100 %	100 %	100 %

(a) Le pourcentage de contrôle est identique au pourcentage d'intérêt, sauf dans le cas de Hyglos Invest GmbH, dont le pourcentage d'intérêt est de 75 %.